

# ENCORE POSSIBLE

Mais le Tricolore devra faire des miracles avec une équipe plutôt amochée.

SPORTS



PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

**PHILIPPE CANTIN**  
L'IMMENSE DÉFI DU CH

**FRANÇOIS GAGNON**  
RIVALITÉ CONFIRMÉE  
SPORTS

# LA PRESSE

EXCLUSIF

CERTIFICAT DE COMPÉTENCE

## TOLÉRANCE ZÉRO SUR LES CHANTIERS

La CCQ appliquera la loi à la lettre contre les travailleurs et les employeurs fautifs

PAGE A8



PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE



Entre 2006 et 2011, 37% des nouveaux arrivants ont choisi d'apprendre le français.

MONTRÉAL

# LE FRANÇAIS GAGNE DU TERRAIN

La politique sur l'immigration commence à porter ses fruits.

PAGES A2 ET A3

PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE

**FRANCIS VAILLES**  
DES SOLUTIONS POUR SOIGNER NOS URGENCES  
AFFAIRES

**YVES BOISVERT**  
POURQUOI LA CORRUPTION?  
PAGE A7

**PIERRE FOGLIA**  
AH, C'EST DU JOLI!  
PAGE A5

## TAPIS ROUGE POUR TARGET

Cominar investit 100 millions dans trois centres commerciaux du Grand Montréal AFFAIRES

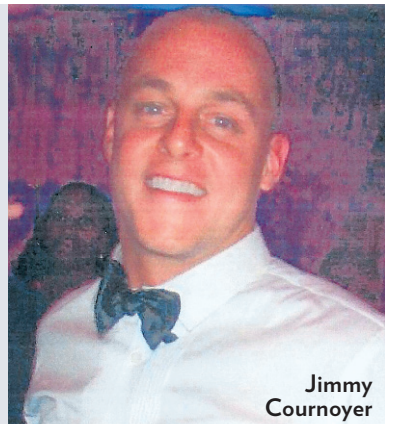


PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE

SANTÉ  
UNE SIESTE POUR ÊTRE PERFORMANT  
PAGES A20 ET A21

ZZZZZ

HELLS, MAFIA, CARTEL MEXICAIN  
LES LIAISONS DANGEREUSES DU « ROI DU POT »  
PAGE A10



Jimmy Cournoyer

PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE  
Un an de prison pour Berlusconi, il aimerait remplacer Suzanne Clément.

Venez voir mon blogue! [www.lapresse.ca/laporte](http://www.lapresse.ca/laporte)



LV 621924 98765 1

# N'ATTENDEZ PLUS POUR VOIR.

Voyez aujourd'hui grâce au LASIK. Prenez 5 ans pour payer.

À partir de 490 \$/œil\*  
Financement sur 5 ans  
0 \$ d'acompte\*



Réservez une consultation gratuite au 1-877-768-9888 ou au [lasikmd.com](http://lasikmd.com)

**LASIK MD**  
VISION

## STATISTIQUE CANADA RECENSEMENT 2011

## LES IMMIGRANTS DE MONTRÉAL

## LE FRANÇAIS GAGNE DU TERRAIN

Le visage de Montréal change. Si les immigrants sont plus nombreux, ils parlent davantage le français en raison d'une politique qui favorise les arrivants du Maghreb et de l'Amérique latine. Autre nouveauté: Haïti a doublé l'Italie comme principal lieu de naissance des immigrés de la métropole. Portrait d'une ville en mouvement.



PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

La politique sur l'immigration pour favoriser le français porte ses fruits. La langue de Molière gagne du terrain chez les immigrés à Montréal, selon les données de l'Enquête nationale auprès des ménages, réalisée en 2011 par Statistique Canada.

Ce coup de sonde mené tous les cinq ans permet notamment d'évaluer la connaissance qu'ont les immigrés des deux langues officielles. Statistique Canada avait constaté que 18,5 % de ceux qui sont arrivés à Montréal entre 2001 et 2006 ne connaissaient que l'anglais. Cette proportion a reculé de trois points parmi ceux qui sont arrivés entre 2006 et 2011.

À l'inverse, l'apprentissage du français a gagné quatre points durant cette période. Entre 2001 et 2006, 33 % des nouveaux arrivants avaient choisi d'apprendre seulement le français. Cinq ans plus tard, ils sont près de 37 %.

« Ce qui est clair, c'est que les actions mises de l'avant pour favoriser

les immigrants qui ont une connaissance du français se reflètent dans les chiffres », résume Jean-Pierre Corbeil, de Statistique Canada.

Depuis 15 ans, le Québec favorise l'immigration en provenance du Maghreb et de l'Amérique latine pour tenter d'encourager l'apprentissage du français, souligne M. Corbeil. « Le Québec a tendance à favoriser les immigrants qui s'orientent vers le français, et les deux groupes les plus importants sont de langue arabe et espagnole », rappelle-t-il.

## Musulmans en forte hausse

Ainsi, conséquence directe de cette politique d'immigration, l'islam a rapidement gagné du terrain depuis 10 ans dans la région de Montréal. En fait, le nombre de musulmans y a plus que doublé depuis 2001: ils sont passés d'un peu plus de 100 000 à plus de 220 000. Dans la seule ville de Montréal, les musulmans représentent désormais 9,6 % de la population.

Il reste que le groupe qui a le plus progressé est, paradoxalement, celui des gens qui tournent le dos

## Haïti détrône l'Italie

Autre nouveauté dans l'Enquête nationale sur les ménages, Haïti a fini par détrôner l'Italie comme principal lieu de naissance des immigrés vivant à Montréal. De fait, les Haïtiens continuent à immigrer en nombre tandis que la vague d'immigration italienne est terminée depuis longtemps, souligne François Nault, analyste de Statistique Canada.

En conséquence, les Noirs représentent la principale minorité visible à Montréal alors que, dans le reste du Canada, ce sont plutôt les gens d'origine indienne et chinoise.

## Les immigrants choisissent Montréal

Les données de l'Enquête nationale sur les ménages démontrent que les immigrants qui choisissent le Québec continuent à s'établir massivement dans la grande région de Montréal. On y recense 22,6 % d'immigrés, comparativement à 3,2 % dans le reste de la province. La majorité s'établit à Montréal même plutôt que dans sa banlieue: 33 % des Montréalais sont nés à l'extérieur du pays.

L'islam a rapidement gagné du terrain depuis 10 ans. Dans la seule ville de Montréal, les musulmans représentent désormais 9,6 % de la population.

à toute forme de religion. En 2001, 259 000 personnes de la grande région de Montréal disaient n'appartenir à aucun groupe religieux; ils sont désormais 561 000.

Ces gains semblent s'être principalement faits parmi les catholiques, dont les rangs ont rapidement fondu depuis 10 ans. Alors que 75 % des gens de la région de Montréal se disaient catholiques en 2001, ils n'étaient plus que 63 % en 2011.

Les musulmans sont particulièrement peu nombreux à l'extérieur de la région de Montréal. Ils seraient à peine 22 000, soit moins de 1 % de la population des régions.

## Prudence

Statistique Canada appelle à la prudence dans l'interprétation de ces chiffres en raison de la décision du gouvernement fédéral de rendre facultative la participation des citoyens à l'Enquête nationale auprès des ménages. « Elles peuvent comporter davantage d'erreurs dues à la non-réponse que les estimations dérivées du Recensement de 2006. »

## PRINCIPAUX GROUPES ETHNIQUES AU CANADA

## 1 Canadiens



10 563 805

## 2 Anglais



6 509 500

## 3 Français



5 065 700

## 4 Écossais



4 715 000

## 5 Irlandais



4 544 900

## 6 Allemands



3 203 300

— Pierre-André Normandin

## SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 16	Loteries	A12
Astrologie du jour	AFFAIRES 15	Monde	A25 à A27
Bourses	AFFAIRES 11	Petites annonces	AFFAIRES 4 et 12
Débats	A28 et A29	Sudoku	AFFAIRES 4
Décès	AFFAIRES 13	Trait d'union	AFFAIRES 15
Horaire télévision	AFFAIRES 14		

## Météo

Orages, vents légers, maximum 22, minimum 12. AFFAIRES 14

## VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

## UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

## AUTOCHTONES

## BRISÉS DÈS



LOUISE LEDUC

En 2011, 14 225 enfants autochtones étaient dans une famille d'accueil au Canada. Ils constituaient donc la moitié de tous les enfants qui se trouvent dans cette situation, alors que les autochtones ne forment que 4 % de la population canadienne.

« Ces données me font de la peine, mais elles nous seront précieuses pour réclamer de meilleurs programmes sociaux, mieux financés et mieux adaptés à nos réalités », explique Michèle Audette, présidente de l'Association des femmes autochtones du Canada.

Le grand nombre d'enfants autochtones placés en foyer d'accueil est d'autant plus grave que cette situation leur fait souvent perdre au détour « leur identité, leur culture et leur langue », signale Viviane Michel, présidente de Femmes autochtones du Québec.

En effet, quand ils sont retirés à leur famille, ces enfants se retrouvent très souvent dans une famille non autochtone. « Avec les problèmes de pauvreté et les pénuries de logements dans nos communautés, les critères de la DPJ font en sorte que très peu d'autochtones peuvent accueillir de ces enfants chez eux, ajoute M<sup>me</sup> Michel. Par exemple, moi, même si je n'ai pas de problème de consommation et que j'ai plein d'amour à donner, je ne pourrais pas accueillir d'enfants: j'en ai déjà six et ma maison ne serait pas jugée assez grande. »

« Ça nous ramène d'une certaine façon à l'époque des pensionnats, dit M<sup>me</sup> Michel. Encore une fois, nos enfants sont élevés par des Blancs. »

## Familles disloquées

Au-delà de la question des enfants placés en famille d'accueil, les données

La moitié de tous les enfants qui se trouvent en famille d'accueil au Canada sont des autochtones, alors qu'ils ne forment que 4 % de la population. Très souvent, ils se retrouvent dans une famille non autochtone, ce qui leur fait souvent perdre au détour leur identité, leur culture et leur langue.

toutes fraîches de Statistique Canada illustrent aussi à quel point les familles autochtones sont brisées. Le tiers (34,4 %) des enfants autochtones vivent dans une famille monoparentale – dirigée le plus souvent par la femme –, alors que ce n'est le cas que de 17,4 % des enfants non autochtones. (On parle bien ici de familles

L'élégance est une attitude  
Elegance is an attitude

Kate Winslet  
Kate Winslet

**LONGINES®**

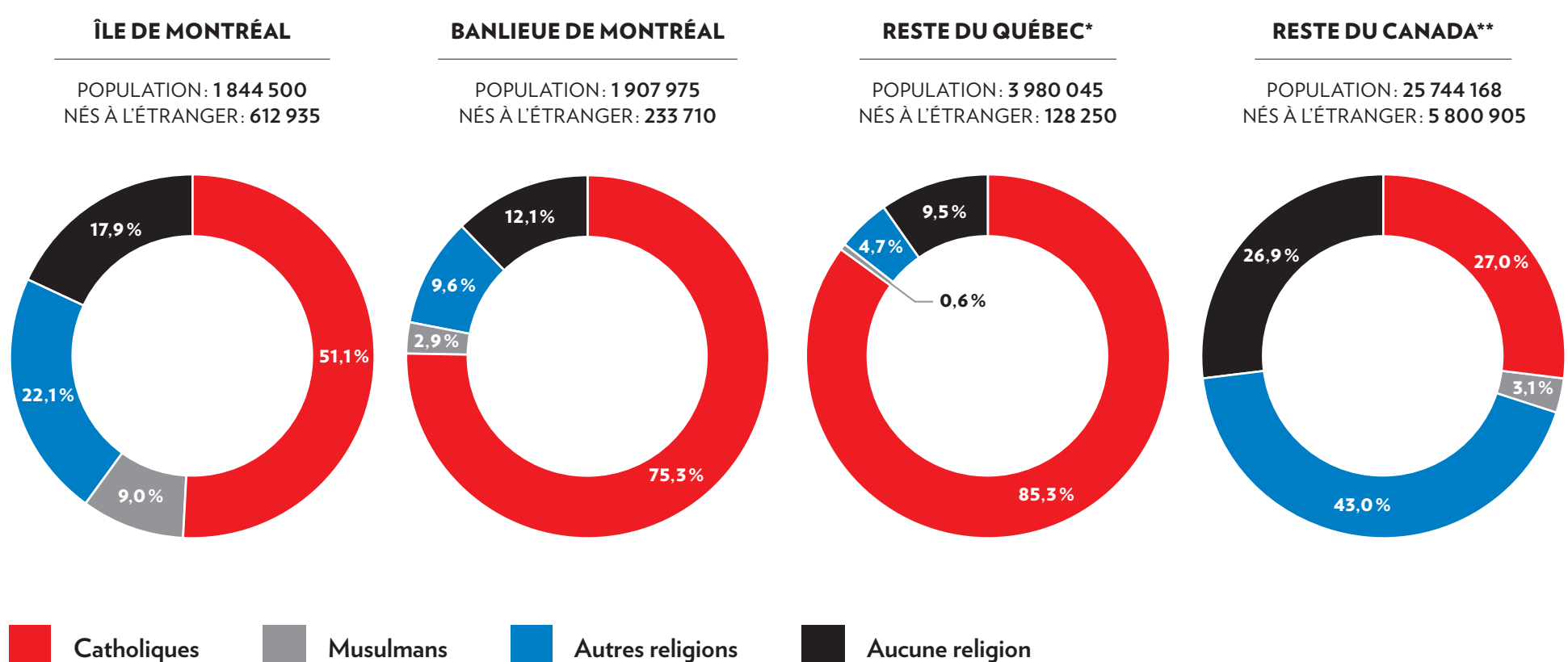
CHÂTEAU D'IVOIRE  
JOAILLIERS

MONTRÉAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651  
SANS FRAIS • 1 888 963 2283  
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

The Longines Saint-Imier Collection  
www.longines.com

STATISTIQUE CANADA RECENSEMENT 2011

RELIGION DES CANADIENS



\* Le Québec sans la région de Montréal \*\* Le Canada sans le Québec

Un Canadien sur cinq né à l'étranger

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Un Canadien sur cinq est né à l'étranger, selon les données de l'Enquête nationale auprès des ménages réalisée en 2011 par Statistique Canada.

Selon ce coup de sonde réalisé partout au pays, 6 775 800 Canadiens sont nés à l'étranger, soit 20,6% de la population. En 2001, les immigrants représentaient 18,4% de la population.

Le Canada est ainsi le pays du G8 affichant la plus forte proportion d'immigrants. Soulignons toutefois que l'Australie – qui ne fait pas partie du G8, mais avec qui le Canada se compare fréquemment – compte une proportion plus élevée de personnes nées à l'étranger, soit plus du quart (26,8%) de sa population.

Les immigrants choisissent en majorité de s'installer dans les grands centres urbains. Ainsi, pas moins de 6 immigrants sur 10 ont déclaré vivre dans les régions de Toronto, Montréal et Vancouver, alors que

celles-ci n'abritent pourtant que le tiers de la population canadienne.

Toronto la reine

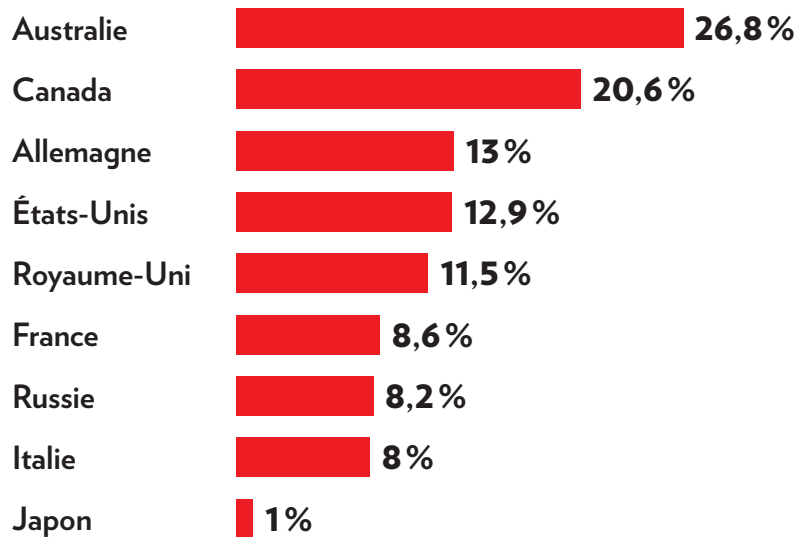
C'est d'ailleurs Toronto qui affiche la plus grande proportion d'immigrants. Pas moins de 46% des habitants de cette région sont nés à l'étranger. Cette proportion est de 40% dans la région de Vancouver et de 22,6% dans la région de Montréal.

Fait à souligner, 5,7 millions de personnes ont également déclaré que l'un de leurs deux parents était né à l'extérieur du pays. Cette deuxième génération représente ainsi 17,4% de la population canadienne.

La population du Canada compte plus de 200 origines ethniques, selon l'enquête. Du lot, 13 groupes comptent plus d'un million de personnes. Après les Canadiens, les principaux groupes sont les Anglais, les Français, les Écossais, les Irlandais et les Allemands.

La vaste majorité des personnes nées à l'étranger – 93,5% – parlent l'une des deux langues officielles du pays.

POPULATION NÉE À L'ÉTRANGER PARMIS LES PAYS DU G8 ET EN AUSTRALIE



Source: Enquête nationale sur les ménages 2011 de Statistique Canada

L'ENFANCE



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

monoparentales, et non de situations de garde partagée.)

De plus, 10 525 enfants autochtones (2,7%) vivent avec un grand-parent plutôt qu'avec leur parent, alors que la proportion n'est que de 0,4% chez les enfants non autochtones.

La jeunesse autochtone a donc souvent un départ difficile, et l'Assemblée des

Premières Nations s'en est désolée, hier, dans un communiqué. Il est d'autant plus urgent de redresser la situation que la population autochtone est extrêmement jeune, a souligné l'organisme.

En effet, l'âge médian de la population autochtone est de 28 ans, comparativement à 41 ans pour la population non autochtone.

EN CHIFFRES

Population autochtone  
**1 400 685**

Âge médian  
**28 ans**  
(comparativement à 41 ans pour la population non autochtone)

Augmentation depuis le recensement de 2006  
**20,1%**

Nombre d'enfants autochtones placés en famille d'accueil  
**14 225**  
(3,6%)

Les autochtones « sortent du placard »

LOUISE LEDUC

La proportion de Canadiens déclarant une identité autochtone a bondi de 20,1% depuis 2006, une explosion démographique qui tient plus d'une « sortie du placard autochtone » que d'un véritable baby-boom.

L'image de la « sortie du placard » vient de François Nault, qui travaille à la division de la statistique sociale et autochtone à Statistique Canada. Oui, les autochtones présentent une forte fécondité, mais ce nouveau bond démographique est surtout attribuable à une question d'identité et d'affirmation.

« En 2006, on avait déjà eu une explosion du nombre d'individus qui s'étaient déclarés

métis. Cette fois-ci, on note une augmentation de 61% des gens qui se sont déclarés membres d'une Première Nation (mais non inscrits) », signale M. Nault.

Claire Durand, professeure titulaire au département de sociologie de l'Université de Montréal, note aussi l'effet d'une stigmatisation nettement moindre, aujourd'hui, « qu'au lendemain de la crise d'Oka ».

À cela s'ajoute tout un contexte juridique, ajoute M<sup>me</sup> Durand, qui fait en sorte que de nombreuses femmes – puis leurs enfants et leurs petits-enfants – ont regagné le statut autochtone qu'elles avaient perdu en se mariant avec un non-autochtone.

## STATISTIQUE CANADA RECENSEMENT 2011

## Le mythe de l'invasion



RIMA  
ELKOURI  
CHRONIQUE

J'ai reçu cette semaine un courriel d'une dame qui s'inquiétait d'une prétendue « invasion de musulmans à Rimouski ». Ça m'a fait rire, mais au fond, ce n'est pas drôle. Le mythe de l'invasion musulmane en est un malheureusement trop populaire en Occident. À force d'être répétées, des faussetés sont prises pour des faits.

Le courriel en question (ou plutôt pourriel), qui circule depuis au moins deux ans, colporte une légende urbaine. Il indique que Rimouski est passé de 4 familles musulmanes en 2004 à plus de 1000 familles « de ce genre » en 2011.

**Les données dévoilées hier par Statistique Canada n'ont pas tardé à être récupérées par des théoriciens des invasions barbares.**

« Ça fait peur », dit le message qui indique que les gens de « ce genre » ont même obtenu de la Ville une nouvelle rue « au nom de leur grand prêtre islamique ».

Tout ça est faux, évidemment. Combien de musulmans à Rimouski en 2011? On peut presque tous les nommer. Ils sont 130 (on les salue), soit exactement 0,3 % de la population rimouskoise, indique la toute nouvelle enquête de Statistique Canada, rendue publique hier. On conviendra que ce n'est pas tout à fait ce qu'on appelle une invasion.

Le maire de Rimouski – c'est tout à son honneur – a déjà dénoncé haut et fort ce pourriel aussi stupide que tenace qui ne fait que nourrir l'intolérance. Il a précisé que la rue au nom d'un prétendu « grand prêtre islamique » (selon le pourriel) est en fait une rue à la mémoire de Mohammed El-Sabh, un océanographe réputé d'origine égyptienne, spécialiste des tsunamis, qui a marqué l'histoire scientifique de Rimouski où il s'était établi en 1972. Répandre de telles faussetés à son sujet n'est qu'injure à sa mémoire, a-t-il dit.

Mais qu'importe les faits... Ces faussetés circulent encore et certains y croient. La légende urbaine de Rimouski n'est qu'un tout petit symptôme d'un phénomène rampant beaucoup plus inquiétant. Hier, les données dévoilées par Statistique Canada n'ont d'ailleurs pas tardé à être récupérées par des théoriciens des invasions barbares.



PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

En 2001, 1,5 % de la population québécoise se disait musulmane. En 2011, cette proportion est montée à 3,1 %.

Il ne s'agit pas ici de nier l'évidence. La population musulmane connaît une forte croissance au pays, c'est un fait. Au Québec, cette population a plus que doublé, c'est un fait. Mais de là à parler d'invasion, il y a un pas (et même peut-être deux, je dirais, à Rimouski).

En 2001, 1,5 % de la population québécoise se disait musulmane. En 2011, la proportion est montée à 3,1 %. Hors de la région de Montréal, ceux qui crient à l'invasion pourront toujours dire que la population musulmane a presque triplé en dix ans, en passant de 8000 à 22 000 personnes. Le fait est que même après avoir triplé, cette population ne constitue que

0,6 % de la population hors Montréal et ne demande, pour l'immense majorité, qu'à vivre en paix.

Dans son remarquable essai *The Myth of the Muslim Tide* (Alfred A. Knopf, 2012), le journaliste Doug Saunders rappelle que les théoriciens des invasions barbares n'ont rien inventé. Ils ne font que recycler de vieux mythes qui ont surgi dans l'histoire chaque fois qu'une nouvelle vague d'immigrants débarquaient en Amérique. Hier, on craignait les catholiques ou les juifs. Aujourd'hui, ce sont les musulmans.

Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, chaque fois qu'un nouveau groupe arrivait (Irlandais, Italiens ou juifs d'Europe

de l'Est...), on reprenait les mêmes discours sur la menace de l'étranger. On disait que ces gens étaient trop éloignés de notre civilisation pour s'y fonder. Au tournant des années 50, aux États-Unis, une théorie fort répandue voulait que des « dangereux » catholiques prennent les commandes de l'Amérique.

Après l'élection en 1961 d'un président catholique – John F. Kennedy –, l'hystérie anticatholique s'est calmée. Et on a réalisé que les catholiques américains n'étaient peut-être finalement que... des Américains. Un jour, réalisera-t-on aussi que les musulmans québécois ne sont peut-être finalement que des Québécois?

## Des données à prendre « avec un grain de sel »



## STATISTIQUE CANADA

« Dans certaines petites régions, le taux de réponse n'a pas été suffisant pour obtenir une image statistique valide. »



PHOTO REUTERS

CHRISTIAN PARADIS  
MINISTRE DE L'INDUSTRIE

« L'Enquête nationale auprès des ménages fournit des données utiles et utilisables au sujet de collectivités regroupant 97 % de la population du Canada. »

SUZANNE BOSSÉ  
DIRECTRICE GÉNÉRALE DE LA FÉDÉRATION  
DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES  
ET ACADIENNES DU CANADA

« Au niveau macro, les données de l'Enquête nationale auprès des ménages sont fiables. Mais on anticipe très certainement des problèmes de fiabilité, de comparabilité, au niveau des petites localités. »

## HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — La décision du gouvernement Harper de remplacer le formulaire obligatoire du recensement par un sondage volontaire avait soulevé une vive controverse en 2010. Les critiques ont repris, hier, avec la publication des premières données de cette enquête volontaire auprès des ménages canadiens.

Plusieurs ont dénoncé le manque de fiabilité des données ou même l'absence de résultats pour certaines communautés de plus petite taille.

Les informations touchant plus du quart de ces sous-groupes n'ont pas été rendues publiques et Statistique Canada a elle-même multiplié les mises en garde dans son *Guide de l'utilisateur*. Le gouvernement, pour sa part, a promis de tenter d'améliorer son nouveau système, saluant du même coup la publication de la « plus vaste enquête à participation volontaire jamais menée au Canada ».



PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

JUSTIN TRUDEAU  
CHEF DU PARTI LIBÉRAL DU CANADA

« J'espère que les Canadiens vont commencer à se rendre compte que ce gouvernement trouve qu'il faut cacher les faits ou tasser les faits parce qu'ils bloquaient leur agenda idéologique. »



PHOTO REUTERS

THOMAS MULCAIR  
CHEF DU NPD

« Les choix du gouvernement dorénavant vont être affectés par une pénurie d'information. Cette information manque parce que les conservateurs ont tué le recensement obligatoire. »

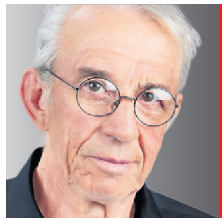
SONYA GULATI  
ÉCONOMISTE SENIOR À LA BANQUE TD

« Vous devez prendre ces données avec un grain de sel et savoir qu'il y a des questions en terme de fiabilité. Mais avoir des données qui peuvent décrire certaines tendances, c'est mieux que de ne rien avoir du tout. »

JAN KESTLE  
PRÉSIDENTE ET FONDATRICE  
DE LA FIRME ENVIRONICS ANALYTICS

« La communauté des affaires a vraiment besoin de données plus précises pour analyser les consommateurs et les citoyens. »

# Ah, c'est du joli!



**PIERRE  
FOGLIA**  
CHRONIQUE

Je joue dans la NBA et je suis gai. Si ça se trouve, c'est même pas vrai. Jason Collins est ce rugueux pivot en fin de carrière des Wizards de Washington (exclus des séries) auquel les Wizards n'ont pas offert de contrat, ni aucune autre équipe, d'ailleurs.

Collins s'est peut-être dit, bon, j'ai 34 ans, comme joueur de centre, je suis pas mal fini, je vais leur raconter que je suis gai et il y a sûrement un club qui va m'engager comme attraction, on me fera jouer cinq ou six minutes par match, je suis encore capable de pogner quelques rebonds, de bloquer un ou deux tirs, je me vois bien par exemple à Toronto, ville vertueuse qui n'a de toute façon aucune chance de faire les séries...

Gai? Allons donc. Je n'en crois pas un mot. Un grand garçon comme lui. La moyenne des gais, c'est quoi? Cinq pieds six? Cinq pieds sept? Un peu plus quand ils mettent des hauts talons, mais sept pieds! Franchement! Et puis les gais, ça ne joue pas au basket, ça joue à la cachette, à la marelle, à branch-to-branch, un peu au curling, mais pas au basket. Pas au hockey. Pas au football.

Nommez-moi un seul joueur de hockey gai actuellement dans les séries, hein, hein, z'êtes pas capable. C'est parce que y'en a pas.

N'empêche que c'est drôlement bien pensé de la part de Jason Collins: je joue dans la NBA et je suis gai. Ça a fait les manchettes dans le monde entier. Essayez donc de faire les manchettes avec une phrase qui finirait par «et je suis gai» et qui ne commencerait pas par: je joue dans la NBA, je joue dans la NFL, je joue dans la MLB, je joue dans la MLS.

Essayez de dire, par exemple: je suis maire de Paris et je suis gai. Ben oui, ben oui. D'ailleurs, il y a mieux: je suis mairesse de Houston AU TEXAS et je suis gaie. Je suis ministre de ceci, cela et je suis gai (e). Je suis empereur romain et je suis gai. J'ai été le grand boss du FBI et j'étais gai. Tout le monde s'en fout, y'en a partout.

C'est juste dans le sport professionnel qu'il n'y a pas de gais. Enfin jusqu'à ce Jason Collins, le sport professionnel était le dernier refuge des vraies valeurs. Je vous le demande: où la jeunesse irait-elle chercher ses modèles maintenant?

**LE BONHEUR** — Il y a quelques années, disons 15, quand je dépassais un vieux cycliste qui ahanait dans une côte, je le saluais poliment – bonjour monsieur – tout en me faisant toujours la même silencieuse promesse: quand je serai rendu là, je ne ferai plus de vélo. Du curling, du golf, du tricot, pas du vélo.

Je suis rendu là. Et même un peu plus loin (un peu plus bas?) que ces vieux cyclistes qui ahanait dans les côtes, au moins ils pédalaient, alors qu'on me voit souvent marcher quand la pente se fait trop raide ou trop étroite et qu'une auto s'impatiente derrière moi.

J'ai pourtant le même plaisir à pédaler qu'avant et, vous allez rire, le même sentiment «de performer», dans la mesure où toute performance est d'abord exultation.

À la question habituelle du douanier américain – où vous allez? –, j'ai répondu Franklin, East Franklin et retour au Québec.

Et ça vous prendra combien de temps? m'a-t-il encore demandé.

Si mon anglais était moins rugueux, je crois bien que j'aurais osé une longue réponse du genre: cela prendra le temps de souffrir jusqu'en haut de la côte du lac Carmi, de prendre à gauche pour grimper encore vers ce plateau qu'on dirait du Limousin, cela prendra le temps que montent en moi ces petites bulles de bonheur qui m'éclateront une à une dans la tête, cela prendra le temps que ça prend pour être heureux, nom de dieu.

**DOMMAGE** — Vous savez combien je n'ai pas la fibre patriotique, combien l'Ô Canada me laisse de glace, vous savez aussi combien, en sport, me crispe le pétage de médailles. Vous savez ça. Alors si je vous dis que Ryder Hesjedal est sûrement, en ce moment, le meilleur coureur de bicyc au monde, c'est sûrement pas par chauvinisme.

Si vous me demandez, drette là, qui va gagner le Tour d'Italie en cours, je vous répondrais Ryder Hesjedal pour la seconde fois.

Maintenant, si vous me demandez qui va gagner le prochain Tour de France, je ne vous répondrais pas Ryder Hesjedal, parce que quand même, deux grands tours coup sur coup, c'est beaucoup pour un coureur que les experts tiennent encore pour un second violon. Je ne vous dirai pas Hesjedal pour cette année, mais l'an prochain par contre, si les petits cochons ne l'ont pas mangé...

Ça tombe mal pareil. Au moment où, pour la première fois de son histoire, le Canada a un coureur capable de gagner le Tour de France, voilà que le Tour de France est presque tombé en disgrâce. Et avec lui tout le sport cycliste.

**HOCKEY** — Je ne sais pas si vous avez vu ce film assez récent dont j'oublie le titre, ça n'a aucune importance d'ailleurs, DeNiro y joue le rôle d'un fan complètement sauté des Eagles de Philadelphie (de la NFL),

interdit de stade pour s'être battu, il oblige son fils adulte à regarder les matchs avec lui à la télé parce qu'il croit que son fils lui porte chance. Quand son fils regarde le match avec lui, les Eagles gagnent.

J'ai un ami, ancien instituteur, complètement fou de hockey qui, lui, ne regarde pas les matchs du Canadien – ces mangeux de marde, ajoute-t-il toujours – parce que quand il les regarde, ils gagnent.

C'est pas tout. Dans sa folie, mon ami pense que la bonne nouvelle – la défaite du Canadien – doit nécessairement venir de moi. C'est dans son rituel, il m'appelle vers 9h. Pis?

2-0 Canadien.

Il raccroche en jurant.

Me rappelle un peu plus tard: pis?

2-1. Il reste trois minutes. Il me rappelle 20 minutes plus tard.

Final, 3-2 Ottawa en supplémentaire.

Niaise pas! En même temps, il a allumé sa TV, voit les gueules d'enterrement des «analystes» de *L'antichambre*, il se met à hurler dans le téléphone qu'il m'aime, je t'aime Foglia, t'es formidable, on les a eus, les mangeux de marde.

À noter que je ne participe en rien à son délire. Il m'indiffère que le Canadien gagne ou perde, reste que franchement, sauf pour un match, ils ont dominé les trois autres jusqu'ici, s'ils ne les ont pas gagnés, c'est que les arbitres leur en ont volé un et que Price leur a gâché les deux autres.



## Rive-Sud de Montréal René Lévesque pourrait avoir sa route

La Commission de la toponymie étudie la possibilité de donner le nom de René Lévesque à la route 132, sur la Rive-Sud de Montréal. La question a été discutée hier, mais avant de prendre une décision, la

Commission souhaite s'assurer de l'adhésion régionale et veut évaluer les risques de confusion en raison de l'existence d'autres voies portant le nom de cet ancien premier ministre. C'est Michel Pratt, président de la

Société historique du Marigot à Longueuil, qui en fait la demande. Il a notamment reçu l'appui des ministres péquistes Marie Malavoy et Bernard Drainville dont les circonscriptions sont traversées par l'autoroute. — Annabelle Blais



# L'ÉVÉNEMENT LUXE & RÉCOMPENSES DE CADILLAC

**OBTENEZ JUSQU'À 3 000 MILLES DE RÉCOMPENSE AIR MILES<sup>md</sup>  
À L'ACHAT OU À LA LOCATION DE TOUT NOUVEAU VÉHICULE CADILLAC<sup>1</sup>.**






**BERLINE ATS 2013**  
2,0 L TURBO À TRACTION INTÉGRALE  
**LOUEZ À**  
**399\$<sup>2</sup> PAR MOIS**  
VERSEMENT INITIAL 2 499 \$  
**0,9% PENDANT 36 MOIS**  
COMPREND LE TRANSPORT ET LA TAXE DE CLIMATISATION



**MULTISEGMENT SRX 2013**  
**LOUEZ À**  
**429\$<sup>2</sup> PAR MOIS**  
VERSEMENT INITIAL 2 349 \$  
**0,9% PENDANT 48 MOIS**  
COMPREND LE TRANSPORT ET LA TAXE DE CLIMATISATION



**PROTECTION CADILLAC**  
Profitez de l'ensemble le plus complet d'avantages pour propriétaires offert par un constructeur automobile. La protection Cadillac offre des avantages exclusifs tels que le programme d'entretien supérieur sans frais, qui couvre les vidanges d'huile, la permutation des pneus et l'inspection complète du véhicule en plusieurs points pendant 4 ans ou 80 000 km, sans oublier les télédiagnostics, les applications mobiles et plus encore<sup>3</sup>.

**VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CADILLAC DÈS AUJOURD'HUI.** [contactercadillac.ca](http://contactercadillac.ca)

<b>BROSSARD CADILLAC</b> 2555, BOULEVARD MATTE SUITE 100 450 619-6669	<b>CADILLAC DE LAVAL</b> 2800, BOULEVARD CHOMEDEY 450 681-0028	<b>CHALUT JOLIETTE</b> 250, BOULEVARD ANTONIO-BARRETTE 514 861-4859	<b>DESCHAMPS SAINTE-JULIE</b> 333, BOULEVARD ARMAND-FRAPPIER 450 649-9333	<b>GRAVEL DÉCARIE</b> 6100, BOULEVARD DÉCARIE 514 342-2222	<b>GRAVEL ÎLE-DES-SŒURS</b> 1007, BOULEVARD RENE-LEVESQUE 514 769-5353	<b>LE RELAIS MONTRÉAL</b> 9411, AVENUE PAPINEAU 514 384-6380	<b>PLAZA SAINT-LAURENT</b> 10480, BOULEVARD HENRI-BOURASSA 0 514 332-1673
--------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles 2013 neufs suivants: ATS 2,0 L TI (6AM691/SF) et SRX V6 TA (6NG26/1SA). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Transport (1 650 \$) et taxe de climatisation (100 \$, le cas échéant) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus.  
1. Valable uniquement dans les établissements GM participantes au Canada. Offre destinée aux particuliers seulement. Le nombre de milles de récompense AIR MILES™ offerts varie de 750 à 3 000, selon le véhicule choisi. L'offre est non monnayable et ne peut être jumelée à certaines autres promotions d'AIR MILES. L'offre prend fin le 2 juillet 2013. Veuillez prévoir de quatre à six semaines après la fin de l'offre pour que les milles de récompense soient déposés dans votre compte d'adhérent AIR MILES™. Pour que les milles de récompense soient déposés dans le solde de votre choix, vous devez veiller à établir vos préférences en matière de solde (solde Argent AIR MILES™ ou solde Réves AIR MILES™) avant de procéder à la transaction d'achat admissible. ™/SM Marque déposée/de commerce d'AIR MILES International Trading B.V., utilisée sous licence par LoyaltyOne, Inc. et par la General Motors du Canada Limitée. 2. Prix à l'achat de 41 385 \$ pour ATS et de 41 045 \$ pour SRX. Paiements mensuels basés sur une location de 36 mois, à un taux de 0,9 % pour ATS; basés sur une location de 48 mois, à un taux de 0,9 % pour SRX. Sur approbation de crédit de la Financière GM. Limite annuelle de 20 000 km; 0,20 \$ par kilomètre excédentaire. Certaines conditions s'appliquent. 3. Garantie de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Consultez votre concessionnaire pour plus de détails. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau-Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres et ces programmes pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 888 446-2000 ou visitez cadillac.ca.**

## MONTRÉAL PLUS

# Plus d'éthique et de centralisation

Le comité Léonard sur l'octroi des contrats fait une soixantaine de recommandations



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE

Le comité présidé par l'ancien ministre péquiste Jacques Léonard a formulé une soixantaine de recommandations afin, entre autres, de réinstaurer une culture éthique chez les élus et les employés de la Ville de Montréal.

KARIM BENESEAIEH

Dysfonctionnement, confusion et décentralisation excessive: après quatre mois au chevet de Montréal, le comité présidé par l'ex-ministre Jacques Léonard a rendu un diagnostic sévère et proposé une soixantaine de recommandations, dont certaines susciteront vraisemblablement la controverse.

« La Ville ne peut rester dans cet état plus longtemps, indique le rapport rendu public hier. Ces problèmes peuvent et doivent se corriger. »

En point de presse, le maire Michael Applebaum a assuré qu'il était d'accord « à 100 % » avec les recommandations. « C'est un rapport très complet, solide, audacieux. Il est vrai qu'il fait un constat sévère, mais je crois qu'il est juste et lucide. Après l'avoir lu, j'ai été très heureux d'avoir pris la décision

de mettre ce comité sur pied en novembre dernier. C'est une des bonnes choses que j'aurai faites comme maire de Montréal. »

Dans le contexte des révélations faites devant la commission Charbonneau, le rapport note d'entrée de jeu l'« absence d'une culture éthique solidement ancrée chez certains élus et employés de la Ville de Montréal ».

Pour lutter contre la collusion et la corruption, on propose de déterminer quels sont « les postes vulnérables à la corruption et à la collusion: surveillants de chantier, émetteurs de permis » et de « favoriser la rotation du personnel ». On suggère également de la formation et la vérification systématique des antécédents des employés promus.

## Revoir la répartition des pouvoirs

C'est cependant au chapitre de la répartition des pouvoirs entre les arrondissements et l'administration centrale que les recommandations risquent de provoquer des frictions.

On suggère notamment que les directeurs d'arrondissement soient dorénavant nommés par le directeur général de la Ville et que les responsables des finances locales relèvent du service central. On demande aussi à Québec de « revoir la répartition des compétences » et d'« arrimer les allocations budgétaires ».

## ILS ONT DIT

« Ce comité a fait une bonne job, on peut s'en réjouir. Sur l'éthique, ça nous apparaît plus faible. On mérite mieux: Montréal a besoin d'un commissaire à l'éthique. »  
— Louise Harel, chef de Vision Montréal

« Il faut se satisfaire de certains points: la reddition de comptes, le pouvoir accru de la commission d'examen des contrats. Par contre, on sent une tentative de centralisation induite. »  
— Marc-André Gadoury, Projet Montréal

« C'est un moment important dans l'organisation de la Ville de Montréal. J'acquiesce à 100 % à l'ensemble des recommandations. Si on les applique, nous enlignons la Ville dans la bonne direction. »  
— Michael Applebaum, maire

ADMISSIBLES AU CONCOURS\*

# ÉPARGNEZ GROO 000\$

Afin de s'assurer que les recommandations du comité Léonard seront suivies, on propose carrément d'écartier les élus et de mettre sur pied un comité de fonctionnaires

Afin de s'assurer que les recommandations du comité Léonard seront suivies, on propose carrément d'écartier les élus et de mettre sur pied un comité de fonctionnaires composé notamment du directeur général, du directeur des finances, d'un fonctionnaire du Conseil du Trésor et du contrôleur général. Le comité propose en outre de transformer l'actuelle commission d'examen des contrats en « commission de reddition de comptes ».

## « Une gestion souple et simple »

En point de presse, Jacques Léonard a également souligné une recommandation « qui a l'air technique mais qui peut changer beaucoup de choses »: adopter le Programme triennal d'immobilisation jusqu'à 14 mois avant le début des travaux, pour permettre une meilleure planification.

Ce rapport, a-t-il résumé, a été « pensé dans l'esprit où il fallait que la Ville de Montréal ait une administration solide, qu'elle parle le même langage partout, que la gestion soit souple et simple ».

En ce qui concerne l'idée d'écartier les élus du comité de suivi, le maire Applebaum reconnaît que ce geste empiète sur « l'autonomie des élus ». « Au risque de vous surprendre, je pense que ce n'est pas une mauvaise chose, a avoué le maire. Le rapport Léonard interpelle souvent le gouvernement du Québec, et il a raison de le faire. »

Le maire a dit douter que les élus montréalais acceptent de leur propre gré de telles limites à leur pouvoir. Il se donne un mois pour mettre sur pied le comité de suivi composé de fonctionnaires.

## UNE SOLUTION FISCALEMENT AVANTAGEUSE POUR PIERRE

**Fortin**

**STRATÈGE**

### LES PORTEFEUILLES CHORUS II

#### UNE OCCASION À SAISIR MAINTENANT

Optimisez votre rendement net après impôts grâce aux portefeuilles Chorus II en catégorie de société.

Rendements de deux portefeuilles Chorus II

1 AN	3 ANS	5 ANS	DEPUIS SA CRÉATION <sup>1</sup>	
8,55%	S. O.	S. O.	8,42%	ÉQUILIBRÉ CROISSANCE
11,43%	S. O.	S. O.	13,23%	CROISSANCE MAXIMALE

[fondsdesjardins.com/chorus](http://fondsdesjardins.com/chorus)

**Desjardins**  
Gestion de patrimoine

Coopérer pour créer l'avenir

Les Fonds Desjardins sont offerts par Desjardins Cabinet de services financiers inc., un courtier en épargne collective appartenant au Mouvement Desjardins. Les Fonds Desjardins ne sont pas garantis, leur valeur fluctue fréquemment et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement futur. Les taux de rendement indiqués sont les taux de rendement total annuel composé historiques en date du 30 avril 2013 qui tiennent compte des fluctuations de la valeur des titres et du réinvestissement de tous les montants distribués mais non des commissions d'achat et de rachat, des frais de placement, des frais optionnels ou de l'impôt sur le revenu payables par le porteur, lesquels auraient réduit le rendement. Un placement dans un organisme de placement collectif peut donner lieu à des frais de courtage, des commissions de suivi, des frais de gestion et d'autres frais. Veuillez lire le prospectus simplifié avant d'investir. Investissement minimal requis de 100 000 \$. <sup>1</sup>Les portefeuilles Chorus II en catégorie de société (Série A) ont été créés le 28 novembre 2011. \*Aucun achat requis. Du 14 avril au 29 juin 2013. Ouvert exclusivement aux membres d'une caisse Desjardins du Québec, d'une caisse populaire membre de la Fédération des caisses populaires de l'Ontario Inc., âgés de 18 ans ou plus en date du 14 avril 2013. Règlement en caisse et à [desjardins.com/epargnezgros](http://desjardins.com/epargnezgros).

À CHACUN SON CHOIX

# ARTS

Tous les jours dans *La Presse*

# Pourquoi la corruption ?



**YVES  
BOISVERT**  
CHRONIQUE

J'ai eu une vision... dans un songe... C'était hier, pendant que je m'endormais dans une salle de presse municipale en lisant le rapport Léonard.

J'ai compris enfin pourquoi il y a tant de corruption à Montréal.

La raison ? C'est tellement, tellement, tellement plate, la politique municipale !

De quoi parle ce très bon rapport de 37 pages ? D'éthique et de surveillance. Il faut pour gouverner nos villes des gens qui ont le sens de l'éthique ; et des gens qui surveillent ceux qui en ont moins.

C'est l'évidence, me direz-vous. Ça ne doit pas être si évident, à entendre ce qui nous a été balancé à la commission Charbonneau depuis six mois.

Mais qui choisit ces élus au sens éthique irréprochable qui installeront des hauts fonctionnaires « dignes de ce nom », comme dit Jacques Léonard ? Des gens pour se faire surveiller et surveiller les autres ?

C'est nous.

Et nous, en tout cas moi, au jour le jour, ça ne m'intéresse pas furieusement de connaître le fin du fin de la réparation des ponts et chaussées. Le mérite relatif des firmes de pavage et filage, la tuyauterie d'aqueduc et la gestion de la fourrière municipale, je l'avoue, tout ça m'ennuie jusqu'à l'évanouissement.

Oh, si j'apprends ce matin qu'on a truqué les appels d'offres pour la location des chiens renifleurs du service de police, je suis choqué !

Mais un p'tit mardi du mois de février ? On me voit rarement au micro du conseil municipal en train de poser des questions aux élus pour qu'ils rendent des comptes.

Comment ? C'est le lundi ? Bon, vous voyez que je fais bien de ne pas y aller le mardi.

...

On aura beau écrire les meilleurs codes d'éthique, si le milieu lui-même n'est pas imprégné de ces valeurs, ça ne donnera pas grand-chose. N'oublions pas qu'une des constitutions les plus magnifiques et les plus généreuses jamais écrites était celle de l'Union soviétique...

Et si ce milieu s'en fout ?

Le désintérêt des citoyens ouvre assurément un large espace de corruption aux intéressés. Or, je le répète, il faut

vraiment faire un effort pour s'intéresser à la fourniture de services et à la gestion municipale dans une ville comme Montréal. Ça ne vient pas naturellement à tout le monde...

De la même manière, ce n'est pas pour rien que les partis politiques à tous les niveaux se jettent sur le « financement sectoriel » illégal : ils trouveront là l'argent que le commun des électeurs ne leur envoie pas.

Les tenants des fusions plaident qu'il serait plus facile de surveiller une ville unifiée. En effet, quel média important s'intéressait à Saint-Léonard ? Ou Saint-Laurent ? On sait maintenant qu'il y avait de quoi ! En regroupant tout à l'hôtel de ville de Montréal, on pourrait mieux voir venir, non ? Pas vraiment.

Ce n'est pas totalement faux, du moins on a vu la

C'est indirectement ce dont il est question dans ce rapport, très pertinent j'insiste : renforcer les contrôles ; recréer l'expertise ; identifier les postes « vulnérables » à la corruption (ceux qui donnent les contrats, achètent des services et surveillent les travaux) ; créer une uniformité dans cette ville encore bancal et incohérente. Bref, restaurer l'éthique et la rigueur.

Du même souffle, Jacques Léonard a déclaré d'entrée de jeu que depuis 2009, bien des choses ont été faites et, sans doute, la corruption a été réprimée et limitée comme jamais.

Pourquoi ? Tout le monde se sait surveillé. Par les médias, par la police, peut-être même par les citoyens, on peut rêver !

Une surveillance après le fait, c'est bien. Une surveillance en direct, c'est encore mieux pour « développer l'éthique ».

*Le désintérêt des citoyens ouvre assurément un large espace de corruption aux intéressés.*

Je ne suis pas en train de dire que les citoyens, par leur indifférence, sont les vrais coupables de la corruption. Je dis que cette indifférence est une condition de cette corruption. Une ville, un État bien surveillé sera plus difficilement corrompible. La démocratie suppose un plus haut degré de vertu des citoyens, disait Montesquieu...

série d'enquêtes autour de la ville-centre. Mais en même temps, qui ira faire le tour de tous les arrondissements, qui ont pourtant chacun leurs enjeux, leurs budgets ? Une fois rapportée la dernière nouvelle comique du Plateau, les médias principaux reviennent vite rue Notre-Dame.

Pour joindre notre chroniqueur : yves.boisvert@lapresse.ca



PHOTO ROBERT MAILLOUX, ARCHIVES LA PRESSE

L'ex-chef du Service des incendies de Montréal, Serge Tremblay.

## Saint-Lazare L'embauche de Tremblay confirmée

Le controversé chef du Service des incendies de Montréal (SIM) Serge Tremblay a été nommé au poste de directeur général de la Ville de Saint-Lazare, dans la MRC de Vaudreuil-Soulanges. Le conseil municipal a entériné la résolution à l'unanimité, hier. Quelques conseillers étaient réticents, mais ils se sont abstenus de demander le vote, étant minoritaires. Le maire Robert Grimaudo a affirmé à *La Presse* que M. Tremblay était la meilleure personne pour ce poste. « C'est quelqu'un qui connaît le municipal, il habite Saint-Lazare et il a beaucoup d'expérience. » Le Syndicat des cols blancs de Montréal réclamait le départ de M. Tremblay du SIM depuis mars dernier. Il le tenait responsable du climat « malsain » qui s'était installé au Service depuis l'arrivée de Pierre Sigouin, chef de la division prévention et ami de M. Tremblay. En octobre 2012, le préventionniste civil Stéphane Archambault s'est même suicidé, après avoir présumément été victime d'intimidation et de harcèlement. En avril dernier, M. Tremblay a fini par annoncer qu'il quitterait son poste le 31 mai. Il entrera en fonction à Saint-Lazare le 5 juin.

— Annabelle Blais

**LE NOUVEAU  
SPECTACLE DE  
Cavalia  
DANS 5 JOURS !**

1.866.999.8111 • cavalia.net

**LA PRESSE**

**LAAL** Plein d'affaires à faire

## ACTUALITÉS

## « Il faut augmenter les résultats »

La Commission de la construction du Québec serre la vis aux travailleurs fautifs



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

La présidente de la Commission de la construction du Québec, Diane Lemieux.

À compter de lundi prochain, la Commission de la construction du Québec (CCQ) exercera des recours légaux contre les travailleurs sur les chantiers sans certificat de compétence ainsi que les entreprises qui les emploient. Il s'agit d'un virage intimement lié à la lutte contre l'évasion fiscale qui devrait rapporter 30 millions par année au gouvernement.



KATHLEEN LÉVESQUE

## EXCLUSIF

Après plus de vingt ans de laxisme, la Commission de la construction du Québec a décidé d'appliquer la loi. La PDG Diane Lemieux veut ainsi corriger l'ADN de l'industrie en l'obligeant à jouer franc jeu.

En entrevue à *La Presse*, M<sup>me</sup> Lemieux ne laisse aucune place à l'interprétation. Le délai de quelques mois dont bénéficiaient jusque-là les travailleurs et les employeurs pour régulariser leur statut est chose du passé. Il n'y a plus de deuxième chance.

Dorénavant, le constat d'une infraction entraînera automatiquement un dossier pénal. Comme le prévoit la loi, des amendes pouvant atteindre 425 \$ seront imposées aux travailleurs fautifs alors que les employeurs responsables pourraient devoir payer jusqu'à 1700 \$. S'il y avait une récidive, le travailleur pourrait subir une suspension de son droit d'obtenir un certificat de compétence pour une période de trois mois.

« Un travailleur sans carte, c'est un travailleur qui n'existe pas. Donc, il peut être payé comptant », souligne M<sup>me</sup> Lemieux, qui ajoute : « C'est le début du cycle de tous les stratagèmes. Essayez de faire de la fausse facturation avec un travailleur qui a une carte de compétence, c'est plus compliqué! »

## Récupération fiscale

L'application de la loi à compter de lundi prochain aura au moins deux impacts en termes d'argent. Le volume des infractions atterrira dans le fonds consolidé du Québec. Diane Lemieux se défend toutefois de mettre en place « une machine à tickets ». Selon elle, le véritable défi en est un de conformité.

De plus, le virage devrait permettre une récupération fiscale importante pour le gouvernement. La CCQ calcule qu'une heure travaillée dans l'industrie de la construction équivaut à 10 \$ de taxes et d'impôt. En restreignant les possibilités de travailler sans certificat de compétence sur les chantiers de construction, la CCQ estime que le gouvernement pourra récupérer 30 millions par année. « Ça, c'est de l'argent sonnante », soutient M<sup>me</sup> Lemieux.

Selon elle, la CCQ a atteint un certain plafond, notamment à cause des méthodes

« Quand on est dans une période où ça tire partout, il faut revenir au jeu de base. [...] On va protéger ceux qui suivent les règles du jeu. Les autres, on va les suivre, on va les cibler et on va les prendre. »

— Diane Lemieux, présidente de la CCQ

« Quand on est dans une période où ça tire partout, il faut revenir au jeu de base. [...] On va protéger ceux qui suivent les règles du jeu. Les autres, on va les suivre, on va les cibler et on va les prendre », tranche Diane Lemieux. Bon an mal an, la CCQ traite 15 000 dossiers concernant la non-détention de certificat de compétence. De ce nombre, 10 000 cas restent sans recours parce que, de « façon prévisible », comme le souligne M<sup>me</sup> Lemieux, les salariés et employeurs savent qu'ils avaient une période tampon pour se conformer aux règles.

Cette tolérance est héritée des années 90, alors que l'industrie de la construction connaissait un ralentissement important. La stratégie consistait alors à accorder entre 60 et 75 jours aux travailleurs pour se procurer un certificat de compétence. La CCQ constate que l'arbre a donné ses fruits, mais que maintenant, un effet pervers s'est installé.

d'enquêtes en place que tous les partenaires, syndicaux et patronaux connaissaient parfaitement. Avec l'embauche, il y a deux ans, de l'ex-policier Jean-Guy Gagnon, c'est un changement radical qui a été amorcé au sein de la CCQ, souligne M<sup>me</sup> Lemieux.

« Là, il faut scorer, il faut cibler, il faut réussir, il faut augmenter les résultats, parce que l'industrie est actuellement vulnérable. Sa probité est attaquée », souligne la PDG, qui croit devoir éliminer le « mauvais pli » qu'a pris la CCQ.

Ce combat se fera toutefois sans ressources supplémentaires. Selon Jean-Guy Gagnon, qui orchestre les changements, il est possible de recréer un climat de concurrence loyale sans augmenter les effectifs. « Il y a lieu d'adapter certains outils d'enquête pour rendre plus efficace la lutte à l'évasion fiscale », estime M. Gagnon. On est dans un moment propice dans l'industrie de la construction pour changer les choses », ajoute-t-il.

## LA CCQ EN CHIFFRES

51 milliards

Dépenses d'immobilisations en construction (2012)

1,5 milliard

Pertes fiscales dans la construction en 2008, selon le ministère des Finances

160 000 000

Nombre d'heures travaillées en 2012

30 millions

Récupération fiscale possible annuellement

244 000

Nombre d'emplois en moyenne par mois en 2012

25 000

Nombre d'employeurs en 2012

15 000

Nombre de cas annuel de non-détention de certificat de compétence

— Kathleen Lévesque

LA FÊTE DES MÈRES, LE DIMANCHE 12 MAI

## UN JOUR SEULEMENT

LE JEUDI 9 MAI

## 50% de rabais sur les hauts pour femme

LORD & TAYLOR, JONES NEW YORK, JESSICA SIMPSON, BIANCA NYGÅRD, KAREN SCOTT, MATERIAL GIRL, STYLE&CO., I.N.C INTERNATIONAL CONCEPTS et davantage

Les offres «Aubaine du jour» ne peuvent être combinées avec aucune autre offre. Exceptions en bas de page.



LORD & TAYLOR  
Ord. 39 \$ Solde 19,50 \$

LORD & TAYLOR  
Ord. 49 \$ Solde 24,50 \$

I.N.C INTERNATIONAL  
CONCEPTS  
Ord. 79 \$ Solde 39,50 \$

EN MAGASIN ET À LABAIE.COM

## LA BAIE D'HUDSON

Inscrivez-vous à [labaie.com](http://labaie.com) pour connaître en primeur nos Aubaines du jour.



10\$ Lunettes de soleil Canada

Le tiers du produit de la vente de chaque paire de lunettes de soleil Canada servira à soutenir nos athlètes par l'intermédiaire de la Fondation olympique canadienne. En exclusivité.



Aucun bon d'achat différé ni redressement de prix. Aucune commande téléphonique ni commande en prévente. Offre valide jusqu'à épuisement des stocks. Le choix varie selon le magasin. Le rabais s'applique à nos prix ordinaires à moins d'indication contraire. Précisions en magasin. HAUTS POUR FEMME : certains modèles sont offerts en tailles petites et grandes. Exceptions : vestes, blazers, The Room, Topshop et articles dont le prix se termine par 99 ¢.

« Moins d'essence. Plus de puissance. Une valeur sûre. » est une comparaison entre les gammes complètes 2013 et 2012 de Chrysler Canada. L'affirmation 8 L/100 km ou moins est basée sur les estimations de consommation de carburant sur autoroute du programme *EnerGuide* 2013. Les méthodes d'essai utilisées sont celles du gouvernement du Canada. La consommation d'essence réelle de votre véhicule varie selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs – à des fins de comparaison seulement. Voyez votre concessionnaire pour des précisions supplémentaires sur le programme *EnerGuide*. Le consommateur avisé lit les petits caractères : F, D, S, V, L. Les offres de cette annonce s'appliquent à la livraison au détail des modèles neufs sélectionnés achetés entre le 1<sup>er</sup> et le 31<sup>er</sup> mai 2013 auprès des concessionnaires participants et peuvent être modifiées ou prolongées sans préavis. Le transport (1 595 \$) et la taxe sur le climatiseur (le cas échéant) sont compris dans le prix d'achat. Certains frais supplémentaires ne seront ajoutés au prix tout inclus des véhicules annoncés. L'immatriculation, l'assurance, les droits sur les pneus neufs (15 \$) et les taxes applicables sont en sus et seront exigés à la livraison. Un acompte peut être demandé. Le concessionnaire peut vendre ou commander un véhicule (lorsque applicable). Le concessionnaire peut vendre ou financer à prix moindre. Voyez votre concessionnaire participant pour les détails et conditions. † Le prix d'achat s'applique à la Dodge Grand Caravan SE 2013 (RTKH53 + 29E), 19 995 \$. Le prix d'achat s'applique à la Dodge Grand Caravan SE 2013 (RTKH53 + 29E), 19 995 \$. Le prix d'achat comprend, le cas échéant, une remise au comptant. ‡ Les remises au comptant (Dodge Grand Caravan SE 2013 : 8 100 \$) sont offertes sur certains modèles neufs 2013 sélectionnés et sont déduites du prix négocié avant l'application des taxes. † Le prix de financement à l'achat de 4,49 % jusqu'à 36 mois est offert aux clients admissibles sous réserve de l'approbation de crédit par la RBC Banque Royale, la Banque Scotia et le Financement Auto TD et est applicable à la Dodge Grand Caravan SE 2013 (RTKH53 + 29E). Exemple : Dodge Grand Caravan SE 2013 (RTKH53 + 29E) avec un prix d'achat de 19 995 \$ financé à un taux de 4,49 % pour 96 mois sans aucun acompte équivalant à 208 paiements aux deux semaines de 114,52 \$, des frais de crédit de 3 825,16 \$ et une obligation totale de 23 820,16 \$. \*\* Prix du modèle Dodge Grand Caravan Crew 2013 (RTKH53 + 29K) montré : 28 250 \$ (incluant une remise au comptant de 7 000 \$ et un boni au comptant de 1 500 \$). Les modèles montrés peuvent différer légèrement des modèles qui sont commercialisés au Canada. † Données basées sur le *Guide de consommation de carburant 2013* de Ressources naturelles Canada (RNCm). Dodge Grand Caravan SE 2013 avec moteur V6 Pentastar™ : consommation de 7,9 L/100 km sur autoroute et 12,2 L/100 km en ville. Les méthodes d'essai utilisées sont celles du gouvernement du Canada. La consommation d'essence de votre véhicule varie selon le groupe motopropulseur, vos habitudes de conduite et d'autres facteurs – à des fins de comparaison seulement. † Les économies avec Ensemble MAX de 2 275 \$ s'appliquent uniquement au modèle Dodge Grand Caravan SXT 2013 équipé de l'ensemble MAX (RTKH53 + 29G AAA + AT4 + AAY + AAJ) acheté après des concessions participantes entre le 1<sup>er</sup> et le 31<sup>er</sup> mai 2013 et incluent un boni au comptant de 2 500 \$ (déduit du prix négocié après taxes). Certaines conditions s'appliquent. Dans la limite des stocks. Une commande auprès du concessionnaire pourrait être nécessaire. Le cas échéant, une période de livraison de 8 à 12 semaines est à prévoir. Certaines conditions s'appliquent. Voyez votre concessionnaire participant aux éditions MAX pour les détails et conditions. ‡ Les économies totales de 10 275 \$ s'appliquent au modèle Dodge Grand Caravan SXT 2013 équipé de l'ensemble MAX (RTKH53 + 29G AAA + AT4 + AAY + AAJ) acheté après des concessions participantes entre le 1<sup>er</sup> et le 31<sup>er</sup> mai 2013 et consistent en une combinaison de 7 000 \$ en remises au comptant et 3 275 \$ en économies avec ensemble MAX. Consultez votre concessionnaire pour tous les détails. † Affirmation basée sur les ventes totales enregistrées de 1984 à décembre 2012. \* Selon l'étude de segmentation des mini-fourgonnettes 2013 de *Wards*. Les autres véhicules conçus ou manufacturés par Chrysler Group LLC sont exclus. Le sceau Best Buy est une marque de commerce de Consumers Digest Communications LLC et utilisée sous licence. \*\* Le logo SiriusXM est une marque de commerce enregistrée de SiriusXM Satellite Radio Inc. † BlueTooth est une marque de commerce de Bluetooth SIG, Inc. † Uconnect est une marque de commerce enregistrée de Chrysler Group LLC. Coop publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep • Dodge • RAM



Dodge Grand Caravan Crew 2013 montrée\*\*

AUSSI PEU QUE  
**7,9L**<sup>100KM</sup>  
 36 MPG<sup>A</sup>  
 SUR ROUTE

MEILLEUR DE SA CATÉGORIE  
**283 CH\***

CONSUMERS  
**BEST BUY**  
 DIGEST  
 GAGNANT  
 « MEILLEUR ACHAT 2013 »  
 DE CONSUMERS DIGEST

2013  
**TOP SAFETY PICK**  
 « MEILLEUR CHOIX SÉCURITÉ » SELON L'IIHS



## DODGE GRAND CARAVAN SE 2013

LA MINI-FOURGONNETTE LA PLUS VENDUE AU PAYS DEPUIS 29 ANS<sup>†</sup>

À PARTIR DE :

# 19 995 \$<sup>‡</sup>

LE PRIX COMPREND 8 100 \$<sup>‡</sup> DE REMISE AU COMPTANT, LES FRAIS DE TRANSPORT ET LA TAXE SUR LA CLIMATISATION.

OU CHOISISSEZ

UN FINANCEMENT À L'ACHAT DE

# 115 \$<sup>‡</sup>

AUX DEUX SEMAINES  
 POUR 96 MOIS  
 FRAIS DE TRANSPORT ET TAXE SUR LA CLIMATISATION INCLUS

OU ACHETEZ

## ENSEMBLE M **^** X DODGE GRAND CARAVAN SXT 2013

- + Ensemble climatisation 3 zones
- + Freins à disque et antibloquage aux 4 roues
- + Ensemble UConnect<sup>MD</sup>, Bluetooth<sup>MD</sup>, Radio SiriusXM<sup>MC</sup>

- + Glaces des custodes à commande électrique
- + Roues en aluminium

INCLUT  
**3 275 \$<sup>‡</sup>** EN ÉCONOMIES SUR MODÈLE SÉLECTIONNÉ



+ Écran tactile de 6,5 pouces



+ Console DVD au pavillon



+ Configuration 7 passagers avec sièges Super Stow 'n Go<sup>MD</sup>

## ÉCONOMIES TOTALES DE 10 275 \$<sup>€</sup>

INCLUENT JUSQU'À 3 275 \$ EN ÉCONOMIES SUR ENSEMBLE MAX ET 7 000 \$ EN REMISE AU COMPTANT.

PASSEZ CHEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER | JEEP<sup>MD</sup> | DODGE | RAM DU QUÉBEC

[www.dodge.ca/offres](http://www.dodge.ca/offres)

**MOINS D'ESSENCE. PLUS DE PUISSANCE. UNE VALEUR SÛRE.**  
 18 MODÈLES QUI CONSOMMENT 8 L / 100 KM (35 MPG) OU MOINS.

SCANNER ICI POUR PLUS D'OFFRES



**RAM**

**DODGE**



CHRYSLER

**Jeep**<sup>MD</sup>



ACTUALITÉS

# Cournoyer était bien « protégé »

Le « roi du pot à New York » était associé à plusieurs organisations criminelles, selon la poursuite

Le Québécois Jimmy Cournoyer, surnommé le « roi du pot à New York » et soupçonné par la justice américaine d'avoir été à la tête d'un « empire » qui a exporté et écoulé des dizaines de milliers de kilos de marijuana aux États-Unis, était étroitement associé à un cartel mexicain, aux Hells Angels et à la mafia italienne — en particulier au clan Rizzuto, qui lui fournissait même des chauffeurs et des gardes du corps, révèlent des documents déposés hier devant un tribunal de la métropole américaine.



DANIEL RENAUD

Dans ces documents, la poursuite annonce qu'elle fera témoigner au procès des individus à qui Cournoyer a confié à maintes reprises « qu'il était supporté par les Italiens », en parlant du clan Rizzuto de Montréal.

Des témoins viendront dire que des soldats du clan Rizzuto, notamment Giuseppe Fetta, ont agi en tant que chauffeurs, gardes du corps ou hommes de main du Québécois de 33 ans.

Fetta, un colosse, a été victime d'une tentative de meurtre qui lui aurait laissé de graves séquelles en décembre dernier, sur le boulevard Saint-Laurent. Ancien chauffeur et garde du corps du lieutenant de la mafia Lorenzo Giordano, condamné après l'opération Colisée, Fetta se serait rallié au chef de clan Giuseppe De Vito, alias Ponytail, actuellement dans les mauvaises grâces de Vito Rizzuto.

**Conversations compromettantes**

Lors du procès de Cournoyer, la poursuite fera également entendre des conversations de

Cournoyer et de ses coaccusés interceptées en prison. Dans celles-ci, les accusés discutent notamment de leur association avec des membres du clan Rizzuto, de la tentative de meurtre de Fetta et du meurtre de l'influent mafioso Joe Di Maulo, assassiné devant sa maison de Blainville en novembre dernier.

La preuve allègue également que la personne responsable des opérations de trafic de cocaïne et de blanchiment d'argent de l'organisation de Cournoyer en Californie était Alessandro Taloni, dépeint comme ayant des liens étroits avec les Rizzuto. En 1999, Taloni a été arrêté à Montréal pour une affaire d'extorsion. Dans son téléphone, les policiers ont découvert un numéro associé à « Vito Rizz » et correspondant à celui du défunt Club social Consenza, ancien quartier général des Siciliens, rue Jarry, ainsi que le numéro de Pat Ragusa, beau-père de Nick Rizzuto fils, tué en décembre 2009.

**Jurés sous haute surveillance**

Ces nouvelles révélations sont jointes à une requête de la poursuite qui vise à protéger, même pour les avocats des deux parties, l'identité des 12 jurés du procès de Cournoyer et à demander à ce qu'ils soient même escortés par des policiers tout au long des procédures.

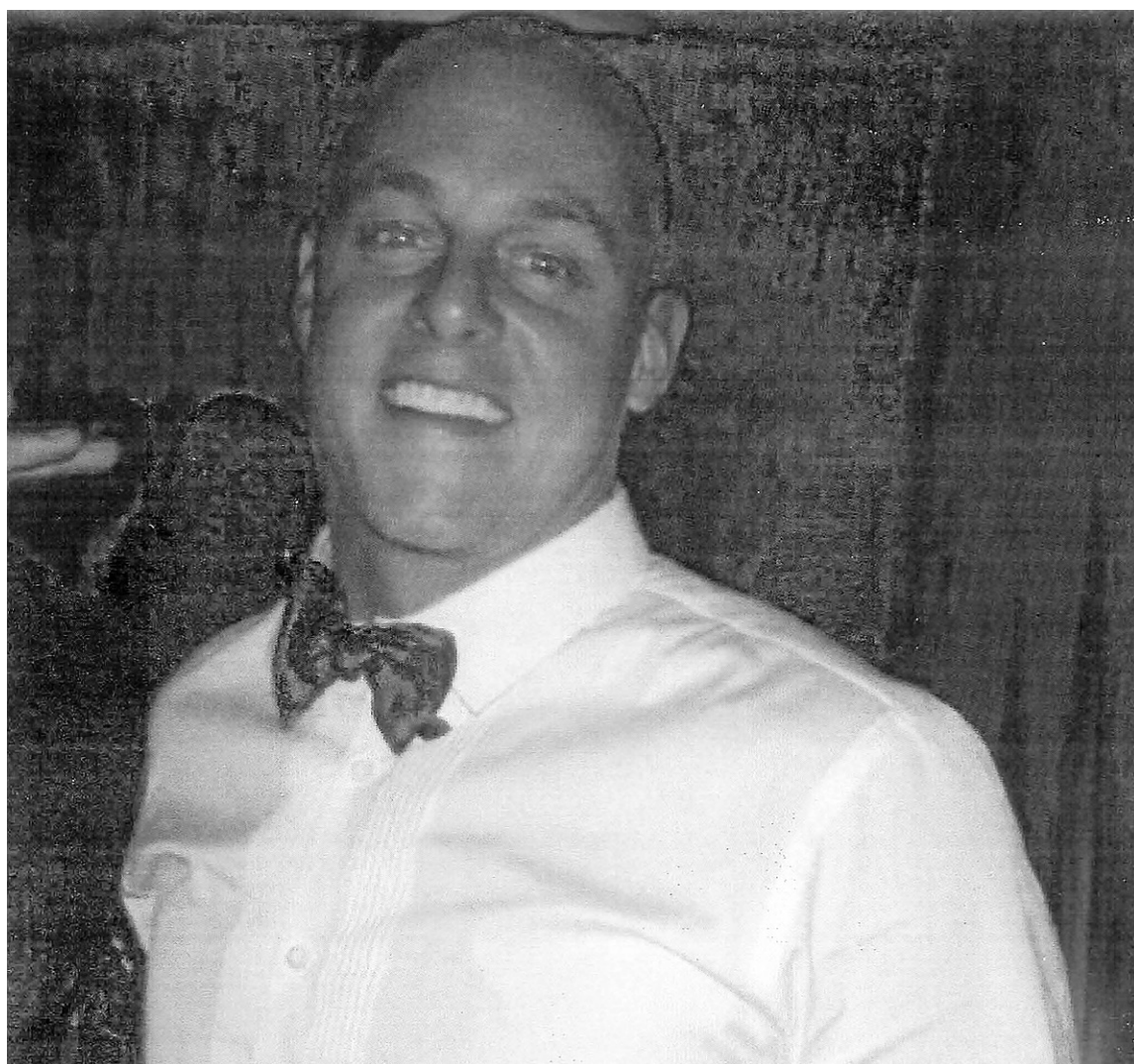


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Le procès du Québécois Jimmy Cournoyer risque de faire couler beaucoup d'encre en raison de ses multiples associations avec diverses organisations criminelles.

La poursuite fait valoir le passé. Elle cite également que les organisations criminelles associées à Cournoyer, en exemple un témoin qui aurait volé l'organisation de

« Cournoyer a démontré sa volonté à utiliser la violence pour fuir la justice et protéger son entreprise », un « empire », écrit la poursuite, qui rappelle dans les documents que tout a commencé, pour l'homme de 33 ans, par la saisie de 11 plants de marijuana dans un logement de Laval, il y a 15 ans.

**Au procès, des témoins viendront dire que des soldats du clan Rizzuto, notamment Giuseppe Fetta, ont agi en tant que chauffeurs, gardes du corps ou hommes de main du Québécois de 33 ans.**

notamment le clan Bonanno, Cournoyer et dont la conjointe ont déjà usé d'intimidation et aurait été battue, torturée et de menaces envers des représentants de la justice dans et menacée de mort — elle et son enfant — à Montréal.

Pour joindre Daniel Renaud en toute confidentialité: 514-285-7000, poste 4918

LE RÔLE DE CHACUN DES CLANS

**Les Hells Angels**

Selon la poursuite, Jimmy Cournoyer aurait eu recours aux services des Hells Angels canadiens et américains pour transporter de la marijuana et des millions de dollars provenant de la vente de celle-ci entre Montréal et la Colombie-Britannique ainsi que vers les États-Unis. La marijuana et l'argent auraient surtout été cachés dans des produits d'entreprises légitimes déposés dans des camions qui franchissaient la frontière par la réserve d'Akwesasne. Cournoyer aurait également eu recours aux Hells Angels pour intimider ou menacer des individus qui avaient contracté des dettes envers l'organisation, ou encore pour récupérer l'argent dû. En contrepartie, il aurait fourni des armes à feu aux motards.

**Le clan Rizzuto**

Selon la poursuite, le clan Rizzuto aurait financé les opérations d'exportation de marijuana vers les États-Unis de l'organisation de Jimmy Cournoyer. Les revenus auraient ensuite servi à acheter, par l'entremise d'un associé du clan Rizzuto établi en Californie, de la cocaïne auprès d'un cartel mexicain. Par la suite, la cocaïne aurait été importée au Canada et transportée dans la région de Montréal, où elle aurait été écoulée par des membres du clan Rizzuto. Ce dernier aurait également fourni à Cournoyer des hommes qui lui auraient servi de chauffeurs, de gardes du corps et d'hommes de main. L'organisation de Cournoyer aurait aussi fourni des armes au clan mafieux.

**Le clan Bonanno**

Le plus important clan mafieux de New York aurait été le principal client de Cournoyer et lui aurait acheté des milliers de livres de marijuana, de 2007 à 2012. L'un des principaux acheteurs était John Venizelos, alias « John V » ou « Big Man », un important distributeur de marijuana de Staten Island. Venizelos, 33 ans, était également accusé avec Cournoyer et a plaidé coupable lundi à des chefs de trafic de drogue et de possession d'armes. Il est passible de la prison à vie et d'une amende de 10 millions. Selon la preuve, Venizelos aurait écrit à un individu contacté par la police que Cournoyer disposait d'un fonds de 2 millions pour éliminer les délateurs au sein de l'organisation. Le clan Bonanno aurait également offert de la protection à Cournoyer.

**Le cartel de Sinaloa**

Selon la poursuite, l'organisation de Cournoyer lavait ses profits de la vente de marijuana écoulée à New York en achetant de la cocaïne auprès de ce cartel, l'un des plus puissants et des plus violents du Mexique. La cocaïne était ensuite importée au Canada et vendue dans la région de Montréal et ailleurs, notamment par le clan Rizzuto. Un agent double de la DEA s'est fait passer pour un blanchisseur d'argent et un négociateur de transferts d'argent auprès du cartel, en 2009 et en 2010. La poursuite entend démontrer que Cournoyer a dirigé le transport d'argent entre New York et la Californie pour acheter de la cocaïne qui avait déjà franchi la frontière américaine.

—Daniel Renaud

**BOUTIQUE COURIR**  
votre partenaire de course

Plusieurs modèles en différentes largeurs

**M890**

À l'achat de chaussures de course à pied chez Boutique Courir, recevez gratuitement un plan d'entraînement personnalisé de 8 semaines :

Pour préparer un 5 km, 10 km, demi-marathon ou marathon **OU** Pour votre mise en forme avant de commencer à courir

En partenariat avec **CYCLIDE** www.cyclide.org

Montréal 4452, rue Saint-Denis Métro Mont-Royal  
Longueuil 1085, chemin Chambly Près du cégep Édouard-Montpetit

Boutique de course à pied de l'année 2012 au Canada selon **IRBC.ca**

www.boutiquecourir.com

Chaussures • Vêtements • Accessoires • Produits énergétiques

**ENCAN PUBLIC**  
www.empireauctions.com

6,22 carats SAPHIR

6,25 carats DIAMANT

18,43 carats DIAMANTS

4,98 carats ÉMERAUDE

MEUBLES

SÉLECTION DE STATUES ET DE FONTAINES, EN BRONZE

**Vente aux enchères:**  
Dim. 12 mai, dès 13 h  
Lundi 13 mai, dès 19 h  
Mardi 14 mai, dès 19 h  
Mercredi 15 mai, dès 19 h

**Exposition:**  
Les samedi et dimanche 11 et 12 mai, de 10 h à 17 h

5500, rue Paré, Mtl **EMPIRE** 514 737-6586

REMISE EN <<ARGENT>> CANADIAN TIRE  
AVEC CARTE  
ACHAT CT M/C  
CT \* \*\*\*\*\*  
LECTURE DE CARTE  
09/05/2013 12 :35 :16  
N° RÉFÉRENCE : 0010010010 \$  
N° AUTORISATION : 054694



MERCI D'AVOIR FAIT  
DE CANADIAN TIRE LE  
DÉTAILLANT DE L'ANNÉE  
2013.

MERCI DE NOUS ACCUEILLIR DANS VOTRE  
COMMUNAUTÉ DEPUIS 90 ANS.

GRÂCE À VOTRE SOUTIEN, AU COURS DE  
LA DERNIÈRE SEMAINE, CANADIAN TIRE  
A ÉTÉ NOMMÉE :

\*DÉTAILLANT DE L'ANNÉE 2013

\*L'UNE DES MEILLEURES MARQUES AU  
CANADA

\*L'UNE DES COMPAGNIES LES PLUS  
PROSPÈRES AU CANADA.

TOUT ÇA GRÂCE À VOUS.

MERCI DE MAGASINER CHEZ CANADIAN TIRE.



LA FAMILLE DES COMPAGNIES DE CANADIAN TIRE

sports  
experts

L'ÉQUIPEUR

ESSENCE+

ATMOSPHERE

CANADIAN  
TIRE

PARTSOURCE  
The Parts. The Price. The Place.

Fondation  
Bon départ

SPORTCHEK

## ACTUALITÉS

## Turcotte libre malgré un risque « important »

CHRISTIANE DESJARDINS  
ET ANNABELLE BLAIS

Malgré un « un risque important pour la sécurité du public », « en raison de son état mental », la Commission d'examen des troubles mentaux a consenti à libérer Guy Turcotte, il y a six mois.

« Toutefois, la sécurité du public ne commande pas que l'accusé soit gardé dans un établissement hospitalier, les soins que requiert son état pouvant lui être prodigués en externe. Afin d'assurer la continuité du suivi et d'un encadrement adéquat de l'accusé, l'hôpital désigné sera l'Institut A. »

C'est ce qui ressort des motifs, rendus publics aujourd'hui, de la Commission d'examen des troubles mentaux.

On y apprend aussi que c'est une luxation à une cheville qui a freiné la fuite en avant de Guy Turcotte. La perte de mobilité représentait pour lui une « grosse montagne », indique la décision. Immobilisé de force, Guy Turcotte a commencé

à s'investir dans sa thérapie, « avec authenticité », ce qui lui a valu d'être libéré six mois plus tard de l'Institut Philippe-Pinel, en décembre dernier.

## Avis divergents

De son côté, M. Turcotte souhaitait être libéré inconditionnellement. Le D<sup>r</sup> Louis Morissette, qui suit l'accusé depuis sa sortie, recommandait également cette décision. Pourtant, il avait précisé, lors des audiences, que certains facteurs de risque demeurent liés à sa personnalité, c'est-à-dire des « traits obsessionnels et évitants ». Il admet que ces traits ne sont pas résolus et, surtout, qu'ils sont résistants au changement.

Le D<sup>r</sup> Pierre Rochette, qui le suivait à l'Institut Philippe-Pinel, était d'avis qu'il était prématuré de le libérer inconditionnellement, à cause de la gravité des gestes et du travail psychothérapeutique qui n'en était qu'à ses débuts.

La Commission note aussi qu'entre juin 2012 et novembre 2012, M. Turcotte avait



En août 2011, plusieurs personnes, dont l'ex-conjointe de Guy Turcotte, Isabelle Gaston, avaient manifesté contre le verdict de non-responsabilité criminelle dans le procès de Guy Turcotte.

bénéficié de 80 sorties et qu'elles s'étaient bien déroulées, même lorsqu'il était en contact avec des enfants.

Au cours de ces sorties, il lui arrivait de se faire reconnaître. « S'il l'était, sa présence ne suscitait pas de réaction

hétéro-agressive », signale-t-on dans la décision. Les choses ont toutefois changé après une sortie qui a été médiatisée, le 25 septembre dernier.

À la suite de cet épisode, la fréquence de ses sorties n'a pas augmenté. Il est précisé que

M. Turcotte avait alors parlé de son anxiété au D<sup>r</sup> Rochette.

La Commission reconnaît que l'accusé reste vulnérable au stress, mais précise que des facteurs de protection « quant au risque de dangerosité » sont en place. Elle cite la présence de membres de la famille, d'amis et de professionnels.

Il est d'ailleurs indiqué, dans cette décision, que M. Turcotte ne « prend aucune médication et n'en a pas besoin pour gérer son anxiété ».

Guy Turcotte a poignardé ses deux enfants à mort en février 2009. Le drame est survenu dans le contexte d'une séparation d'avec sa conjointe Isabelle Gaston. Tous deux étaient médecins au même hôpital, à Saint-Jérôme, à ce moment. M. Turcotte était alors soumis à des stress qui dépassaient ses capacités d'adaptation, dit la Commission.

Au terme de son procès, en 2011, M. Turcotte a été déclaré non criminellement responsable des meurtres qu'il a commis, en raison de troubles mentaux.

## PROCÈS ADÈLE SORELLA

## Guiseppe De Vito se blâme pour la mort de ses filles

CHRISTIANE DESJARDINS

Le caïd Giuseppe De Vito a vu ses filles en cachette à au moins deux reprises pendant sa cavale. Et aujourd'hui, il se blâme pour leur mort.

« Je me blâme, oui, j'imagine. J'aurais dû être là. Peut-être que j'aurais pu faire quelque chose. Comme un père, j'imagine », a-t-il dit pendant le bref témoignage qu'il a livré au procès de sa femme, Adèle Sorella, hier au palais de justice de Laval.

M<sup>me</sup> Sorella est accusée d'avoir tué avec préméditation leurs deux filles, Sabrina et Amanda, le 31 mars 2009. M. De Vito était en cavale depuis deux ans et demi à ce moment. Il était recherché dans le cadre de l'opération Colisée, qui visait la mafia italienne. Il a été arrêté à l'automne 2010.

## Sécurité accrue

La venue de M. De Vito au palais de justice de Laval a été entourée de strictes mesures de sécurité. L'homme a été condamné à une peine de 15 ans en juin dernier pour gangstérisme et complot pour importation de drogue – une affaire rattachée à l'enquête de Colisée. Il purge sa peine à la prison de Donnacona.

M. De Vito est entré dans le box vêtu d'un t-shirt noir qui mettait en évidence ses biceps manifestement gonflés par l'entraînement. Surnommé Pony Tail en raison de sa coiffure, il avait les cheveux attachés en chignon et arborait

une barbe et une moustache. Adèle Sorella n'était plus dans le box des accusés, mais à une table, avec ses deux avocats, Pierre et Guy Poupard. M. De Vito l'a longuement regardée.

## Témoignage

C'est le procureur de la Couronne Louis Bouthillier qui a interrogé M. De Vito, avec des questions claires et courtes. L'homme de 46 ans y répondait de façon brève, sans hésitation.

M. De Vito ne se souvient plus en quelle année il s'est marié avec Adèle Sorella,

**Guiseppe De Vito était en cavale et vivait à Montréal. Il dit avoir appris la mort de ses filles « comme tout le monde, aux nouvelles ».**

mais il sait qu'il avait 30 ans à ce moment. Ils sont toujours mariés, a-t-il dit. Ils ont eu deux enfants, Amanda et Sabrina. Il est parti en cavale en novembre 2006, parce que la police voulait l'arrêter. Il n'était pas bien loin pendant tout ce temps. « Je suis resté à Montréal, et à Toronto. » Il vivait seul, a-t-il dit.

Il admet qu'il a vu ses filles à quelques reprises pendant sa cavale. À Toronto et à Montréal, et au moins une fois dans la maison de la rue de l'Adjudant, à Laval.

## Aux nouvelles

Les corps de Sabrina et Amanda, âgées de 8 et 9 ans, ont été trouvés allongés côte à côte dans la salle de jeu de la luxueuse maison de la rue de l'Adjudant, l'après-midi du 31 mars 2009. M. De Vito vivait à Montréal à ce moment. Il dit avoir appris leur mort « comme tout le monde, aux nouvelles ». Il n'a jamais reparlé à M<sup>me</sup> Sorella, dit-il, et il n'a pas assisté aux funérailles de ses enfants.

« Pourquoi ? », lui a demandé M<sup>e</sup> Bouthillier.

« J'étais en cavale », a répondu M. De Vito, comme si cela allait de soi.

M<sup>e</sup> Bouthillier lui a alors demandé s'il avait quelque chose à voir avec la mort de ses filles. C'est à ce moment que M. De Vito a répondu qu'il se blâmait, en raison de son absence. Le témoignage aura donc duré moins de cinq minutes. Avant de partir, il a regardé en direction de l'accusée.

Un peu plus tôt dans la journée, le jury a écouté la vidéo de la déclaration que la mère de l'accusée, Teresa Di Cesare a faite à la police quelques heures après avoir découvert ses petites-filles mortes. Dans cette déclaration qui dure un peu plus d'une heure, M<sup>me</sup> Di Cesare mentionne que le matin, les petites lui ont dit qu'elles avaient un rendez-vous chez le médecin avec leur mère. Aujourd'hui, M<sup>me</sup> Di Cesare soutient que les enfants ne lui ont jamais parlé de ce rendez-vous.

## OPÉRATION ANTIMAFIA EN ITALIE

## Un gangster proche de Vito Rizzuto en fuite

VINCENT LAROUCHE

La police italienne a lancé une vaste opération antimafia, notamment contre un homme qui était proche de Vito Rizzuto, et qui aurait rejoint plusieurs chefs de la Cosa Nostra en Sicile pour développer le trafic de drogue sur « l'axe Palerme-Montréal » après son expulsion du Canada, l'an dernier.

Selon le quotidien *La Repubblica* d'hier, les carabinieri italiens ont déjà arrêté 21 personnes dans cette affaire en plus d'annoncer officiellement à un maire d'une petite localité qu'il fait l'objet d'une enquête pour fraude électorale.

Juan Ramon Fernandez, ancien gangster canadien qui a fait ses classes avec Vito Rizzuto avant d'être expulsé du pays, aurait toutefois échappé à la rafle. Il serait maintenant en fuite avec un autre criminel canadien venu lui rendre visite en Sicile.

Au début des années 2000, Fernandez, qui est d'origine espagnole, avait été décrit devant les tribunaux canadiens comme l'un de ceux qui veillaient aux intérêts du parrain montréalais Vito Rizzuto à Toronto.

## Condamné et expulsé

En 2004, il a été condamné à 12 ans de prison pour plusieurs crimes liés à la mafia, notamment un complot pour assassiner un propriétaire de bar qui devait de l'argent au clan Rizzuto. Il avait aussi avoué sa participation à un complot pour le trafic de 1000 kg de cocaïne

avec la mafia et les Hells Angels au Québec.

Le caïd de 57 ans a été expulsé du Canada dès sa sortie de prison, en avril 2012.

Selon *La Repubblica*, il se serait ensuite installé à Bagheria, près de Palerme, en Sicile. Officiellement, le costaud amateur de chemises griffées était instructeur d'arts martiaux. « En réalité, il organisait de nouvelles affaires sur l'axe Palerme-Montréal, surtout des affaires de drogue », écrit le journal, qui cite un commandant des carabinieri.

Les autorités auraient découvert que Fernandez était en lien avec un nouveau groupe de dirigeants de la Cosa Nostra dans cette région, autrefois la place forte du « capo de tous les capos », Bernardo Provenzano.

## Policiers canadiens

Le journal affirme par ailleurs que ce sont les policiers canadiens qui auraient alerté les carabinieri de la présence de Fernandez en Sicile. Grâce à des filatures et de l'écoute électronique, ceux-ci ont pu découvrir l'étendue de ses relations.

Une source italienne bien au fait du dossier a confié à *La Presse* que le fugitif canadien qui était venu rendre visite à Fernandez s'appelle Fernando Pimentel. L'Ontarien de 35 ans est arrivé en Sicile au mois de mars. Comme Fernandez, il est accusé de s'être livré là-bas au trafic d'oxycodone, un puissant analgésique médical.

— Avec la collaboration de Mathieu Perreault

3 AU 19  
MAI  
2013

50%\*

À 50%\*, ARRÊTEZ D'Y PENSER. ACHÉTEZ VOTRE NOUVEAU CANAPÉ ET LIBÉREZ-VOUS L'ESPRIT.



fait ici

Perez vous aide à décider...

\* nous vous offrons 50% sur la collection Lisboa et 35% sur toutes les autres collections et ceci pour une période limitée.



**Perez**  
mobilierperez.com

atelier | salle de montre  
1247 de Condo, Montréal  
Québec H3K 2E4  
514 933 3993

lundi au mercredi 10h-18h  
jeudi et vendredi 10h-21h  
samedi + dimanche 10h-17h

Résultats des tirages du : 2013-05-08

LOTTO QUÉBEC

649 12 21 23 36 compl. 24 38 46

Québec 49 07 15 27 17 compl. 30 31 37

Lotto-D 1 1 4 2 6 4 3 3

Sprinto 01 08 10 16 38

Power 4 4 8 9 A 11 14 15 25 40

Triplex

1 25 000 \$ 2 50 000 \$ 3 100 000 \$  
298966 198688 040449  
décomposables

Nombres «Télé»  
192936 234699 302386 La Poule Plus  
non décomposables Numéro boni 05

banco en boni Lots bonis : du 2 au 10 mai 2013

04 11 23 27 32 34 35 36 39 40 3 736  
41 42 43 44 46 54 61 63 67 70 4 1819

Astro Jour - Mois - Année - Signe Extra 4247030  
25 DÉCEMBRE 43 VIERGE

banco en boni  
Du 2 au 10 mai, lot 50% plus gros\*.  
Aujourd'hui, la mise 9 est en boni.  
\* Pour une sélection gagnante correspondant à la mise en boni du jour.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Jusqu'au 20 mai 2013

DeSerres

# Le plus GRAND SOLDE DE MATÉRIEL CRÉATIF AU CANADA

Découvrez **notre circulaire** en magasin et sur **deserres.ca**

**29<sup>97</sup>**

+ 6000 EN STOCK

**TOILE GALERIE 36 po X 48 po**

GOG3648

+ 50 000 EN STOCK

PEINTURE ACRYLIQUE AMSTERDAM 120 ml Série 1 TVAL...-1

**29<sup>97</sup>** ch.\*

Peinture, couteaux, et pinceaux

+ 20 000 EN STOCK

COUTEAUX À PEINDRE RÉGULIERS DESERRES 13 RR

+ 50 000 EN STOCK

PINCEAUX ZEN RZ...  
**Prix de lancement**



**19<sup>97</sup>**

ENSEMBLE DE MAQUILLAGE SPÉCIAL FÊTE  
RBP0040



**14<sup>97</sup>**

ENSEMBLE DE MAQUILLAGE POUR VISAGE  
RBP



ÉPARGNEZ 70 \$

**149<sup>97</sup>** ~~219<sup>99</sup>~~

POSTE DE TRAVAIL RTA\*\*  
24 po x 36 po. Hauteur ajustable et inclinaison jusqu'à 45 degrés  
R13243



**16<sup>99</sup>** ~~19<sup>99</sup>~~

CHARIOTS À PROVISIONS\*  
Autres modèles également en promotion  
DCART13, WSC...



**4<sup>97</sup>** ~~7<sup>99</sup>~~ ch.

BOÎTES DE RANGEMENT 3 I  
9,5 po x 7 po  
RU3...



**9<sup>97</sup>** ~~14<sup>99</sup>~~

CADRE PHOTO DESERRES  
1 ouverture de 5 po x 7 po, 2 ouvertures de 4 po x 6 po  
HSXTYD58..., HSTXYD58P

\*DeSerres se réserve le droit de limiter les quantités par client.

\*\*Accessoires non inclus

†La sélection peut varier selon le magasin.

Offre en vigueur jusqu'au 20 mai 2013 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Malgré l'attention portée à la rédaction de cette publicité, DeSerres ne peut être tenue responsable des erreurs typographiques. Les articles peuvent différer des photos et les offres sur [deserres.ca](http://deserres.ca) peuvent différer de celles en magasin.

## POLITIQUE

Élections à la mairie de Montréal en novembre

## Couillard peu impressionné par les candidats

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le prochain maire de Montréal devrait « être familier avec le milieu des affaires et les questions économiques », affirme le nouveau chef du Parti libéral du Québec (PLQ), Philippe Couillard. Puisque Montréal demeure « le cœur, le poumon économique du Québec », le maire que les citoyens choisiront en novembre devra avoir une bonne connaissance des enjeux financiers, selon lui.

Pas question d'un maire unidimensionnel: le candidat devrait aussi comprendre que Montréal demeure une métropole culturelle, de même qu'un pôle d'attraction pour de nombreuses communautés culturelles, rappelle M. Couillard dans une entrevue accordée à *La Presse*.

Le chef libéral ne paraît pas transporté par les candidats déjà en lice, les Louise Harel ou Richard Bergeron, ni même par le prochain – prévisible –, Denis Coderre.

« Plus il y aura de candidats de qualité, mieux ce sera pour les électeurs », souligne-t-il. À l'aune de la sensibilité aux affaires, Denis Coderre n'a pas marqué de points jusqu'ici. « On n'a pas entendu beaucoup d'interventions de sa part, mais



PHOTO JACQUES BOISSINOT, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

« On n'a pas entendu beaucoup d'interventions de sa part [Denis Coderre], mais s'il se lance en course, comme cela semble probable, il va falloir qu'il se prononce rapidement sur les défis économiques de Montréal », a dit hier Philippe Couillard, chef du Parti libéral du Québec.

s'il se lance en course, comme cela semble probable, il va falloir qu'il se prononce rapidement sur les défis économiques de Montréal », prévient le chef du PLQ.

Par ailleurs, pas d'élections à moyen terme sur le radar de Philippe Couillard. « Les élections sont difficiles à prévoir. Si elles dépendent d'une motion de confiance de l'Assemblée, il

faudrait que nous et le parti de M. Legault soyons d'accord, le même jour, sur le même sujet. C'est pas garanti, loin de là... », dit-il spontanément. À l'inverse, il lui paraît peu probable que le gouvernement Marois décide lui-même de faire basculer le Québec en campagne électorale – les derniers sondages auront en effet eu « un effet un peu désincitatif », observe M. Couillard.

De plus, des élections rapides, « c'est difficile à envisager, en terme de probabilité. À moins que le gouvernement n'amène une politique ou des résultats économiques tellement inacceptables que les libéraux et la Coalition de M. Legault décident de s'y opposer en même temps », résume-t-il.

Dans les officines du PLQ, il paraît clair que le nouveau chef ne se présentera pas dans une circonscription du Saguenay aux prochaines élections – il habite à Saint-Félicien. On parle d'une circonscription « dans l'est » du Québec, avec les yeux rivés sur la région de Québec, où le PLQ a retrouvé de la vigueur, si on se fie aux sondages. Philippe Couillard répond évasivement que la possibilité d'une candidature dans

sa région d'adoption n'est pas écartée pour le moment.

M. Couillard commente désormais ouvertement la dernière mouture du « document de réflexion » qui circule dans les médias depuis quelques jours. Il l'a dépeint comme le travail d'une équipe de proches collaborateurs, même si le document final est présenté comme les « propositions de Philippe Couillard ».

Le document avait été transmis aux membres de la direction du parti comme « base de discussion ». On y propose une série de changements en prévision du congrès prévu pour 2014. Un premier changement: les présidents de région du PLQ, par manque de mobilisation sur le terrain, étaient recrutés parmi les employés politiques des députés. M. Couillard propose que ces officiers du parti soient choisis au suffrage universel des membres.

Le PLQ modernisera d'ailleurs sa constitution pour la prochaine course à la direction du parti. Comme l'ensemble des autres formations, on passera au suffrage universel. M. Couillard veut également qu'on réfléchisse par rapport à l'intervention de « sympathisants », des électeurs qui pour-

« Plus il y aura de candidats de qualité, mieux ce sera pour les électeurs. »

— Philippe Couillard, chef du Parti libéral du Québec

raient voter pour le chef parce qu'ils adhèrent aux valeurs du parti. Le Parti libéral du Canada vient de tester cette formule.

Un principe est toutefois intouchable: l'égalité des circonscriptions. Il faudra « pondérer » les résultats – pas question que le nouveau chef soit choisi par quelques circonscriptions où on trouve un grand nombre de membres.

Une autre proposition de Philippe Couillard: le retour d'un « journal d'opinion », produit par le parti, au contenu de « haut calibre ». La généralisation des technologies permet d'éviter les coûts de production prohibitifs d'un véritable journal.

Aujourd'hui dans *La Presse*+

## PAUSE

## ■ DOSSIER

Tendances cheveux: les coupes, les couleurs et les soins à adopter

## ■ POUR LUI

Combien de coupes de cheveux par année?

## ■ MAQUILLAGE

Les collaborations branchées à ne pas manquer

## ACTUALITÉS

## ■ ZOOM

Le pire pays pour être mère

## PROTECTION DU TERRITOIRE

## Québec efface ses cibles du site du Nord pour tous

## EXCLUSIF

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Le gouvernement péquiste a effacé hier après-midi ses cibles de protection du territoire sur le site du Nord pour tous, sa version du Plan Nord.

On y lisait que Québec voulait convertir, d'ici 2020, 20 % du territoire du Nord en aires protégées. La phrase n'y apparaît plus. On propose encore de protéger la moitié du territoire du Nord, mais l'échéancier de 2035 a été effacé. « Nous sommes très préoccupés, lance Suzann Méthot, de l'Initiative boréale canadienne. Le Québec ne peut pas renier ses engagements. On veut rencontrer le ministre [de l'Environnement, Yves-François Blanchet], mais on attend encore. »

Le gouvernement confirme avoir demandé cette modification hier. La raison: les cibles mentionnées ne correspondaient pas à sa position. La création de 20 % d'aires protégées n'a jamais fait partie du programme péquiste, assure M. Blanchet. Il s'agit d'une « promesse électorale » de Jean Charest, qui ne reposait pas, selon lui, sur un plan sérieux. Il se montre rassurant. « On va faire mieux, promet-il. Et nous, on ne va pas garrocher des chiffres. On va procéder de façon sérieuse, avec la science et des mécanismes de consultation. »

Les environnementalistes demandent à Québec de

respecter la cible de 17 % de protection du territoire, établie en 2010 par la convention-cadre sur la diversité biologique de Nagoya. M. Blanchet répond que ce traité sera sa « principale inspiration » quand il annoncera son plan.

Il veut aussi mettre la moitié du territoire du Nord à l'abri du « développement industriel ». Sur le site internet du ministère de l'Environnement, on écrit vouloir « consacrer

La création de 20 % d'aires protégées n'a jamais fait partie du programme péquiste, assure le ministre de l'Environnement.

50 % du territoire du développement nordique à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur du patrimoine naturel ». On a effacé la mention où on disait que le territoire protégé pourrait néanmoins être soumis « à divers types de développements qui ne font pas appel à des activités industrielles », et qu'une loi serait adoptée.

Le ministre Blanchet explique qu'il veut prendre le temps de bien articuler son plan, à partir de la « science disponible et des connaissances en biodiversité ». « L'échéancier reste à établir », dit-il. Il le précisera bientôt, dans « quelques semaines ».

lait  
PRÉSENTE

FÉRIA  
DU VÉLO  
DE MONTRÉAL

EN COLLABORATION AVEC

Jean Coutu

Aucun test de dépistage requis

AU TOUR DE L'ÎLE 2013  
DE MONTRÉAL 13

CHOISIS TON TOUR

TOUR LA NUIT VEN 31 MAI  
TOUR DE L'ÎLE 25-50  
DIM 2 JUN 100KM

Desjardins

provigo

Wix

stm

Aire bleue Info-Féria  
GazMétro  
www.velo.qc.ca

ri

Rouge 107.30m

LA PRESSE

TOURISME Montréal

PARC OLYMPIQUE

Montréal

Québec



**ON FAISAIT  
DU PLEIN AIR  
AVANT QUE  
ÇA S'APPELLE  
DU PLEIN AIR**

**20%**

**SUR TOUS LES VÊTEMENTS  
À PRIX RÉGULIER.**

**asics**



**SOULIERS ASICS  
GEL CIRRUS 33**

hommes et femmes

**99<sup>99</sup> \$\***

prix régulier: 189<sup>99</sup> \$

**DEVINCI**



**VÉLO DEVINCI  
PRAGUE**

**399<sup>99</sup> \$\***

prix régulier: 499<sup>99</sup> \$



Columbia

LOLÉ



SUGOI



**LACORDEE 60ANS**

LAVAL MONTRÉAL SAINT-HUBERT [LACORDEE.COM](http://LACORDEE.COM)

\*Offres valides jusqu'au 14 mai 2013 : 20 % de rabais sur tous les vêtements à prix régulier et chaussures de course Asics Gel Cirrus 33 à 99,99 \$.  
Le vélo Devinci Prague est en solde à 399,99 \$ pour une durée limitée ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Aucune commande spéciale.

## POLITIQUE

## ÉVÉNEMENTS DU PRINTEMPS ÉRABLE

## Une commission spéciale à huis clos

PAUL JOURNET

QUÉBEC — Au lieu d'une enquête publique indépendante, le gouvernement péquiste a décidé de mettre en place une « commission spéciale d'examen », à huis clos et sans pouvoir de contrainte, pour faire la lumière sur les « événements du printemps érable ».

Des audiences publiques auraient « nui à la preuve » utilisée dans des procédures disciplinaires, déontologiques et criminelles contre les policiers, a affirmé le ministre de la Sécurité publique, Stéphane Bergeron.

« C'est le même argument qu'utilisaient les libéraux pour refuser de déclencher une commission d'enquête », a dénoncé le caquiste Jacques Duchesneau.

Amir Khadir, de Québec solidaire, a rappelé que M. Bergeron avait qualifié à l'époque la première mouture de la commission Charbonneau, qui ne détenait pas de pouvoir de contrainte, de « patente à gosse ». « Si Stéphane était encore dans l'opposition, il répéterait la même chose aujourd'hui », a-t-il lancé.

Le libéral Robert Poëti croit qu'il aurait été préférable de s'en remettre seulement aux comités de discipline ou de déontologie.

## Trio de commissaires

La commission sera pilotée par l'ex-ministre péquiste et bâtonnier du Québec Serge Ménard, l'ex-dirigeante de la CSN Claudette Carbonneau et Bernard Grenier, ex-juge de la Cour du Québec et président de la Société de criminologie. Elle devra remettre son rapport avant le 21 décembre 2013. Le processus coûtera environ 400 000 \$.

La commission n'enquêtera pas sur des actions particulières des policiers ou des manifestants. Cela relève du comité de déontologie policière, a expliqué le ministre. Il rappelle que quelque 200 plaintes ont déjà été faites. « Je demeure persuadé que la majorité des policiers et policières ont bien agi », a-t-il tenu à dire.

Le mandat de la commission comporte quatre volets : « analyser les circonstances des manifestations et des actions de perturbation » ; « déterminer les facteurs qui ont contribué à la détérioration du climat social et évaluer les impacts » ;



PHOTO MARTIN ROY, LE DROIT  
Selon le ministre de la Sécurité publique, Stéphane Bergeron, une enquête publique sur les événements du printemps érable aurait nui aux procédures disciplinaires contre les policiers.

« dégager des constats » ; finalement, formuler des recommandations.

La commission s'intéressera par exemple aux « impacts économiques » des manifestations et à l'utilisation des médias sociaux dans l'organisation de celles-ci.

« On n'a pas besoin d'une thèse de doctorat sur la sociologie du printemps érable », ironise Françoise David, Québec solidaire craint qu'aucun policier ne vienne témoigner. La Coalition avenir Québec (CAQ) craint le contraire. « Pensez-vous que les gens du Black Bloc vont accepter de venir parler ? » a lancé Jacques Duchesneau.

Dans son allocution, M. Bergeron a dénoncé le « dialogue de sourds »

qu'a provoqué le gouvernement Charest, qui « n'a fait qu'accroître la tension ». Mais il assure qu'il ne veut pas orienter les conclusions de la commission.

Le ministre a défendu le choix des trois commissaires. M<sup>me</sup> Carbonneau a dirigé une centrale syndicale qui a appuyé la grève étudiante et sera donc « sensible au point de vue des militants et militantes », a-t-il soutenu. M. Poëti et Duchesneau remettent en question son impartialité. Ils rappellent, quant à eux, que la CSN a soutenu les associations étudiantes. La CAQ félicite toutefois M. Bergeron pour les nominations « inattaquables » de MM. Ménard et Grenier.

## ILS ONT DIT

« Ce n'est pas du tout l'enquête publique et indépendante qu'on demandait sur le travail des policiers. Le mandat parle entre autres de paix sociale et de détecter les signes avant-coureurs des mouvements sociaux. On a l'impression qu'on va chercher à prévenir l'émergence des mouvements sociaux au lieu d'enquêter sur les abus policiers. »

– Blandine Parchemal, co-porte-parole de l'ASSÉ

« Notre accueil est mitigé. Nous sommes contents qu'une commission soit déclenchée, mais le mandat est très, très large. Il y a un risque que la brutalité policière soit éclipsée. Il aurait été préférable d'avoir une démarche ouverte, et non à huis clos. On va voir ce qui va sortir du rapport. »

– Antoine Genest-Grégoire, président de la FEUQ

« M. Bergeron disait que la première version de la commission Charbonneau était une patente à gosse. Je pourrais le paraphraser aujourd'hui. C'est à huis clos, il n'y a donc pas de transparence. On ne pourra pas non plus contre-interroger les gens. Et on le sait, dans ce dossier, il y a eu beaucoup de démagogie. On est blâmé parce qu'on agit trop vite et pas assez vite. Si on veut aller au fond des choses, il aurait fallu une vraie commission d'enquête publique. »

– Yves Francoeur, président de la Fédération des policiers et policières municipaux du Québec

## PALMARÈS DES URGENCES DE LA PRESSE

## La CAQ déplore l'absence d'objectifs du PQ

DAPHNÉ CAMERON

Au lendemain de la publication du 8<sup>e</sup> palmarès des urgences de *La Presse*, qui a révélé que le temps d'attente moyen sur civière était de 17 h 30 min, les élus de l'Assemblée nationale se sont renvoyé le dossier comme s'il s'agissait d'une patate chaude.

Le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault, a critiqué le refus du ministre Réjean Hébert de chiffrer de réels engagements en matière de diminution des temps d'attente. La première ministre du Québec a quant à elle jeté le blâme sur l'héritage des libéraux.

« Le Parti québécois a tellement brisé de promesses qu'ils sont rendus qu'ils ne se donnent même plus d'objectifs. »

« Le Parti québécois a tellement brisé de promesses qu'ils sont rendus qu'ils ne se donnent même plus d'objectifs. »

— François Legault, chef de la CAQ

Belle façon de gérer : on ne se donne pas d'objectifs, comme ça, on ne se trompera pas », a déclaré M. Legault lors de la période des questions.

Hier, *La Presse* a révélé que près de 1 million de patients québécois ont dû attendre en moyenne 17 h 30 min sur une civière dans les couloirs des urgences avant d'obtenir une chambre d'hôpital, une place dans une autre ressource du système de santé ou de retourner à la maison.

Pauline Marois a répliqué en tirant sur les libéraux. « Nous avons pris une situation déplorable lorsque nous sommes arrivés au gouvernement. Eh bien, oui, c'est ça, la réalité, c'est plate à entendre, hein ? D'ailleurs, il y a une partie dont est sûrement responsable le nouveau chef du Parti libéral du Québec, Philippe Couillard. »

## Garderies 1000 places de plus dès septembre

Le gouvernement Marois annonce l'ajout de 1000 places en garderies dès la rentrée de septembre. Ces 1000 places font partie du lot de 15 000 places déjà annoncées, mais elle seront rendues disponibles plus rapidement par un processus d'approbation accélérée, dans des établissements subventionnés déjà existants. En conférence de presse, hier, à Québec, la ministre de la Famille, Nicole Léger, a lancé un « appel de projets ciblés » auquel les CPE et les garderies privées subventionnées peuvent déjà soumissionner. Par exemple, un établissement qui n'a pas atteint son plafond maximal de places pourra demander une, deux ou trois places supplémentaires, sans avoir à faire de modifications à son bâtiment. La ministre a dit qu'elle rendait ces places disponibles rapidement pour répondre à la « pression énorme » des parents.

– La Presse Canadienne



PHOTO IVANOVAH DEMERS, LA PRESSE  
La ministre Nicole Léger

## Protectrice du citoyen La CAQ veut lui ouvrir les sociétés d'État

Le bureau du Protecteur du citoyen devrait pouvoir se pencher sur les activités de sociétés d'État, croit la Coalition avenir Québec (CAQ). Son député François Bonnardel a déposé un projet de loi, hier, pour lui accorder ces nouveaux pouvoirs. « Elle-même [Raymonde Saint-Germain] demande depuis plusieurs années qu'on lui ouvre les portes d'Hydro-Québec », lance-t-il. On pourrait aussi examiner entre autres des cas de surfacturation ou de problèmes de branchement. Il donne aussi l'exemple de Loto-Québec, dont les casinos pourront désormais servir de l'alcool aux tables, ce qui pourrait causer de multiples problèmes sociaux, soutient M. Bonnardel. La CAQ voudrait aussi que la protectrice rende des comptes à l'Assemblée nationale, et non au Conseil du Trésor. – Paul Journet

## RIO Heurtel n'ira pas à Tourisme Montréal

David Heurtel, président de la Régie des installations olympiques, a fait savoir à ses employés, vendredi dernier, qu'il ne passerait pas à Tourisme Montréal. Ancien employé de cabinet de Bernard Landry, M. Heurtel avait participé au processus de sélection, à l'invitation d'une firme de chasseurs de têtes. Il a fait connaître sa décision le même jour au gouvernement Marois. Avec les employés, il a aussi coupé court aux spéculations voulant qu'il souhaite briguer les suffrages pour la mairie de Montréal. — Denis Lessard

## ERRATUM

UNE ERREUR S'EST GLISSÉE DANS L'ANNONCE METTANT EN VEDETTE LE FORD ESCAPE S 2013 PARUE LE 8 MAI 2013. LE MOTEUR OFFERT AVEC CETTE VERSION N'EST PAS LE ECOBOOST® DE 2,0 L TEL QU'ANNONCÉ, MAIS BIEN LE MOTEUR DURATEC® 4 CYLINDRES DE 2,5 L. NOUS SOMMES DÉSOLÉS DES INCONVÉNIENTS QUE CETTE ERREUR AURAIT PU CAUSER.



Allons plus loin

PROMOTION

BBQ - TERRASSES - PISCINES

**SAVOIR PASSER L'ÉTÉ D'AGRÉABLE FAÇON**

À lire dans le cahier Maison ce samedi dans *La Presse*

# BOMBAY®



## Le souper du dimanche avec maman

LA FÊTE DES MÈRES, LE 12 MAI

Buffet Domaine des Îles

**SOLDE 799\$**

Cour. 1299\$ 1003158



Table de salle  
à manger  
Domaine des Îles  
**SOLDE 1099\$**  
Cour. 1899\$  
1001727

Chaise Langford  
**SOLDE 299\$**  
Cour. 499\$ 1001703

Notre arrangement floral le plus populaire  
est maintenant à 50% de rabais!

*Orchidée Manhattan* **SOLDE 149\$** Cour. 299\$ 1006602

**De plus, 50% de rabais sur toutes les  
fleurs et tous les accessoires de jardin**



la Fête des Mères dimanche le 12 mai

**Gagnez pour maman une  
séance de magasinage de 1000\$**

Inscrivez-vous à [www.bombay.ca](http://www.bombay.ca) pour courir la chance de gagner  
une carte-cadeau BOMBAY au montant de 1000\$



**6 MOIS, SANS INTÉRÊT AVEC  
PAIEMENTS MINIMAUX\$**

sur les achats de 500\$ ou plus traités avec votre carte de crédit BOMBAY\*\*



Ouvrez un compte-carte de crédit BOMBAY aujourd'hui et  
**ÉCONOMISEZ UN 10%+ ADDITIONNEL**  
sur votre achat total

Décarie, coin Jean-Talon  
514 341 4927

Centre Rockland  
514 344 4688

Les Galeries d'Anjou  
514 352 7696

Place Ste-Foy  
418 651 7664

Carrefour Champêtre  
450 534 0611

Le Carrefour Laval  
450 978 5362

Kirkland  
514 428 0606

**NOUVEAU** Faubourg Boisbriand  
450-419-5609

Quartier Dix30  
450 462 2535

Galeries des Sources  
514 683 2722

[www.bombay.ca](http://www.bombay.ca)

\*Le rabais s'applique aux prix courants. †Toutes les options de financement sont offertes sous réserve de l'approbation du crédit. Nouveaux demandeurs seulement. §Période promotionnelle de 6 mois sans intérêts avec paiements minimaux : Sous réserve de l'approbation du crédit pour les détenteurs de la carte de crédit Bombay. Un achat minimal de 500 \$ est exigé. Un paiement mensuel équivalent au plus élevé de 15 \$ ou de 3.5% de votre solde est exigé durant la période promotionnelle. Les intérêts calculés au taux privilégié s'accumulent sur le solde impayé à compter de la date de l'achat. Si le montant de l'achat et tous les frais facturés à l'égard de l'achat ne sont pas payés avant la date d'échéance de la promotion, les intérêts accumulés sont exigibles et ajoutés à votre solde. Si durant la période promotionnelle vous n'effectuez pas un paiement minimal exigé, l'offre promotionnelle sera annulée et les intérêts accumulés sont exigibles et ajoutés à votre solde. Le solde impayé sur l'offre promotionnelle sera chargé des intérêts au taux privilégié jusqu'à ce que le solde soit payé en entier. Le taux privilégié est de 29.9%. Pour de plus amples détails, demandez à un(e) associé(e). \*\* Toutes les options de financement sont offertes sous réserve de l'approbation du crédit.

## POLITIQUE

# Swat Team contre l'évasion fiscale

Ottawa annonce la formation d'une équipe d'experts pour enrayer ce « fléau mondial »



JOËL-DENIS BELLAVANCE  
DU BUREAU  
D'OTTAWA

Le gouvernement Harper compte investir 30 millions de dollars en cinq ans – environ le quart des 113 millions dépensés en annonces publicitaires pour faire la promotion de ses budgets depuis 2009 – afin d'intensifier sa lutte contre l'évasion fiscale à l'étranger.

La moitié de cette somme servira à créer une équipe d'experts – une sorte de SWAT Team de la fiscalité, selon l'expression du ministre d'État aux petites entreprises, Maxime Bernier. Cette équipe composée d'une dizaine d'experts aura comme mandat de mettre en œuvre les mesures contre l'évasion fiscale et l'évitement fiscal abusif à l'échelle internationale qui ont été annoncées dans le dernier budget du ministre des Finances Jim Flaherty.

L'une de ces mesures permettra de verser aux délateurs une partie des impôts recouvrés grâce aux informations qu'ils relayeront à l'Agence du revenu du Canada.

Le reste de cette somme – 15 millions de dollars – servira à mettre à jour les systèmes informatiques de l'Agence du revenu du Canada, de manière à lui permettre de recevoir les rapports des institutions financières et des autres institutions sur les transferts de fonds électroniques internationaux de 10 000\$ ou plus,

qui seront obligatoires au plus tard en 2015.

Dans son dernier budget, le ministre Flaherty a indiqué que la lutte contre l'évasion fiscale devrait rapporter au fisc quelque 4,3 milliards au cours des six prochaines années. En tout, quelque 24 mesures seront adoptées pour débusquer les fraudeurs.

En conférence de presse, hier, la ministre du Revenu national, Gail Shea, et le ministre Maxime Bernier ont soutenu que l'évasion fiscale est un fléau mondial inquiétant.

Notant que les contribuables canadiens venaient tout juste de terminer leurs déclarations de revenus, ils ont affirmé que ceux qui se livrent à l'évasion fiscale imposent un fardeau plus lourd et injuste aux autres contribuables qui paient leurs impôts et respectent les lois en vigueur.

## Transferts de fonds

Le ministre Bernier a affirmé que l'obtention des rapports sur les transferts de fonds électroniques internationaux de 10 000\$ et plus permettra à l'Agence du revenu de débusquer les fraudeurs plus rapidement et plus facilement.

## Ottawa compte investir 30 millions en cinq ans contre l'évasion fiscale – environ le quart des 113 millions dépensés en publicité pour la promotion de ses budgets.

« Ces nouvelles mesures permettront à l'Agence de suivre les traces de l'argent pour s'assurer que les renseignements recueillis au moyen de nouveaux outils électroniques permettront de percevoir



La ministre du Revenu national, Gail Shea, et le ministre d'État aux petites entreprises, Maxime Bernier, ont annoncé, hier, diverses mesures contre l'évasion fiscale.

PHOTO SEAN KILPATRICK, LA PRESSE CANADIENNE

plus d'impôts et les impôts qui sont dus », a commenté M. Bernier.

Selon certaines estimations, le fisc canadien per-

dra de 5,3 à 7,8 milliards en revenus par année à cause de l'évasion fiscale. Le mois dernier, le Consortium international de journalistes d'enquête (CIJE), dont fait partie CBC/Radio-Canada, a mis

la main sur une longue liste d'individus riches venant des quatre coins de la planète qui détiendraient des milliards de dollars dans des paradis fiscaux. Environ 450 Canadiens figurent dans cette liste, dont 46 Québécois, selon des informations publiées la semaine dernière.

À ce sujet, la ministre Gail Shea a indiqué que son ministère tente par tous les moyens d'obtenir les noms de cette liste, quitte à s'adresser aux tribunaux.

## Compressions

Cette annonce n'a guère impressionné le Nouveau Parti démocratique (NPD),

qui a rappelé que le gouvernement Harper avait imposé des compressions de quelque 250 millions à l'Agence du revenu dans le cadre de sa lutte contre le déficit. Ces compressions ont entraîné la perte d'environ 3000 postes dans ce ministère.

« Maxime Bernier nous annonce qu'il veut constituer une équipe pour lutter contre l'évasion fiscale. Mais il y a deux semaines, ils ont commencé à démanteler l'équipe qui s'occupait de l'évasion fiscale. Ils ont coupé des centaines de millions et, aujourd'hui, ils ajoutent des peanuts », a affirmé le chef du NPD, Thomas Mulcair.

## DIRECTIVE EUROPÉENNE SUR LES CARBURANTS

# Joe Oliver est convaincu d'avoir marqué des points

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Certains membres de l'Union européenne (UE) se montrent ouverts à repenser une directive projetée sur les carburants qui « discriminerait » le pétrole canadien, a affirmé hier le ministre des Ressources naturelles, Joe Oliver.

Le ministre a poursuivi sa tournée européenne à Bruxelles dans l'espoir de convaincre les dirigeants européens de renoncer à une nouvelle norme qui classera le pétrole dérivé des sables bitumineux comme l'un des plus polluants du monde. Cette politique ferait en sorte que le brut canadien serait taxé davantage s'il devait être exporté en Europe.

## Conversations « encourageantes »

M. Oliver martèle depuis des mois que cette directive aurait pour effet de « discriminer » le pétrole canadien dérivé des sables bitumineux.

Au fil de sa tournée, qui a débuté lundi, M. Oliver dit avoir eu plusieurs conversations « encourageantes » qui le portent à croire que les dirigeants de l'UE sont sensibles à ses arguments. Il n'a toutefois pas voulu

préciser quels pays se montrent ouverts à changer d'avis.

« Je sais qu'au moins un pays est passé du camp du « oui » au camp du « non » et d'autres y réfléchissent beaucoup », a-t-il dit. Ce sont des sortes d'indications.

Le Canada envisage de porter plainte à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) si l'UE adopte la directive.

## Pas question de discriminer

Au bureau de la commissaire européenne à l'Action pour le climat, Connie Hedegaard, on dit être en voie

## « Je sais qu'au moins un pays est passé du camp du « oui » au camp du « non » et d'autres y réfléchissent beaucoup. »

— Joe Oliver, ministre des Ressources naturelles du Canada

de terminer l'évaluation de la directive sur les carburants.

Le porte-parole de la commissaire, Isaac Valero-Ladron, a indiqué à *La Presse* que la définition de « bitume naturel »

à laquelle s'oppose Ottawa n'a pas été conçue pour cibler le pétrole canadien, car certains bruts produits au Venezuela tombent dans cette catégorie.

« Donc clairement, cette mesure ne discrimine pas contre les sables bitumineux canadiens », a résumé M. Valero-Ladron dans un courriel.

## Al Gore

Le ministre Oliver a relancé la polémique commencée ce week-end par l'ancien vice-président américain, Al Gore. Celui-ci a affirmé que le boom pétrolier lié aux sables bitumineux va nuire au Canada en fin de compte.

Cette industrie, a-t-il dit, « va ajouter au rejet imprudent de pollution dans l'atmosphère, comme si c'était un égoût à ciel ouvert ».

Après avoir accusé M. Gore d'avoir tenu des propos « inexacts » et « exagérés », lundi, M. Oliver a cette fois braqué ses canons sur le chef néo-démocrate Thomas Mulcair, à qui il reproche d'avoir endossé les propos de M. Gore.

« En soutenant des étrangers qui attaquent le Canada, il travaille activement contre les intérêts du Canada », a dénoncé M. Oliver.

## Ottawa Colis suspect découvert

La police d'Ottawa et la Gendarmerie royale du Canada enquêtaient hier sur un colis suspect découvert devant le quartier général de la Défense nationale. L'affaire a débuté en fin d'après-midi, mardi, lorsque l'objet a été trouvé devant la partie nord du bâtiment, au centre-ville d'Ottawa. Une analyse aux rayons X a révélé qu'il contenait un chronomètre

et un détonateur, ce qui porte la police d'Ottawa à croire qu'il pourrait s'agir d'un engin explosif improvisé. Une équipe spécialisée dans les explosifs a retiré le colis des lieux à l'aide d'un robot et l'a neutralisé avec un jet d'eau de haute puissance, a indiqué Jean-Paul Vincelette, porte-parole du Service de police d'Ottawa.

— Martin Croteau

## Centre des sciences de Montréal Julie Payette nommé directrice

L'ex-astronaute Julie Payette est de retour au pays pour occuper le poste de directrice du Centre des sciences de Montréal, situé dans le Vieux-Port. M<sup>me</sup> Payette entrera en fonction le 15 juillet. Cette Montréalaise d'origine est ingénieure de formation. Elle a fait deux vols dans l'espace pour la construction de la

Station spatiale internationale (ISS), en 1999 et en 2009. Elle a été astronaute en chef de l'Agence spatiale canadienne de 2000 à 2007. Le Centre des sciences, qui propose plusieurs expositions et possède une salle de cinéma IMAX, accueille plus 700 000 visiteurs par année.

— Annabelle Blais

## Rappel Du métal dans du salami

L'entreprise montréalaise Viandes Nada Import-Export inc. procède au rappel de paquets de salami de poulet qui pourrait contenir des particules de métal. L'entreprise ainsi que le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et la Division de l'inspection des aliments de la Ville de Montréal mettent en garde la population et l'avisent de ne

pas consommer ce produit qui présente un risque pour la santé. Le rappel concerne le salami de poulet, de format 350 grammes, vendu dans la région Montréal et étiqueté « LES VIANDES NADA ». Il vise les produits dont la date limite de conservation (« meilleur avant ») se situe entre le 1<sup>er</sup> juillet 2013 et le 3 août 2013 inclusivement.

— Annabelle Blais

# LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

LA PRESSE



RADIO | TÉLÉVISION | INTERNET

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÎT DE L'EFFORT

Retrouvez la personnalité de la semaine et aussi celles des semaines précédentes sur [lapresse.ca/personnalite](http://lapresse.ca/personnalite)

Partenaires de l'excellence

AIR CANADA

RioTintoAlcan

Financière Manuvie

Pour votre avenir™

**LES AILES DE LA MODE**

# CÉLÉBRATION DE GRANDE OUVERTURE

**VENEZ CÉLÉBRER DANS TOUS NOS MAGASINS!  
GRANDE OUVERTURE LES AILES DE LA MODE À CHATEAUGUAY**

pour  
**Maman**  
avec  
**Amour**

Tout le magasin

**50%**  
de rabais

sur le plus bas prix étiqueté\*

2 / 30\$ Mix & Match!  
Cardigans  
Jupes en coton  
Hauts en chiffon  
Hauts bohémiens  
Vestes en tricot ouverte

3 / 30\$ Mix & Match!  
Echarpes  
Coffret de parfum  
Sandales  
Ballerines  
Souliers en Tissus  
Bijoux  
Ceintures  
Sacs-à-main designer  
Hauts à paillettes  
Hauts habillés imprimés  
Leggings imprimés

Juste à temps pour la fête des mères. Nous avons le cadeau idéal pour maman.

**AILES**  
LES AILES DE LA MODE

CENTREVILLE  
COMPLEXE LES AILES  
677 STE-CATHERINE OUEST

BROSSARD  
MAIL CHAMPLAIN  
2151 BOUL LAPINIÈRE

STE-FOY  
PLACE STE-FOY  
2450 BOUL LAURIER

**NOUVEAU  
EMPLACEMENT!**  
CHATEAUGUAY  
CENTRE RÉGIONAL  
200 BOUL D'ANJOU

\* Rabais sur le plus bas prix étiqueté. Sur marchandise sélectionnée. Des exceptions peuvent s'appliquer, voir détails en magasin. \* Ne peut pas être jumelé avec une autre offre. La sélection peut varier par magasin.

## SANTÉ

# Petit somme réparateur

Détrompez-vous, la sieste n'est pas que pour les paresseux. Un roupillon d'à peine 20 minutes peut accroître notre performance au travail et compenser des nuits trop courtes. Et si nous troquions momentanément le clavier contre l'oreiller?



SOPHIE ALLARD

C'est presque inévitable: après le lunch, le coup de barre survient, et ce, parfois avec intensité. Devant l'ordinateur, les paupières s'alourdissent. Les doigts s'empêtrent sur le clavier. L'esprit vagabonde: des images de plage, de hamac et de couverture moelleuse s'enchaînent. Qu'est-ce qu'on donnerait pour « piquer un p'tit somme »!

La sieste est plutôt mal vue chez l'adulte. Pourtant, elle n'en est pas moins bénéfique, selon les scientifiques, et pourrait bientôt être la norme. « Peu importe leurs besoins personnels, nous constatons que, de nos jours, les gens dorment au moins une heure de moins que ce dont ils ont besoin et que cela a des conséquences », indique le docteur Pierre Mayer, directeur de la clinique du sommeil de l'Hôtel-Dieu du CHUM et auteur du livre *Dormir, le sommeil raconté*. Ce manque de sommeil est la première cause de somnolence. Qui dit somnolence dit perte de vigilance et baisse de productivité.

Lorsque manque de sommeil et boulot exigeant vont de pair, le risque d'erreur, voire d'accident, augmente. Ça donne parfois lieu à des catastrophes. Selon les commissions d'enquête, la somnolence expliquerait notamment l'explosion du réacteur nucléaire de Tchernobyl et celle de la navette Challenger. « C'est comme être en état d'ébriété », affirmait en entrevue le Dr Mayer, l'an dernier, lors de la sortie de son livre.

« Chez les adultes en manque de sommeil, la sieste aide assurément à compenser », affirme la docteure Diane B. Boivin, directrice du Centre d'étude et de traitement des rythmes circadiens humains à l'Institut universitaire en santé mentale Douglas. C'est particulièrement vrai pour les

travailleurs de nuit, à qui l'on recommande des siestes préventives avant un quart de travail. La sieste peut améliorer la performance et la vigilance pendant plusieurs heures. Quand la fatigue s'installe, il peut aussi être bon de faire une sieste récupératrice pour rétablir l'état d'alerte. »

#### Prendre un moment de recul

Qu'en est-il des travailleurs de jour? « Il est prouvé qu'une sieste a un effet bénéfique sur certaines capacités cognitives, telles que la mémoire et le temps de réaction. Par exemple, les contrôleurs aériens qui font la sieste voient leur concentration et leur état d'alerte améliorés », explique Denis Morin, professeur en gestion des ressources humaines à l'École des sciences de la gestion de l'UQAM. La sieste est aussi bonne pour l'humeur et contre le stress. Selon une étude américaine publiée en 2012, un roupillon d'à peine 8,4 minutes a un effet revigorant!

« Faire une courte sieste le jour peut améliorer la créativité au travail, ajoute Diane B. Boivin. Les gens croient à tort qu'ils sont productifs parce qu'ils roulent à vive allure toute la journée sans s'arrêter. Certains mangent même devant leur ordinateur, c'est très mauvais et très fatigant pour le cerveau. »

Si la sieste est si bénéfique, pourquoi n'est-elle pas valorisée dans les entreprises? « Dans un monde où la performance est mise de l'avant, la sieste au travail est perçue comme une perte de temps, dit Denis Morin. On veut maximiser chacune des minutes au bureau. Les travailleurs qui osent prendre un moment pour s'assoupir sont vus comme des paresseux. La dimension culturelle est extrêmement importante. »

#### La sieste oui, mais pas pour tout le monde

En Espagne et en Italie, la tradition de la sieste, même si elle semble s'étioler, demeure présente. En Chine, le droit à la sieste (*xiu-xi*) fait partie du droit constitutionnel

pour tous les travailleurs depuis 1949, tandis qu'au Japon, les grandes entreprises obligent les employés à faire un somme pour améliorer la productivité en soirée. Dans les années 80, les Péruviens ont même fait la grève (avec succès!) pour s'opposer à la suppression de la pause légale de la sieste chez les fonctionnaires, selon ce que rapporte *Libération*.

Denis Morin croit néanmoins que la sieste finira par trouver sa place dans les milieux de travail québécois propices. « On valorise de plus en plus le bien-être des employés. On leur propose des services de massothérapie sur chaise, des salles de détente et de conditionnement physique. Dans 20 ans, je crois que la sieste sera incluse dans plusieurs organisations. La main-d'œuvre est vieillissante et, à 60 ans, on n'a pas l'énergie de nos 20 ans! »

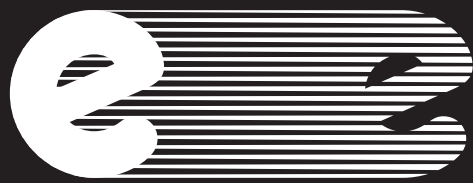
Attention, la sieste n'a pas que des bienfaits. « Il faut décourager la sieste chez certaines personnes, comme les patients au sommeil excessif lié à un tableau dépressif, souligne Diane B. Boivin. Les patients qui souffrent d'insomnie ou qui peinent à s'endormir auraient plutôt avantage à faire du ménage dans leurs habitudes de sommeil. L'accumulation de fatigue au cours de la journée est un mécanisme important qui nous permet de nous endormir le soir suivant. » Si on bouleverse notre cycle veille-sommeil, on peut facilement aggraver nos problèmes de sommeil. Plus la sieste est longue et tardive, plus l'impact sera grand.

« Il faut comprendre qu'il y a des différences individuelles dans la capacité de faire une sieste dans la journée, dit l'experte. Certaines personnes ont une capacité de sommeil assez surprenante, tandis que d'autres ont un tonus d'éveil plus fort et ont tendance à avoir un sommeil plus fragile et plus de difficulté à s'endormir. »

Faite pour nous, la sieste? Allez, on teste! Prière de ne pas déranger: roupillon en cours. Zzz....

votre spécialiste depuis 1985

boutique



endurance

6579, Saint-Denis, Montréal  
T. 514.272.9267

La passion  
court...



# Où faire la sieste dans le monde?

SOPHIE ALLARD

## En plein ciel!

Pour la modique somme de 15 000\$ par personne, on peut réserver une chambre avec lit à deux places à bord du nouvel appareil A380 de Singapour Airlines et dormir à 39 000 pieds au-dessus du sol. Parcourir la moitié du globe, entre New York et Singapour, confortablement enfoui sous les couvertures, ça n'a pas de prix, non? À noter: les ébats sont interdits!

ZZZZZZ

## Au bar à sieste

Le Zzz Zen - Bar à sieste, dans le 2<sup>e</sup> arrondissement de Paris, se présente comme un centre de relaxation. On y propose une « micro-sieste » de 15 minutes ou une « sieste royale » de 45 minutes. Le roupillon se fait sur un fauteuil apesanteur ou sur un lit massant shiatsu. Le prix? De 12 à 27 euros.

## Dans un cocon

Un centre de conditionnement physique de Charlotte, en Caroline du Nord, offre une classe de... sieste! Après des exercices de relaxation, les participants s'installent dans des hamacs de soie suspendus au plafond et, au son d'une musique apaisante, ils sont invités à s'assoupir pendant 25 minutes.

## Bientôt à Harvard?

Une pétition de plusieurs centaines d'étudiants de l'Université Harvard a circulé en février pour l'aménagement d'une salle de repos sur le campus, comme celle de l'Université du Colorado, à Boulder. En attendant une réponse de la direction, l'instigatrice Yuqi Hou a dessiné une carte des endroits propices à la sieste sur le campus. Selon un sondage maison, 21% des étudiants souffrent d'un manque de sommeil.

## Dans une boîte

De plus en plus de terminaux d'aéroport sont munis de minuscules cabines de repos qui permettent de relaxer entre deux vols: SnoozeCubes <http://www.snoozecube.com> (Dubai), Minute Suites <http://minutesuites.com/> (Atlanta, Philadelphie), Yotel (Londres, Amsterdam), Sleep Box (Moscou). La NapCab est offerte à Munich au coût de 30 euros pour deux heures avec lit confortable et commodités pour travailler, écouter de la musique et un réveil-matin. Toute bonne chose a une fin!



Je prends  
MaSanté en main.

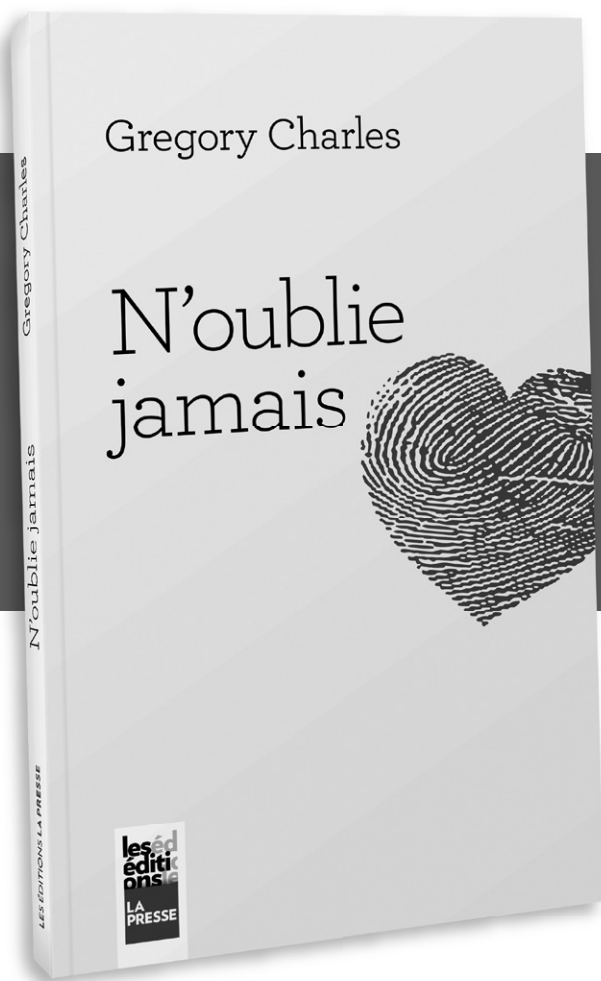
- + Dossiers
- 🔄 Renouvellements
- 🕒 Rappels

Seulement chez

 Brunet

Inscrivez-vous en succursale ou sur [Brunet.ca/lapresse](http://Brunet.ca/lapresse)

Des livres pour plaire  
à toutes les mamans

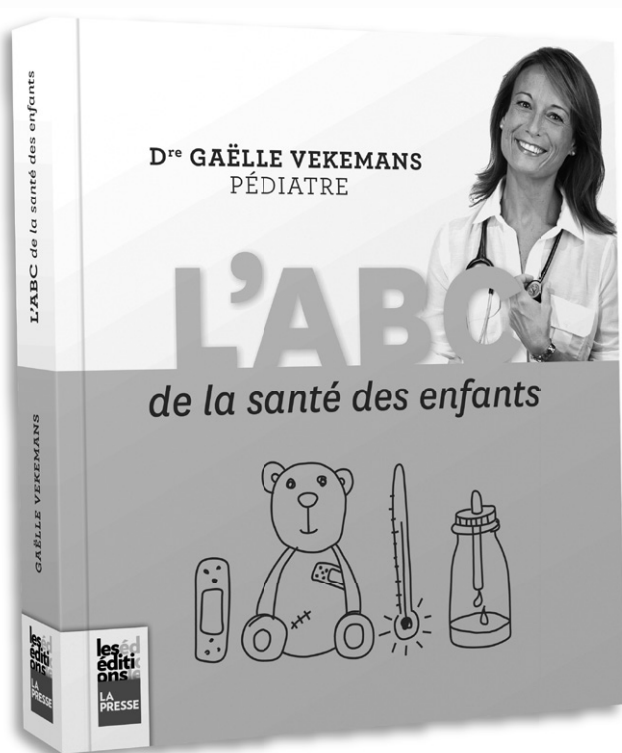


« Un portrait de ma mère.  
Un récit de ma jeunesse.  
Une cassette indestructible  
pour que ma fille n'oublie jamais. »

- Gregory Charles

« C'est le récit touchant d'un lien d'amour  
entre une mère et son fils, mais aussi celui  
de la promesse d'un amour tout aussi fort  
entre un père et sa fille... »

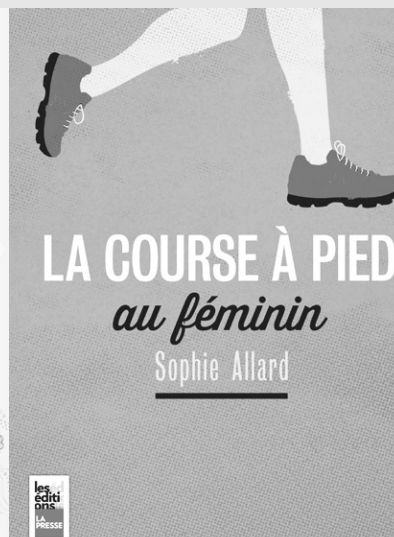
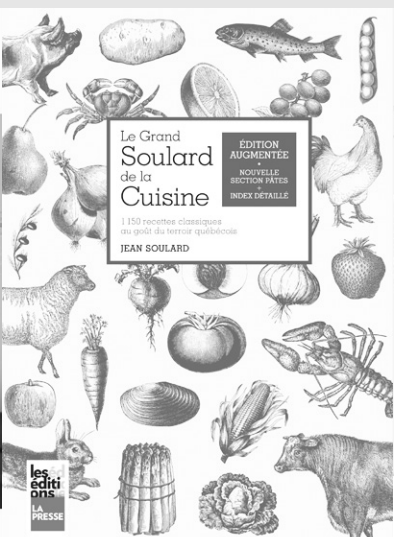
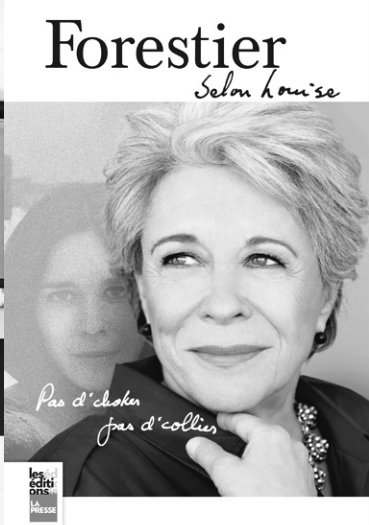
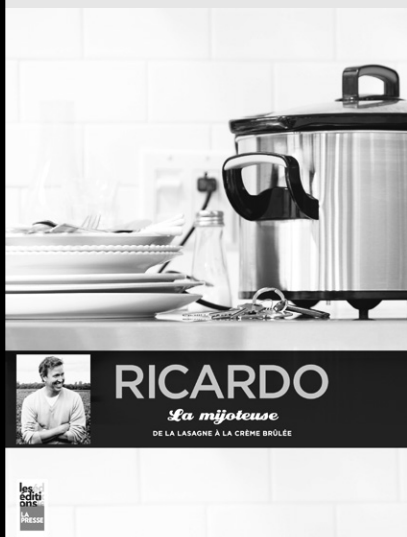
- Julie Bosman, 7 jours



## LA NOUVELLE RÉFÉRENCE

Pour tout savoir sur  
la santé des enfants  
de 0 à 16 ans

« Super bien fait et vraiment  
pratique à avoir à la maison »  
- Véronique Cloutier



leséd  
éditions  
LA  
PRESSE

Offerts en librairie ou sur [librairie.lapresse.ca](http://librairie.lapresse.ca)

Déficit des caisses de retraite dans le secteur municipal

# La CAQ veut laisser le pouvoir aux villes

DENIS LESSARD  
EXCLUSIF

QUÉBEC — Le fardeau des déficits des caisses de retraite étrangle les finances municipales. Les villes devraient donc pouvoir fixer les conditions pour permettre le retour à l'équilibre des fonds de pensions de leurs employés, estime le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault.

Dans un discours qu'il doit prononcer aujourd'hui au congrès de l'Union des municipalités, M. Legault définit les paramètres d'un retour à l'équilibre pour les caisses de retraite dans le secteur municipal. À Montréal, le déficit accumulé du régime atteindra cette année 584 millions, soit 12 % du budget de la Ville. Dans l'ensemble des municipalités, le déficit des régimes totalise 4 milliards, rappelle M. Legault, qui cite le récent rapport du comité présidé par Alban D'Amours.

## Projet de loi

Selon la CAQ, le gouvernement Marois devrait déposer dès l'automne un projet de loi – afin de l'adopter avant la fin de l'année –, une politique qui respecterait la capacité de payer des contribuables et l'équité intergénérationnelle. Pour la CAQ, il faut cesser de « pelleter le problème en avant » ; le

retraite sur les 15 prochaines années.

« Si les parties sont incapables d'en arriver à une entente au bout d'un an, alors les municipalités devraient avoir le pouvoir de fixer les conditions pour sauvegarder les caisses de retraite », affirme M. Legault. Pas question, toutefois, de chambarder le régime – un régime à presta-

« Ce sont les municipalités, qui représentent tous les citoyens, qui doivent agir dans l'intérêt public. »

— François Legault, chef de la CAQ

parti met de l'avant une solution pour « encourager les solutions négociées tout en garantissant que le résultat serait responsable ».

La commission D'Amours proposait que les villes et leurs employés aient trois ans pour négocier – à défaut d'entente, la Ville pourrait alors, unilatéralement, imposer des règles différentes sur l'indexation des régimes. Pour François Legault, les deux parties devraient s'entendre d'ici un an, soit en 2014, pour trouver une façon de rééquilibrer le fonds de

tions déterminées ne pourra être transformé en régime à cotisations déterminées sans l'aval des salariés. Pas question non plus de mesures rétroactives, inéquitables pour les ex-salariés.

Au bout du compte, « ce sont les municipalités, qui représentent tous les citoyens, qui doivent agir dans l'intérêt public. Et il ne fait aucun doute qu'en ce moment, au Québec, l'intérêt public exige qu'on s'attaque énergiquement aux déficits des caisses de retraite », prévient le chef caquiste.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault.

Union Montréal

## Autre vague de départs

CAROLINE D'ASTOUS

À la suite de nombreux départs au cours de la dernière année, le parti de l'ex-maire Gérard Tremblay, Union Montréal, pourrait maintenant perdre son statut de parti majoritaire.

Selon Radio-Canada, six élus pourraient claquer la porte du parti dès aujourd'hui, dont Richard Deschamps, chef du parti et conseiller municipal dans l'arrondissement de LaSalle.

Les autres proviendraient du même arrondissement. Il s'agirait de Manon Barbe, mairesse depuis 2003, des conseillers de ville Alvaro Farinacci et Josée Troilo ainsi que des deux conseillers d'arrondissement Laura-Anne Palestin et Vincenzo Cesari.

Invitée à commenter la rumeur, la directrice générale d'Union Montréal, Louise Fournier, s'est montrée avare de commentaires. « Je n'ai pas reçu de lettres de démission pour le moment, a-t-elle dit. Dans le cas de M. Deschamps, il ne peut pas démissionner comme ça à titre de chef de parti. »

Par contre, M<sup>me</sup> Fournier confirme qu'elle donnera « incessamment » une conférence de presse afin de faire une annonce. Elle a refusé de donner plus de détails.

### Dauphin démissionne

En plus des six élus de LaSalle, le maire de



PHOTO IVANOVAH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

Selon Radio-Canada, six élus pourraient claquer la porte du parti dès aujourd'hui, dont Richard Deschamps, chef du parti et conseiller municipal dans l'arrondissement de LaSalle.

l'arrondissement de Lachine, Claude Dauphin, a confirmé à *La Presse* qu'il a remis sa lettre de démission à titre d'élu d'Union Montréal hier après-midi. Selon nos informations, les élus d'Union Montréal tiendront un caucus aujourd'hui à l'heure du midi.

Avec ces nouveaux départs, Union Montréal se retrouve avec 11 élus au conseil municipal, dont

4 maires. C'est maintenant ce parti qui forme l'opposition officielle, puisqu'il est le deuxième groupe d'élus, derrière Vision Montréal, de Louise Harel. Union Montréal conserve en outre 18 conseillers d'arrondissement.

Lors des élections de 2009, le parti de Gérard Tremblay avait fait élire 66 des 103 conseillers de Montréal. Trois ans et demi plus tard, ils ne sont plus que 24.

## Un « bureau d'évaluation des prix » pour lutter contre la collusion

KARIM BENESEAIEH

L'Union des municipalités du Québec (UMQ) propose une solution simple, voire « simpliste » pour contrer la collusion: mettre sur pied un bureau d'évaluation des prix. Cet organisme aurait la tâche de compiler tous les contrats attribués par les municipalités, ce qui permettrait des comparaisons entre les prix offerts par les entreprises.

« Ce n'est pas compliqué: s'il y a des écarts, j'ai alors l'information pour me questionner, a expliqué hier en point de presse Éric Forest, président de l'UMQ et maire de Rimouski. On n'a pas actuellement la capacité de tout contre-vérifier. Les éléments sont déjà là, on est obligés d'envoyer au Ministère tous les contrats qu'on donne. »

M. Forest a fait cette déclaration en prévision des assises de l'UMQ, qui réuniront 1500 élus, experts et intervenants municipaux à Montréal d'ici la fin de la semaine. La demande de création d'un bureau d'évaluation des prix est faite depuis 2009 auprès de Québec, précise M. Forest, qui trouve « difficile à expliquer » le fait qu'elle ne soit pas retenue.

« Mettons que ça se passe lentement. Ça n'implique pourtant aucun débours. Il y a parfois des solutions simples, appliquons-les. Ce sont des fonds publics, c'est toujours le même payeur. »

### Impôts fonciers inéquitables

À l'occasion de son assemblée, l'UMQ mettra de l'avant sa demande traditionnelle de sources de financement diversifiées. On souhaiterait obtenir une part de la taxe de vente du Québec pouvant aller jusqu'à 0,75 %, ce qui représenterait 900 millions dans les coffres des municipalités. Ce dossier est l'un des enjeux majeurs actuellement négociés avec Québec dans le cadre de l'Entente fiscale, qui devrait être finalisée d'ici le mois d'août.

« Il y a parfois des solutions simples, appliquons-les. Ce sont des fonds publics, c'est toujours le même payeur. » — Éric Forest, président de l'UMQ

« On est actuellement dans une dynamique de quémandage, où les municipalités sont les créatures de l'État, dit M. Forest. On croit que l'avenir du Québec passe par un partenariat dans le respect. »

L'impôt foncier, d'où proviennent près des trois quarts des revenus des municipalités, est devenu « inéquitable », puisque le fardeau a été transféré vers le secteur résidentiel, précise-t-il.

DU 6 AU 11 MAI 2013,  
NOUS PAYONS  
LA TPS  
SUR TOUS  
LES PRODUITS  
**Nikon**

LE 11 MAI DE 9H À 17H,  
VENEZ RENCONTRER  
LE REPRÉSENTANT ET  
LE TECHNICIEN NIKON

Nettoyage gratuit de capteur DX  
Venez voir les objectifs et boîtiers DSLR  
Démonstration de la technologie Wifi

COURS SUR LE SYSTÈME  
DE FLASH NIKON I-TTL  
AVEC MODÈLE

De 9h à 12h et de 13h30 à 16h30

Apportez votre boîtier  
et essayez le système!

PROMOTION  
SPÉCIALE



À L'ACHAT DU D800  
OBTENEZ LA POIGNÉE  
D'ALIMENTATION MB-D12  
POUR 99<sup>99</sup>

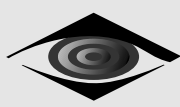
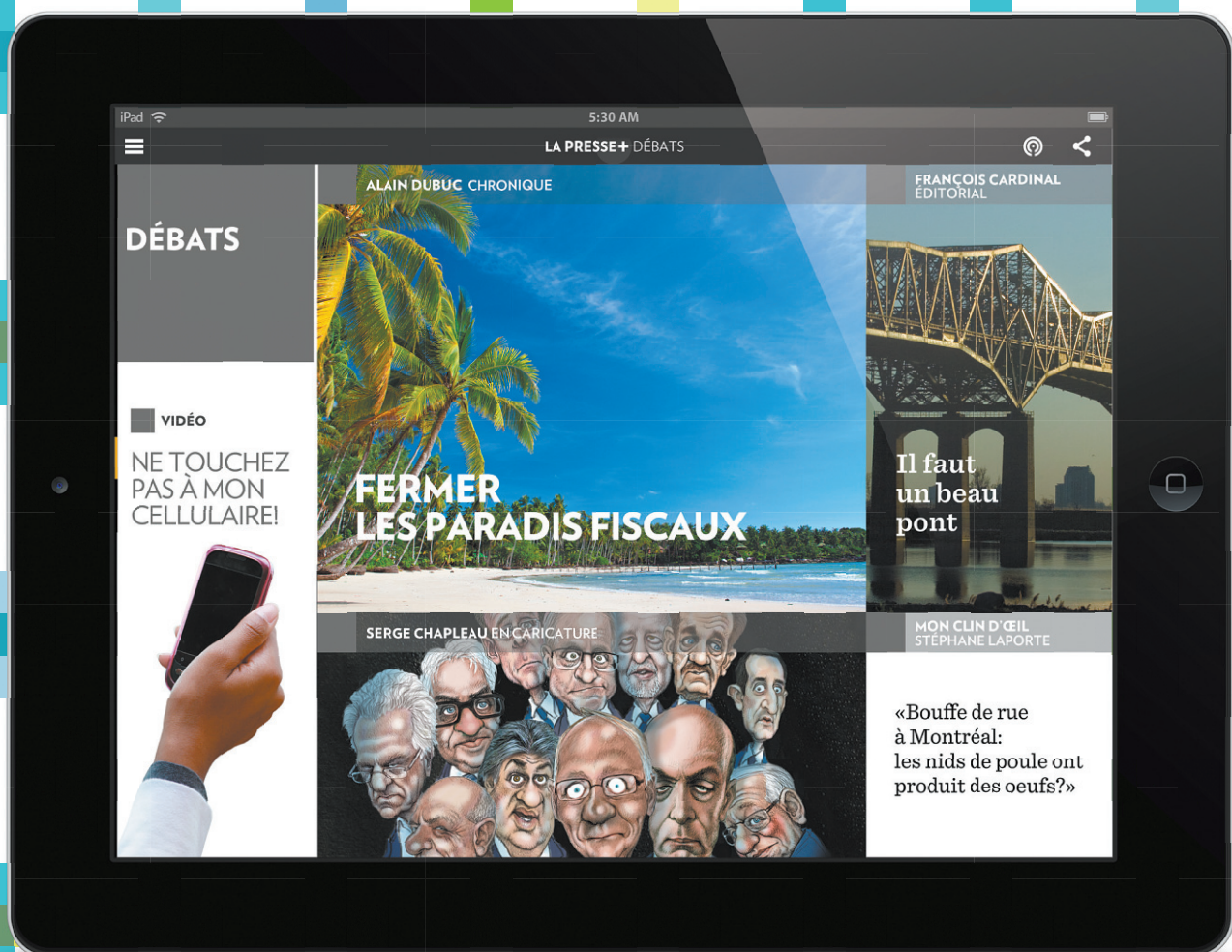


photo CDM.com

241, rue St-Georges, St-Jérôme  
450 432-3030



# PARCE QUE VOUS VOULEZ VOIR L'INFO AUTREMENT



LIVRÉE **GRATUITEMENT**  
TOUS LES MATINS AVANT 5H30

La Presse+ redéfinit votre façon de vous informer.  
Un format unique et novateur conçu pour lire vos contenus préférés sur iPad.  
Un contenu riche en images interactives, vidéos et galeries photos.  
Une expérience conviviale pour apprécier chaque moment de lecture.

Découvrez-en plus sur [LaPressePlus.ca](http://LaPressePlus.ca)



iPad est une marque de commerce d'Apple Inc., déposée aux États-Unis et dans d'autres pays. App Store est une marque de service d'Apple Inc.



# Retour en famille après 10 ans d'horreur

## Ariel Castro accusé d'agressions sexuelles et d'enlèvements

Deux jours après avoir été libérées de la geôle de leur bourreau, deux des trois femmes qui étaient détenues dans la maison d'Ariel Castro, accusé hier d'enlèvements et d'agressions sexuelles, sont retournées dans leur maison familiale. Une foule de voisins, journalistes et curieux était amassée devant les résidences, décorées de dizaines de ballons et banderoles. Retour sur une journée forte en émotions, où les proches des victimes ont demandé à l'unisson, voix chancelantes et bonheur palpable, qu'on leur donne du temps pour vivre ces retrouvailles.



PHOTO EMMANUEL DUNAND, AFP

Cachant son visage, Gina DeJesus lève le pouce en arrivant à la maison familiale après 10 ans de captivité.



HUGO PILON-LAROSE

L'ancien chauffeur d'autobus Ariel Castro, qui aurait détenu trois femmes dans sa maison de Cleveland pendant près de 10 ans, a été formellement inculpé, hier, d'enlèvements et de viols. Il pourrait faire face à d'autres accusations, a annoncé le procureur en chef de la Ville de Cleveland, Victor Perez.

Pour l'instant, aucune accusation n'est portée contre ses deux frères, Pedro et Onil, qui ont aussi été arrêtés par les autorités lundi soir.

Les deux hommes demeureront toutefois détenus pour l'instant. M. Perez a indiqué que les autorités ne croient pas que Pedro et Onil étaient de connivence avec leur frère Ariel, qui collabore désormais avec la police dans l'enquête. Selon les informations divulguées hier, Ariel Castro aurait agressé sexuellement ses trois prisonnières, Amanda Berry, Gina DeJesus et Michelle Knight.

### Retour à la maison

Plus tôt dans la journée, des centaines de voisins, de curieux et de journalistes ont envahi le secteur où deux des trois jeunes femmes séquestrées pendant près d'une décennie sont revenues, hier. Quand Amanda Berry, puis Gina DeJesus sont arrivées, on a entendu des applaudissements et des cris de joie.

« Nous sommes très contents qu'Amanda et sa fille [Jocelyn, née pendant sa captivité] soient de retour à la maison. J'aimerais remercier le public et les médias pour leur soutien et leur courage depuis toutes ces années », a déclaré la sœur d'Amanda Berry, Beth Serrano, lors d'un bref point de presse tenu devant la maison, hier matin.

« C'est un jour joyeux et aussi triste pour Amanda, car sa maman n'est plus là », a-t-elle précisé. Sa mère, Louwana Miller, est morte en 2006 « de chagrin », ont indiqué ses proches.

« Il n'y a pas de mots assez forts pour exprimer notre joie par rapport au retour dans la famille de Gina, mais aussi d'Amanda Berry, de sa fille et de Michelle Knight. »

— Sandra Ruiz, tante de Gina DeJesus

« Il n'y a pas de mots assez forts pour exprimer notre joie par rapport au retour dans la famille de Gina, mais aussi d'Amanda Berry, de sa fille et de Michelle Knight. Elles font toutes partie de notre famille maintenant », a pour sa part affirmé Sandra Ruiz, tante de Gina DeJesus, lorsque celle-ci est revenue chez elle, plus tard dans la journée.

« Je ne peux pas décrire la joie que c'est de la voir, de savoir qu'elle est là. C'est mon plus beau cadeau de fête des Mères », a dit sa mère, Nancy Ruiz, la voix tremblotante.

Amanda Berry, 27 ans, a été la première à revenir chez elle, hier matin. Elle est arrivée à bord d'une camionnette grise, accompagnée de sa fille de 6 ans. Le balcon de la maison était plein de couleurs, avec des dizaines de ballons et de banderoles installés près d'une grande affiche sur laquelle on pouvait lire: « Welcome Home, Amanda ».

Gina DeJesus, 23 ans, a eu droit à un accueil similaire, plus tard dans la journée. La jeune femme est arrivée à bord d'une fourgonnette noire. Elle est sortie, entourée des siens, portant un gilet vert éclatant, cachant son visage et sa tête.

Michelle Knight, la troisième femme libérée lundi de la maison d'Ariel Castro, est pour sa part toujours en observation à l'hôpital. Les médecins ont déclaré que la femme de 32 ans était également en bonne santé.

### Des cordes et des chaînes

Le chef de police de la Ville de Cleveland, Michael McGrath, a indiqué au réseau de télévision américain NBC que des cordes et des chaînes ont été retrouvées dans la résidence d'Ariel Castro, où les jeunes femmes étaient détenues.

Selon lui, elles n'étaient libérées que très rarement dans la cour arrière.

— Avec l'Agence France-Presse, Associated Press, CNN et NBC

## Le frère de Michelle Knight ignorait la disparition de sa sœur

Des trois femmes qui ont été retrouvées séquestrées dans la maison d'Ariel Castro à Cleveland, une d'entre elles, Michelle Knight, n'a toujours pas reçu son congé de l'hôpital. Son frère Freddie a appris lundi que sa sœur, aujourd'hui âgée de 32 ans, était portée disparue depuis août 2002.

« I was freaking happy as hell [j'étais terriblement heureux], parce que je ne savais pas que ma sœur avait été kidnappée. Ma mère ne me dit jamais rien », a-t-il déclaré.

Le jeune homme a dit au réseau américain CNN que sa mère, Savannah Guthrie, l'a chassé de la maison familiale alors qu'il avait 14 ans. Il croyait que sa sœur était partie vivre avec le frère d'un de ses beaux-frères, et que la famille n'avait pas de numéro de téléphone pour la joindre.

Le frère de Michelle Knight s'est rendu à l'hôpital pour accueillir sa sœur. « Je lui ai donné une caresse, car c'est ce qu'elle voulait. Ma sœur va maintenant passer à autre chose, oublier le passé, commencer une nouvelle vie », a-t-il dit.

— Hugo Pilon-Larose avec CNN et NBC

SES PARTISANS L'ACCLAMENT À PORT-AU-PRINCE

# Aristide témoigne dans une enquête pour meurtre

AGENCE FRANCE-PRESSE

PORT-AU-PRINCE — L'ancien président d'Haïti Jean-Bertrand Aristide a été entendu pendant deux heures comme témoin dans l'enquête sur l'assassinat d'un journaliste en 2000, l'occasion pour ses partisans de manifester aux portes du tribunal.

Aristide n'a fait aucune déclaration à son arrivée ni à sa sortie du tribunal, où il a été entendu par le juge Ivikel Dabrézil, chargé d'enquêter sur le meurtre en avril 2000 du journaliste Jean Dominique.

Ses partisans massés sur l'avenue menant au palais de justice l'ont acclamé à sa sortie, tandis que plusieurs milliers d'autres militants ont manifesté dans les rues de Port-au-Prince en clamant « Aristide est le plus fort ».

L'ancien président est toujours populaire dans les quartiers pauvres de Port-au-Prince.

### Toujours populaire

« C'est un phénomène. Plus de 20 ans après son élection, il continue de mobiliser les foules », avait estimé avant l'audition l'ancien sénateur Gérard Gilles, en signalant la présence de centaines de sympathisants d'Aristide près du tribunal.

« Nous nous préparons à aller aux élections. Cette convocation est une occasion de mobiliser nos militants », a expliqué le sénateur Francky Exius, présent au tribunal.

Des élections sénatoriales partielles et communales sont prévues d'ici la fin de l'année en Haïti.



PHOTO THONY BELIZAIRE, AFP

L'ancien président d'Haïti, Jean-Bertrand Aristide, quitte le tribunal après avoir témoigné dans l'enquête sur le meurtre du journaliste Jean Dominique, en avril 2000.

L'ancien président, dont l'audition constituait une rare sortie publique depuis son retour en Haïti en mars 2011, était accompagné au tribunal de parlementaires et d'anciens élus, sous d'importantes mesures de sécurité mises en place dans le centre de Port-au-Prince.

La rencontre avec le juge était « très détendue » et « il n'y a pas de nouvelle convocation en perspective ni de confrontation », a rapporté l'un de ses avocats, Mario Joseph.

Jean Dominique, qui avait été exilé sous le gouvernement de l'ex-dictateur Jean-Claude Duvalier, a été abattu le 3 avril 2000 dans la cour de la station de Radio Haïti-Inter dont il était le propriétaire.

Depuis 2000, pas moins de 12 juges se sont succédés dans l'instruction de cette affaire. Un autre ancien président haïtien, René Préval, a été entendu en mars par la justice, qui a aussi interrogé un ancien ministre de l'Intérieur et d'anciens responsables de la police.

Jean-Bertrand Aristide a dirigé Haïti à deux reprises. Une première fois entre 1991 et 1996, mais son mandat a été interrompu dès la première année par un coup d'État militaire. Après trois années d'exil aux États-Unis, il a été rétabli en 1994. Il est ensuite revenu à la tête du pays en 2001, mais a été contraint de démissionner en 2004 avant de passer sept ans en exil en Afrique du Sud.

CONÇUE POUR LES 9-13 ANS

Dans le cadre du **FESTIVAL PLEIN AIR ET VOYAGE**

**CHALLENGE PLEIN AIR WIXX**

**COURSE À OBSTACLES DE 2KM**

**MONTRÉAL**  
25 et 26 mai 2013

Parc Jean-Drapeau

**SURPRISES, DÉFIS, ENTRAIDE, ET PRIX DE PARTICIPATION POUR TOUS !**  
Inscriptions en cours.

**FESTIVALPLEINAIR.CA**

Wixx espaces LA PRESSE Un événement du GROUPE espaces

## LE TOUR DU GLOBE



PHOTO ASSOCIATED PRESS

## Vol de diamants Coup de filet international

Une trentaine de personnes ont été arrêtées en Belgique, en Suisse et en France dans le cadre de l'enquête sur un braquage spectaculaire à l'aéroport de Bruxelles, au cours duquel 50 millions de dollars de diamants avaient été dérobés en février. Une partie du butin a été récupérée à Genève, ainsi que 100 000 francs suisses dans une banale cave d'un immeuble. Un avocat et un homme d'affaires figurent parmi les personnes interpellées.

— Agence France-Presse



MR. HICKS

PHOTO ASSOCIATED PRESS

## États-Unis « Fiasco » au consulat de Benghazi

Trois fonctionnaires du département d'État américain ont dénoncé hier devant le Congrès le fiasco de leur administration en matière de sécurité lors de l'attaque du consulat de Benghazi, en septembre 2012, qui a coûté la vie à quatre Américains, dont l'ambassadeur en Libye. Cette audition vient s'ajouter à une longue série de témoignages et de rapports sur l'attentat de miliciens islamistes liés à Al-Qaïda.

— Agence France-Presse



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

## RDC Agressions sexuelles en série

Des soldats de l'armée régulière de la République démocratique du Congo (RDC) ont agressé sexuellement l'an dernier au moins 135 femmes ou jeunes filles quand ils se sont repliés après une avancée rebelle, selon un rapport de l'ONU. L'armée congolaise et les rebelles du M23, qui ont aussi commis des atrocités quand ils ont pris la ville de Goma, risquent d'être inculpés de crimes contre l'humanité, selon les enquêteurs des Nations unies.

— Agence France-Presse



PHOTO REUTERS

## États-Unis Jodi Arias coupable

Une Américaine de 32 ans a été reconnue coupable de meurtre prémédité hier en Arizona, au terme d'un procès à sensation qui a passionné l'Amérique durant des mois, concentrant sexe, mensonges et violence. Jodi Arias était accusée d'avoir assassiné son petit ami dans une attaque particulièrement violente où la victime était tombée sous 27 coups de couteau, d'une balle à la tête, et avait eu la gorge tranchée. L'accusée avait plaidé la légitime défense.

— Agence France-Presse

## La bataille du désert israélien

Plus de 30 000 Bédouins pourraient être forcés de quitter leur village en vertu d'un projet de loi

Le désert du Néguev, qui recouvre près de 60 % du territoire israélien, est au cœur d'un débat territorial entre les Bédouins arabes, qui y vivent depuis des décennies, et l'État hébreu. Un nouveau plan, approuvé cette semaine, ravive le débat.

LAURA-JULIE PERREAULT

Ofer Dagan, militant juif des droits civils, fait ces jours-ci l'inventaire de ses moyens: manifestation devant un ministère, formation en droits de l'homme, soutien au combat non violent des villageois. Selon lui, tout doit être mis en œuvre pour bloquer un projet de loi qui pourrait avoir un effet catastrophique sur la minorité bédouine d'Israël.

« L'idée derrière le projet de loi qui est mis de l'avant est de déplacer les Bédouins pour faire de la place pour la population juive d'Israël », déplore au téléphone le militant du Forum de coexistence du Néguev, qui s'intéresse à la question de la minorité bédouine d'Israël, forte de 200 000 âmes, depuis de nombreuses années.

Approuvé lundi par un comité ministériel, le projet de loi basé sur le « plan Begin », du nom de son auteur, sera bientôt soumis au Parlement israélien, la Knesset. Le nouveau plan, qui a pour but de modifier un précédent projet de loi, prévoit d'accorder un statut à une dizaine de villages bédouins et de reloger les habitants de quelque 40 autres communautés nomades dans sept agglomérations mises sur

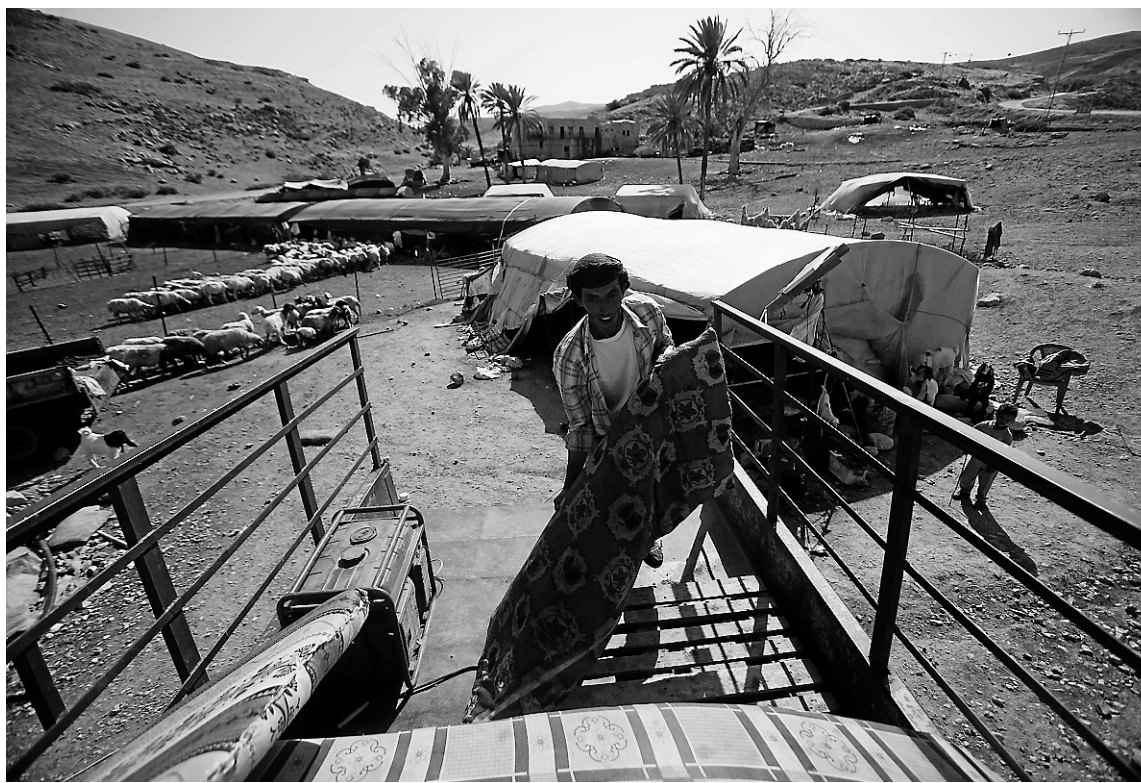


PHOTO REUTERS

Plusieurs groupes de Bédouins comptent se battre jusqu'au bout pour préserver leur mode de vie traditionnel et faire respecter leurs droits territoriaux. Israël, pour sa part, juge que les communautés visées occupent illégalement des terres appartenant à l'État, freinant du coup des plans d'expansion urbaine.

Le pied par le gouvernement israélien. En tout, de 30 000 à 45 000 Bédouins seraient touchés par cette mesure.

Si la loi est adoptée, ceux qui ont enregistré des revendications territoriales auprès des autorités israéliennes dans les années 70 recevraient une compensation – en terre et en argent – en échange de l'abandon de leurs revendications.

## Investissements massifs

Joël Simon, consul général d'Israël à Montréal, croit que le plan Begin, rédigé après trois mois de consultation de la société civile, aura un impact positif sur la minorité bédouine, l'une des plus pauvres d'Israël.

Les villages dans lesquels les Bédouins seront relogés jouiront de meilleurs services et infrastructures que les villages dans lesquels ils vivent actuellement. « On parle de 200 000 citoyens israéliens à qui l'on veut donner les mêmes possibilités de profiter de la croissance économique du pays que les autres citoyens », soutient M. Simon, en ajoutant qu'Israël insufflera près de 350 millions en cinq ans dans le développement des agglomérations gouvernementales destinées aux Bédouins.

## Fronde

Déjà, plusieurs groupes de Bédouins ont affirmé qu'ils comptent se battre jusqu'au bout pour préserver leur mode

de vie traditionnel et pour faire reconnaître leurs revendications territoriales.

Ces derniers estiment que des ententes avec l'Empire ottoman ayant précédé la création d'Israël leur confèrent le droit de vivre là où ils sont. Israël, pour sa part, juge que les communautés visées occupent illégalement des terres appartenant à l'État, freinant du coup des plans d'expansion urbaine.

Au cours des trois dernières années, un des villages bédouins, Al-Arakib, a été détruit plus de 45 fois par les forces de l'ordre israéliennes. Après chaque visite d'un bulldozer, les villageois ont reconstruit des habitations de fortune.

## LES BÉDOUINS ISRAËLIENS EN CHIFFRES

200 000  
Population de Bédouins

130 000  
Population bédouine vivant dans le désert du Néguev

115 000  
Nombre de Bédouins âgés de moins de 18 ans.

30 à 35 %  
Pourcentage de la population du Néguev qui est bédouine

Source: site de la Knesset

L'organisation Human Rights Watch s'inquiète elle aussi des conséquences du nouveau projet de loi israélien. « Des dizaines de milliers de personnes pourraient être évacuées de force de leurs terres. Cela peut venir avec de sérieuses violations de leurs droits », estime Bill Van Esfeld, qui a visité plusieurs communautés bédouines jugées illégales et s'inquiète de la discrimination que subit la minorité. « Dans certains cas, les autorités ont donné leur accord pour que de nouvelles communautés juives soient bâties sur les ruines des anciennes communautés bédouines. L'argument selon lequel les droits de tous sont traités de manière équitable est ridicule. »

Condamnation de Silvio Berlusconi pour fraude fiscale

## Peine confirmée, emprisonnement improbable

AGENCE FRANCE-PRESSE

ROME — La Cour d'appel de Milan a confirmé une peine de prison d'un an et une interdiction d'exercice de toute fonction publique contre l'ancien chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi, condamné pour fraude fiscale dans l'affaire Mediaset.

La Cour « déclare inadmissible le recours en appel » et « confirme la peine prononcée » en première instance. L'automne dernier, le tribunal de Milan avait prononcé une peine de quatre ans, réduite immédiatement à un an en vertu d'une amnistie, et avait interdit au Cavaliere d'exercer une fonction publique pendant cinq ans.

Les proches de Silvio Berlusconi sont immédiatement montés au créneau pour dénoncer, comme Renato Schifani, chef de file de son parti PDL au Sénat, « une persécution judiciaire contre un dirigeant qui a recueilli [aux dernières élections législatives de fin février] les suffrages de 10 millions d'électeurs ».

L'application de la sentence est suspendue à un probable recours en appel des avocats du Cavaliere, âgé de 76 ans.

## Fin de la prescription

Selon les médias, de toute façon, les accusations de fraude fiscale à l'encontre de M. Berlusconi seront prescrites entre la fin 2013 et début 2014.

Tout cela rend donc hautement improbable une mise derrière les barreaux de M. Berlusconi, d'autant plus que ce dernier serait de toute façon dispensé d'exécuter cette peine en raison de son âge.

Dans ce procès, Silvio Berlusconi était accusé d'avoir artificiellement « gonflé » le prix des droits de diffusion de films, achetés par l'entremise de sociétés-écrans lui appartenant, au moment de leur revente à son empire audiovisuel Mediaset.

Le groupe aurait ainsi constitué des caisses noires à l'étranger et réduit ses bénéfices en Italie pour payer moins d'impôts.

Le manque à gagner pour le fisc italien a été évalué à 7 millions d'euros.



PHOTO GIAMPIERO SPOSITO, REUTERS

Silvio Berlusconi ne devrait pas se retrouver derrière les barreaux, en raison des délais judiciaires qui s'étirent et de son âge avancé.

# La Libye, en pièces détachées



**AGNÈS GRUDA**  
CHRONIQUE

C'est Mustafa qui vient me reconduire à l'aéroport le jour de mon départ de Benghazi, la grande ville de l'est de la Libye. Mustafa est un étudiant en médecine qui aspire à devenir chirurgien. Pour l'instant, il fait un stage en gynécologie. Ça ne lui plaît pas beaucoup. C'est qu'il a peur, après, de ne plus aimer les femmes...

Mustafa me sert d'interprète et de fixer, comme on dit dans le jargon journalistique. C'est mon ouvreur de portes, mais aussi mon «décodeur»: il m'aide à démêler une réalité chaotique que même les Libyens ont peine à saisir. Qui est vraiment l'homme que je suis en train d'interviewer? Que représente-t-il au juste? Parfois, c'est à s'arracher les cheveux.

Comme bien de ses compatriotes, Mustafa n'aime pas parler d'argent. «Je travaille pour t'aider», assure-t-il. Quand je veux le payer, il s'inquiète: «Es-tu sûre que tu en as assez?»

Mustafa est de garde la nuit, au Centre médical de Benghazi. Après, il dort un peu, puis on travaille ensemble. Entre deux entrevues, nous parlons de sa ville, qui lui fait un peu honte avec ces amoncellements de déchets que survolent des nuages de mouches. De ses amours, actuellement inexistantes. De ses craintes pour l'avenir. «Les Arabes ne méritent pas la démocratie», dit-il un jour, avec amertume.

Mustafa m'impressionne par son intelligence vive, concentrée. Doublée, par moments, d'une déconcertante candeur.

Comme cette fois, à l'aéroport de Benghazi, alors que nous attendons pour enregistrer ma valise, et qu'il m'annonce qu'il envisage de faire un stage médical au Canada. Avant de me demander: «Est-ce que les familles canadiennes donnent leurs filles en mariage à des étrangers?»

Quand je lui explique qu'au Canada, les filles ne demandent pas la permission à leurs parents avant de se marier, et que, parfois, elles ne se marient même pas, il prend un air dubitatif: «J'ai vu un film américain où les parents n'étaient pas d'accord...»

tu m'as appris et qui ne veut pas dire athée?»

Sous Kadhafi, Salah travaillait comme guide touristique. Ces temps-ci, la Libye, c'est le degré zéro du tourisme. Alors Salah se débrouille, entre autres en aidant des journalistes étrangers.

Salah parle parfaitement français, mais il ne connaît pas le mot «agnostique». C'est ce mot qu'il me demande de lui rappeler. Ni croyant ni athée: agnostique. Salah semble trouver le concept fascinant.

«C'est quoi, ta religion?» C'est la question incontournable, dans beaucoup de pays arabes, mais plus encore en Libye. Impossible d'y échapper.

Ma réponse varie selon le pays, selon celui qui me la pose et le degré de confiance qu'il m'inspire. Généralement, pour commencer, c'est: chrétienne, pas trop pratiquante. C'est le meilleur moyen d'éviter d'interminables débats sur Dieu et sa plus formidable incarnation: Allah. Après, ça dépend. Agnostique est un bon passe-partout, assez proche de la réalité. Cela dit, j'ai rencontré un peu partout des gens qui ne se formalisent ni de mon absence de foi ni de mes origines juives – que je ne divulgue généralement qu'après avoir bien tâté le terrain.

Un peu partout, sauf en Libye... où règne un islam très conservateur, doublé d'un antisémitisme d'autant plus virulent que la vaste majorité des Libyens, élevés dans leur bulle étanche, n'ont jamais vu un Juif de leur vie. Un antisémitisme qui a fleuri sur une montagne de propagande et de profonde ignorance.

Il y a deux ans, à Benghazi, j'avais travaillé avec Sami, sympathique jeune Libyen qui disait des horreurs sur les Juifs, comme si elles allaient de soi. Passionné de musique, Sami profitait de nos déplacements en auto pour nous faire jouer beaucoup de Dylan, un peu de Cohen. Je lui ai dit que Dylan et Cohen étaient, quand même, un petit peu juifs. Il n'en revenait pas.

Retour à Mustafa, en 2013. Un jour, la conversation tombe sur Benard-Henri Lévy, l'homme qui a poussé Nicolas



PHOTOS REUTERS / AGENCE FRANCE-PRESSE

Le gouvernement libyen fait son possible pour diriger le pays, mais il se heurte aux résistances des anciens rebelles, qui font en gros ce qu'ils veulent. En haut, des membres de milices ayant pris position devant le ministère de l'Intérieur à Tripoli pour réclamer l'éviction des partisans de l'ancien régime des hautes fonctions de l'État. Ci-dessus, des partisans du gouvernement qui manifestent contre les milices.

■ ■ ■

Omar et Amar m'amènent à la gare d'autobus de Tripoli pour changer des dinars tunisiens en dinars libyens. Deux étudiants qui rêvent d'étudier au Canada, en «électricité». Ils aimeraient que je les aide à trouver un collègue qui les accepterait, même si leurs résultats aux tests internationaux les plaçaient sous la barre d'admission.

À un moment, la conversation tombe sur la question des armes. Chez nous, on n'a qu'une kalachnikov, confie

gouvernement, d'autres pas, généralement en périphérie des villes.

De temps en temps, des fusillades éclatent, entre des familles ou des clans. Mais dans l'ensemble, les Libyens trouvent que c'est beaucoup plus tranquille depuis que les hommes armés ont disparu du paysage.

N'empêche: la veille de mon vol Tripoli-Benghazi, une nouvelle troublante tombe sur les fils de presse. Le fuselage d'un avion effectuant le vol en sens inverse a été percé par une balle au moment de l'atterrissage. Ce n'était pas un attentat, mais des fêtards qui tiraient en l'air, sans doute pour souligner un mariage. Tout pour rassurer...

■ ■ ■

Alors, est-ce que ça valait la peine?

C'est la question que me posent des étudiants de l'Université de Montréal, que je rencontre le lendemain de mon retour de ce double reportage, en Tunisie et en Libye. Sous-entendu: est-ce que pour les Tunisiens et les Libyens, il valait la peine de renverser leurs dictateurs respectifs pour en arriver là où ils sont aujourd'hui?

Là, c'est-à-dire où? Économiquement, la Tunisie va plus mal qu'il y a deux ans, les jeunes ont encore moins d'avenir qu'avant, mais ils peuvent s'en plaindre un peu plus librement. Politiquement, le pays est profondément tiraillé entre laïcs et religieux. Les islamistes radicaux, autrefois réprimés, exacerbent cette

fracture. Mais cette partie de bras de fer est loin d'être jouée.

La Libye, c'est une autre histoire. Le gouvernement du premier ministre Ali Zeidan fait son possible pour diriger le pays. Mais il se heurte, entre autres, aux résistances des anciens rebelles, qui font en gros ce qu'ils veulent.

Ici aussi, les salafistes, ces islamistes ultra radicaux, essaient de profiter du vide laissé par la chute du dictateur. Dans un environnement infiniment plus périlleux qu'en Tunisie, ne serait-ce qu'à cause de l'omniprésence des armes. Mais aussi parce que Kadhafi avait réussi à rayer de la carte toutes les institutions hors de son contrôle. Après lui, c'est le désert. Tout doit être reconstruit de zéro.

Alors, est-ce que ça valait la peine? C'est vrai que les printemps arabes ont pris un gros coup de froid. Mais j'ai envie de renverser la question: quelle était donc l'autre possibilité? Laisser la dictature étouffer des réalités dérangeantes, des réalités qui font peur – pour qu'elles explosent dans cinq, dix ou vingt ans, avec encore plus de force? En faisant encore plus de dégâts? Pas sûre.

LAPRESSE.CA

**LA MONTÉE DES SALAFISTES**

Le reportage sur la montée des salafistes en Libye a été publié dimanche dans *La Presse+*. On peut maintenant le trouver sur le web au [lapresse.ca/salafistes](http://lapresse.ca/salafistes)

*Ce bout de conversation me rappelle à quel point les Libyens reviennent de loin. À quel point la dictature hermétique de Kadhafi les a coupés du monde. On parle avec quelqu'un, de la vie, des enfants, de religion, on se comprend à peu près – puis paf! Au détour d'une phrase, on est aspiré par un trou noir de 42 ans.*

Ce bout de conversation me hante pendant tout mon voyage de retour. Il me rappelle à quel point les Libyens reviennent de loin. À quel point la dictature hermétique de Kadhafi les a coupés du monde, pendant quatre décennies. On parle avec quelqu'un, de la vie, des enfants, de religion, on se comprend à peu près – puis paf! Au détour d'une phrase, on est aspiré par un trou noir de 42 ans.

■ ■ ■

J'ai reçu un courriel de Salah, mon interprète dans la capitale libyenne, Tripoli: «C'est quoi encore le mot que

Sarkozy à l'intervention militaire contre Kadhafi, il y a deux ans.

À Benghazi, Sarkozy est toujours considéré comme un sauveur. Mais pas BHL, qui n'a pas été autorisé à assister à la commémoration du deuxième anniversaire du soulèvement, en février. Pour cause de judaïcité.

J'étais curieuse de savoir ce que Mustafa en pensait. Sa réponse: «C'est vrai que Bernard-Henri Lévy était venu à Benghazi, il y a deux ans. Mais peut-être qu'à l'époque, on ne savait pas qu'il est juif?»

Misère. Finalement, agnostique, c'est pas si mal...

Omar. Son copain, lui, a un lance-roquettes à la maison. Et si le gouvernement vous donnait de l'argent pour récupérer ces armes? Ils éclatent de rire: jamais de la vie, on ne sait pas quand on en aura de nouveau besoin...

Ils ne sont pas les seuls. Le gouvernement libyen a bien fait de timides efforts pour retirer les armes lourdes de la circulation, mais la majorité des gens sentent le pays trop instable pour s'en débarrasser.

Aujourd'hui, on ne voit plus ces armes dans les rues. Les anciennes milices rebelles se tiennent dans leurs quartiers généraux, les «katibas», certaines sous le chapeau du

Un taux avantageux. Une plus grande souplesse.

**2,99%\***

- Prêt hypothécaire à taux fixe de 4 ans.
- Augmentez le montant de votre versement jusqu'à concurrence de 100% pendant la durée de votre prêt.

Communiquez avec nous dès aujourd'hui.

À votre centre bancaire  
[cibc.com/francais](http://cibc.com/francais)  
1 877 434-1909



**POUR CE QUI COMPTE DANS VOTRE VIE**

\*TAC de 3,02%.

Le taux annuel du coût d'emprunt (TAC) est basé sur un nouveau prêt hypothécaire de 200 000 \$ avec un amortissement sur 25 ans et des frais d'évaluation immobilière de 250 \$. Le prêt hypothécaire doit être décaissé dans les 90 jours suivant la date de la demande. D'autres conditions s'appliquent; demandez-nous des précisions. La Banque CIBC peut modifier ou annuler cette offre en tout temps. Le logo CIBC et «CIBC Pour ce qui compte dans votre vie» sont des marques déposées de la Banque CIBC.

## DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAUX

## À quand les croix rouges?



ANDRÉ PRATTE

apratte@lapresse.ca

Chaque jour, des centaines de Québécois sont stationnés pendant des heures dans les urgences de nos hôpitaux, sans soins, sans confort, sans intimité. Pendant ce temps, des milliers de personnes âgées sont parquées dans les CHSLD, dans des chambres minuscules, croupissant dans une couche souillée.

Il en est ainsi depuis 20, 30 ans, sans que cela ne suscite davantage qu'une indignation passagère à la suite de reportages dans les médias, tels ceux de Louise Leduc et Daphné Cameron publiés dans nos pages cette semaine. Où sont donc la belle solidarité, l'élan de justice sociale qu'était censé exprimer le «printemps érable»?

Que pensent les tapeurs de casseroles du sort des malades et des vieux?

Des dizaines de milliers de Québécois sont descendus dans la rue, portant le carré rouge et tapant sur des casseroles. Ils ont pris fait et cause pour les étudiants, des jeunes en parfaite santé, faisant partie d'une minorité privilégiée grassement subventionnée par l'État. Que pensent ces mêmes Québécois solidaires du sort des gens malades, abandonnés dans les urgences? De celui des aînés, laissés à eux-mêmes dans les hospices? À quand le mouvement des croix rouges?

«Ça n'a pas de sens qu'on tolère ça!», a déclaré à *La Presse* le D<sup>r</sup> Bernard Mathieu, président

de l'Association des médecins d'urgence du Québec, en prenant connaissance de notre «palmarès des urgences».

En arrivant au Québec il y a quelques années, Christian Paire, directeur général du CHUM, fut consterné par la congestion dans les urgences: «En France, les gens n'accepteraient jamais une telle situation.»

Au fil des ans, les gouvernements successifs ont multiplié les comités d'experts, les plans d'action et les investissements. Les résultats ont toujours été décevants. Pourquoi? Parce que les problèmes sont d'une ampleur telle qu'on pourrait seulement en venir à bout en en faisant LA priorité de l'État. Or, la population, notamment les nombreux groupes de pression, a bien d'autres préoccupations. Aussi, des 12 milliards de plus dépensés aujourd'hui dans le secteur de la santé (comparativement à 2002), combien sont allés dans l'amélioration des services? Combien dans le rehaussement des conditions de travail du personnel, notamment de la rémunération des médecins?

Les Québécois tiennent bien plus aux garderies à 7\$ (tarif gelé pour l'éternité) et à de nouvelles autoroutes (sans péage svp) qu'à de meilleurs soins dans les urgences et les CHSLD. Plusieurs trouvent plus important que le gouvernement chouchoute les étudiants plutôt que d'assurer le confort et la dignité des vieux.

Hier, le ministre de la Sécurité publique, Stéphane Bergeron, a annoncé la mise sur pied d'une «Commission spéciale d'examen des événements du printemps 2012». On continuera donc à gratter ce bobo-là pendant des mois et à gémir sur le sort de notre pauvre jeunesse.

Les vieux et les malades, eux, ne peuvent pas descendre dans la rue. Et personne, ni les étudiants ni les artistes ni les syndicalistes, ne manifesteront pour eux.

## La transformation



ARIANE KROL

akrol@lapresse.ca

Plus d'un résidant sur cinq est né à l'étranger ou fait partie d'une minorité visible dans la grande région de Montréal. C'est beaucoup? Par rapport au reste du Québec, peut-être. Face aux autres grandes villes canadiennes, par contre, c'est bien peu. Même chose quand on se compare aux deux autres principales provinces, l'Ontario et la Colombie-Britannique. Obsédés par les effets que l'immigration pourrait avoir ici, nous ne nous rendons pas compte à quel point ce phénomène creuse l'écart entre le Québec et ses comparables.

Près de la moitié des Torontois font partie d'une minorité visible ou sont nés ailleurs qu'au Canada (47 % et 46 % respectivement), montre le recensement de 2011 dévoilé hier par Statistique Canada. Même chose, ou presque, parmi les Vancouverois (45 % et 40 %). La majorité qui sert de point de repère est en train de devenir bien relative.

Les immigrants ne forment pas un bloc monolithique, loin de là. Mais ce ne sont pas non plus des gouttes d'eau qui se fondent dans la mer. Leur vécu diffère de celui des natifs de la société d'accueil amène d'autres points de comparaison et, souvent, d'autres difficultés, d'autres priorités et d'autres attentes. Si les politiciens veulent rejoindre ces électeurs, ils doivent les écouter... ils n'ont pas le choix de le faire, parce qu'ils sont de plus en plus nombreux.

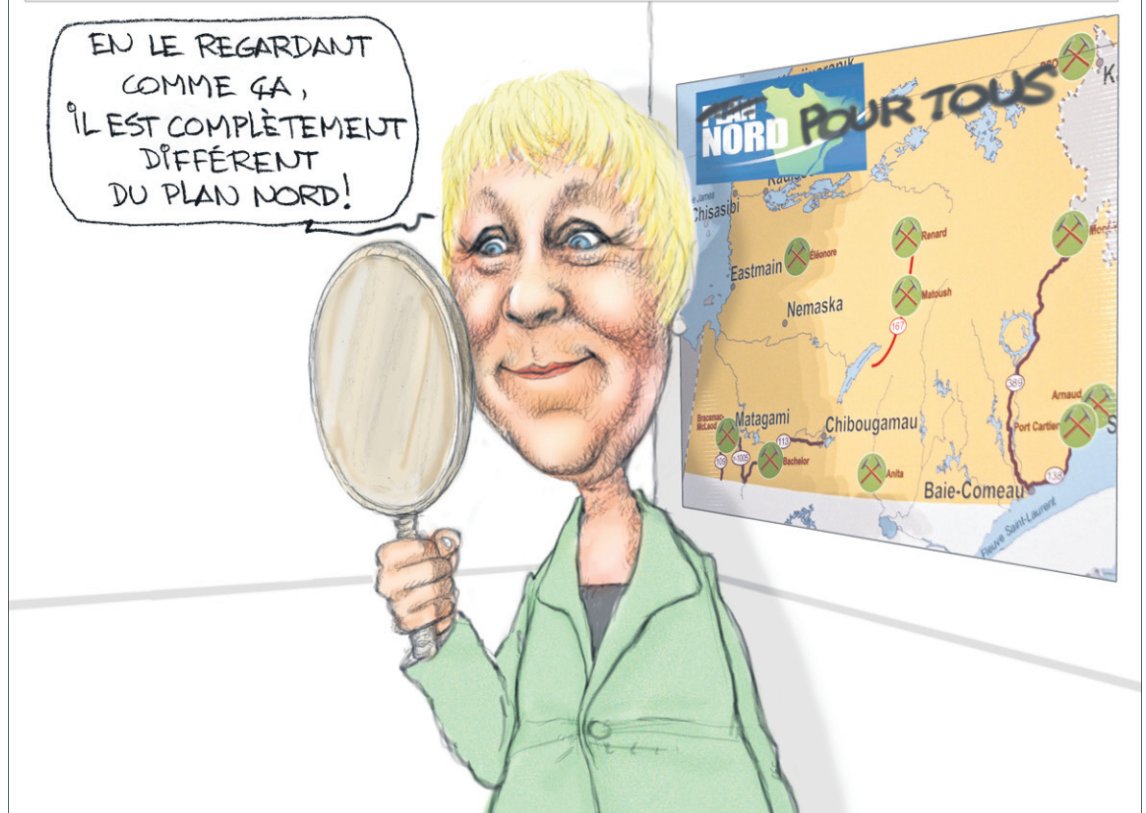
On ne réalise pas l'ampleur du phénomène au Québec. Moins de 13 % de notre population est née à l'extérieur du pays, deux fois moins qu'en Ontario et en Colombie-Britannique. À Montréal? Moins de 23 %. Quant aux minorités visibles, elles constituent à peine 20 % des habitants de la région. C'est moins qu'à Calgary et à Edmonton, et à peine plus qu'à Winnipeg.

Le Québec est d'autant plus étranger à cette réalité que son immigration est différente. Ici, les natifs de l'étranger viennent d'abord d'Haiti, de France et d'Italie. En Ontario comme en Colombie-Britannique et, même, dans l'ensemble du Canada, ils viennent plutôt de l'Inde, de la Chine et du Royaume-Uni.

Être né à l'étranger ne conditionne pas tout. En particulier chez les jeunes qui arrivent ici avant l'âge adulte, et dont les valeurs seront souvent beaucoup plus proches de celles de leurs camarades que de celles de leurs parents. Le regroupement en communautés demeure néanmoins un phénomène majeur. Ce n'est pas pour rien que plus de 60 % des immigrants, récents ou de longue date, vivent à Toronto, Vancouver ou Montréal, et que pratiquement tous les autres habitent une région métropolitaine. C'est un enjeu dont, encore une fois, les politiciens n'ont pas le choix de tenir compte. S'il est encore peu présent en politique québécoise, il est de plus en plus évident sur la scène fédérale.

On parle encore de l'immigration comme d'un phénomène de l'extérieur, alors que c'est une véritable transformation intérieure qui est en train de s'opérer à nos portes. Il serait temps de le réaliser parce que le Canada, jusqu'à preuve du contraire, demeure notre principal interlocuteur.

## PAULINE MAROIS NOUS PRÉSENTE SON "NORD POUR TOUS"



DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

## OPINION

## Le siècle de l'Arctique



JOCELYN COULON

L'auteur (j.coulon@umontreal.ca) est directeur du Réseau de recherche sur les opérations

de paix, affilié au CERIUM de l'Université de Montréal. Il collabore régulièrement à notre section Débats.

En 1595, l'atlas du géographe hollandais Gérard Mercator révèle au public une fascinante carte de l'Arctique. Le document fait l'objet d'un beau livre publié récemment au Québec et signé, entre autres, par Louis-Edmond Hamelin, inventeur du concept de nordicité\*. Cette édition paraît au moment où le Canada prend dans quelques jours la présidence du Conseil de l'Arctique et où le gouvernement du Québec annonce sa stratégie pour le développement du Nord.

À la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, Mercator trace pour la première fois les contours d'une région fantasmée par les Européens depuis longtemps. On cherche alors au nord un chemin vers l'Asie et ses richesses réelles ou imaginaires. Aujourd'hui, l'Arctique n'est plus simplement une voie de navigation, mais un continent aux richesses énergétiques, minérales et halieutiques très convoitées.

Les États circumpolaires, d'autres pays et les grandes corporations multinationales placent chaque jour un peu plus leurs pions et préparent leurs prochaines avancées. La compétition est nouvelle entre tous ces acteurs.

Il y a 30 ans, la mer arctique est peu navigable et la rudesse de cet immense territoire ne suscite guère les rivalités entre l'Est et l'Ouest. Comme par un effet du hasard, la fin de la

guerre froide correspond avec la fonte rapide de la banquise polaire et réveille les appétits.

Le Canada y voit une occasion, mais aussi une menace. Notre pays a beau être avec la Russie le plus grand «propriétaire» des lieux, il n'a pas les moyens de se faire respecter. Et les États-Unis sont les premiers à contester sa souveraineté sur le passage du Nord-Ouest, d'où l'initiative diplomatique de créer à Ottawa en 1996 le Conseil de l'Arctique afin que les États et communautés indigènes membres y discutent de questions touchant l'environnement, la situation des autochtones et le développement économique et social. Les questions militaires sont exclues.

Pour l'instant, le «grand jeu arctique», pour reprendre l'expression de Joël Plouffe, spécia-

Alaska, les Américains installent de nouveaux intercepteurs pour leur défense antimissile. Le Canada va construire des navires de guerre et deux satellites Radarsat afin de surveiller son territoire.

Au crédit du gouvernement, il faut reconnaître que Stephen Harper prend l'Arctique au sérieux. Chaque année depuis son élection en 2006, il se rend plusieurs jours dans le Grand Nord afin de marquer la présence canadienne. Ottawa s'est doté d'une Stratégie pour le Nord couvrant tous les champs d'activité, de la promotion de la culture inuit au développement durable.

En prenant la présidence du Conseil de l'Arctique jusqu'en 2015, le Canada aura deux ans pour consolider et élargir les actions de ce forum où, écrivait

Stephen Harper prend l'Arctique au sérieux. Ottawa s'est doté d'une Stratégie pour le Nord couvrant tous les champs d'activité, de la promotion de la culture inuit au développement durable.

liste associé à l'Observatoire sur l'Arctique à l'ENAP, se déroule pacifiquement. Pourtant, les intérêts sont énormes.

Sur le plan énergétique, environ 20 % des hydrocarbures encore à découvrir sur la planète sont dans l'Arctique. Toutes les grandes sociétés, de Shell à Gazprom, se disputent ce marché. Les dépôts de minerais sont nombreux. Pour tirer le meilleur profit de ces richesses, la Russie a lancé un plan visant à investir 35 milliards d'euros d'ici 2020 dans ses infrastructures.

Sur le plan militaire, l'activité augmente. La flotte russe y a des ports d'attache. Des sous-marins de plusieurs pays patrouillent dans les eaux. En

récentement Joël Plouffe, «le dialogue transnational a amené les États, les acteurs sous-régionaux et les gens à travailler ensemble de façon continue en vue d'atteindre des objectifs communs». Il devra aussi renforcer la protection des peuples autochtones et l'environnement.

L'Arctique est la dernière frontière du monde en termes économiques et militaires et le XXI<sup>e</sup> siècle sera son moment. C'est encore un havre de paix et de coopération. Il doit le rester.

\*L'apparition du Nord selon Gérard Mercator Louis-Edmond Hamelin, Stefano Biondo et Joël Bouchard Éditions Septentrion, 2013.



**BLOGUE QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL?**

**Union Montréal implose: Louise Harel perd 40 000\$...**

par François Cardinal

**LA QUESTION DU JOUR**

**En moyenne, l'attente sur une civière à l'urgence a bondi à 17 heures et demie. Quelle est votre prévision pour les prochaines années?**

L'attente augmentera encore > 74 %  
 L'attente se stabilisera > 13 %  
 L'attente diminuera > 6 %  
 Je ne sais pas > 7 %

Résultats à 18h30, hier / 8209 répondants

> LE BLOGUE DE L'ÉDITO  
*L'ignorance, l'Histoire et Churchill* par Mario Roy

**POUR NOUS JOINDRE** La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

**VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?** Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

**VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION?** Écrivez-nous à débats@lapresse.ca

<b>RÉDACTION</b> 514.285.7070 commentaires@lapresse.ca	<b>ABONNEMENT</b> 514.285.6911 ou 1.800.361.7453 www.lapresse.ca/abonnement	<b>PUBLICITÉ</b> 514.285.6931
<b>PETITES ANNONCES</b> 514.987.8363 ou 1.866.987.8363 petitesannonces@lapresse.ca	<b>DÉCÈS</b> 514.285.6816 deces@lapresse.ca	<b>CARRIÈRES</b> 514.285.7320 carrieres@lapresse.ca

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de l'imprimerie Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

À BIEN Y PENSER

DÉBATS

Je ne suis plus capable d'entendre dire aux manifestants d'arrêter de rouspéter et d'aller voir en Corée du Nord, en Iran, en Russie ou en Chine s'ils seront mieux traités. Au Québec, nous avons l'avantage indéniable de vivre dans une société démocratique. Cela dit, aucun pays n'a une démocratie parfaite. Demander une commission d'enquête indépendante sur le travail policier au Québec est un indice de vitalité dans notre société et non des enfantillages de bébés gâtés.

— Philippe Chabot, étudiant

## Retour du Vietnam



LYSIANE GAGNON  
lgagnon@lapresse.ca

S'il n'était embaumé dans le mausolée qui domine la place centrale de Hanoï, Ho Chi Minh se retournerait dans sa tombe en voyant qu'on a donné son nom à la très capitaliste Hochiminh Stock Exchange!

Mais peut-être l'Oncle Ho se réjouirait-il de voir son pays bien-aimé accéder enfin à la paix et à la prospérité qu'il mérite, après avoir mené des guerres victorieuses contre les deux grandes puissances qu'étaient la France et les États-Unis – sans compter les multiples affrontements avec l'ancien colonisateur chinois.

Deux grandes guerres, donc, sur le mode de la lutte entre David et Goliath, et dont chaque fois le petit Vietnam sortit vainqueur, mais ensanglanté.

L'astucieuse stratégie qui lui permit d'anéantir en quelques jours la base française de Dien Bien Phu, en 1954, lui coûta 30 000 hommes... car si, dans ses combats contre la France et les États-Unis, le Vietnam put compter sur l'aide militaire de l'URSS et de la Chine, ce sont les Vietnamiens qui en furent les maîtres d'œuvre et les artisans: ceux qui creusaient en rampant des tranchées souterraines pour encercler les postes de Dien Bien Phu, ceux qui vivaient et s'armaient dans les tunnels de Cu Chi, ceux qui laissèrent leur jeunesse dans la jungle...

Mais ce peuple de héros est bien loin de jouer les martyrs. Contrairement à tant d'autres peuples confits dans la culture du ressentiment, et qui n'en finissent plus d'exiger excuses et réparations, les

*Ce peuple de héros est bien loin de jouer les martyrs, comme tant d'autres peuples confits dans la culture du ressentiment.*

Vietnamiens, fidèles à la tradition de stoïcisme héritée de Bouddha et de Confucius, ont depuis longtemps tourné la page.

Tout au plus s'offrent-ils la fierté bien légitime d'étaler, dans leurs musées, les signes de leur bravoure et de cette brillante ingéniosité qui leur a permis de triompher de tous les Goliath.

Au musée d'histoire de Saïgon, les pieux taillés en pointe qui décimèrent, une fois plantés dans la rivière, les flottes mongoles au XIII<sup>e</sup> siècle... À Hanoï, les restes dérisoires des avions militaires américains abattus par de petits guérilleros en sandales de caoutchouc... Mais le pays réel, loin de ressasser ces souvenirs atroces, est engagé à une vitesse d'enfer sur une tout autre trajectoire.

Les Vietnamiens ont retrouvé leur vraie nature que trois décennies de communisme avaient tenté d'éradiquer. Le petit commerce et l'esprit d'entreprise ont repris leurs droits, sur les trottoirs et les rivières, dans les marchés, les rizières et les deltas. Saïgon est un petit Shanghai, et même les guides touristiques débutants veulent ouvrir leur propre agence de voyage.

On travaille, on s'enrichit, on innove, tout en grignotant, du matin jusque tard dans la nuit, dans des troquets de fortune d'où émanent des odeurs captivantes de coriandre, de menthe, de gingembre, de citronnelle, de piment, de poisson frit et de nuoc man... La cuisine vietnamienne est moins variée, mais plus légère que la chinoise. L'huile est remplacée par des sauces acidulées et parfumées, et les nouilles de blé, par des pâtes de riz aériennes.

La cuisine, de même que la nature, tiennent une grande place dans la littérature vietnamienne. À lire: tous les romans de la merveilleuse Duong Thu Huong, en particulier *Les paradis aveugles*, *Roman sans titre*, *Au zénith* et le déchirant *Terre des oublis*.

La grande romantisme vit aujourd'hui en exil en France, mais nul ne parle mieux qu'elle du Vietnam, de sa culture, de sa vie quotidienne et des ravages de la guerre et de la dictature. Accessoirement, *Riz noir* d'Anna Moï. Lire Huong avant, pendant et après un séjour à Hanoï. Lire le court récit de Moï à Saïgon et dans le delta du Mékong.



Il y a une éternité que les pro-vie et les pro-choix, bien campés dans leur point de vue respectif, n'ont pas «sauté la clôture» pour aller voir comment le problème se présentait de l'autre côté.

# Sauter la clôture



JONATHAN GUILBAULT  
L'auteur est séminariste de l'archidiocèse de Montréal.

Aujourd'hui s'ébranlera dans les rues d'Ottawa une Marche pour la vie ayant pour thème «Cessons le fœticide féminin». Puisque l'événement n'a rien de sexy et que ses chances de séduire sont négligeables, on peut se demander ce qui motive ses participants.

On peut d'abord constater que si la question de l'avortement revient sans cesse dans l'espace public, c'est qu'elle n'a rien de superficiel, mais bouleverse viscéralement. De plus, on est davantage éveillé aujourd'hui sur le phénomène de l'avortement sélectif. Des couples optent pour l'avortement lorsqu'ils apprennent que l'enfant à naître est une fille.

Voilà qui ébranle le dogme de la liberté absolue de choisir. En effet, que penser lorsque le choix des femmes se retourne contre elles? Que faire lorsque le choix des femmes (avorter ou non) devient en fait le choix des hommes (sélection en faveur des fœtus de sexe masculin)?

Et ce n'est que la pointe de l'iceberg. Les diagnostics prénataux procurent aux géniteurs des informations toujours plus précises sur l'enfant à naître. Avec le risque de déboucher sur des avortements lorsque seront détectées telle caractéristique physique, une prédisposition à telle maladie, etc. Bref, le flou juridique actuel rend praticable le sexisme, la discrimination chromosomique, l'eugénisme. D'où

la nécessité de discuter à nouveau de l'encadrement de l'avortement.

Mais c'est devenu impossible, tant règnent la méfiance et la mauvaise foi. Stéphane Lafleur, sur le dernier album d'*Avec pas d'casque*, chante «Où y'a une vue, y'a des clôtures». Justement, il appert qu'il y a une éternité que les pro-vie et les pro-choix, bien campés dans leur point de vue respectif, n'ont pas «sauté la clôture» pour aller voir comment le problème se présentait de l'autre côté.

Pour beaucoup, il s'agit d'assurer la souveraineté de la femme sur son corps et son existence.

**Que faire lorsque le choix des femmes (avorter ou non) devient en fait le choix des hommes (sélection en faveur des fœtus de sexe masculin)?**

Pour d'autres, l'enjeu est surtout de défendre la vie humaine, les innocents, les plus faibles.

Toutes les valeurs en jeu ici sont valables et précieuses. Or, certains pro-choix esquivent rapidement le fait qu'il n'y a pas que le corps de la femme à prendre en considération dans cette affaire, mais également un autre être possédant son propre bagage génétique, viable dès la 24<sup>e</sup> semaine, etc. Aussi, en lui déniait parfois toute signification morale, on

banalise l'acte abortif; on en fait un simple choix de préférence, n'engageant pas la responsabilité.

Du côté des pro-vie, certains sous-estiment la détresse extrême accompagnant une grossesse non désirée. Que bien des femmes, à toutes les époques, aient choisi d'avorter malgré l'illégalité ou les procédés sordides, devraient suffire pour convaincre de cette détresse.

Plus encore: souvent portés à revendiquer la criminalisation tous azimuts de l'avortement, certains assimilent trop aisément l'avortement à un assassinat. Si on peut légitimement percevoir l'avortement comme la suppression d'un être humain, il reste que les circonstances altèrent radicalement la nature du geste. Pour que l'avortement soit criminalisé comme un meurtre, il faudrait qu'il soit évident ou communément admis que le fœtus est un être pleinement humain, voire une personne; ce qui est loin d'être le cas dans une société où 90% des citoyens appuient le droit à l'avortement.

Par ailleurs, quiconque a côtoyé une femme qui s'est fait avorter n'éprouve guère l'envie de la qualifier de «criminelle»...

Nous voici donc devant une problématique qui deviendra encore plus épineuse avec le développement technique. Elle exige la fin d'une polarisation rigide au profit d'une approche plus pragmatique. Le consensus n'advient pas de sitôt sur le fond de la question; en attendant, il me semble urgent de nous entendre pour empêcher certaines pratiques, notamment celles relevant d'une forme ou l'autre d'eugénisme.

## RÉPLIQUE

# La fin de l'indifférence

JEAN-FRANÇOIS LISÉE

Ministre québécois de la Métropole, l'auteur réplique à l'éditorial de François Cardinal intitulé *Lisée à la mairie?*, qui a été publié samedi dernier.

Dans son éditorial, François Cardinal écrit que je me suis «opposé à la modification du règlement P-6 par le conseil municipal». M. Cardinal étant généralement superbement informé, sa méprise me porte à penser que je ne me suis pas exprimé assez clairement.

À *Tout le monde en parle* et ailleurs, j'ai affirmé que P-6 étant contesté devant les tribunaux, je ne pouvais en tant que ministre débattre de sa justesse. Je me suis limité à exprimer, comme l'a fait la première ministre, la position de principe voulant qu'il était raisonnable de manifester à visage découvert et de donner son itinéraire, d'autant plus lorsqu'on peut le faire séance tenante.

Pour le reste, le niveau des amendes, la technique de la souricière, la responsabilité collective des manifestants, l'impact sur les manifestations spontanées sont, toutes, contestées devant les tribunaux, et critiquées par le Barreau du Québec. Blogueur, je vous aurais dit ce que j'en pense. Ministre, je ne puis qu'affirmer qu'il appartient aux juges de statuer.

Dans l'intervalle, le conseil municipal de Montréal a été saisi de propositions

de modification de P-6 et pourrait encore l'être. Ces décisions lui appartiennent et je ne les ai pas commentées.

M. Cardinal me reproche d'intervenir dans des débats montréalais internes. La décision de M<sup>me</sup> Marois de redonner à la métropole un ministre vraiment responsable est le signe de la fin de l'indifférence de Québec envers la locomotive économique, culturelle et sociale du Québec. Le gouvernement du Parti

**Tenter d'interdire au ministre de la Métropole et aux décideurs montréalais de discuter entre eux des meilleures décisions à prendre serait illusoire et contre-productif.**

québécois est déterminé à accompagner la métropole dans sa relance et vers le rendez-vous qu'il se donne avec son avenir: 2017.

Depuis notre arrivée au pouvoir, les maires Tremblay, Vaillancourt et Marcotte ont quitté leurs fonctions. Chaque cas est différent, mais chaque fois le gouvernement a usé de son pouvoir d'influence pour sortir ces villes de graves crises politiques. Légalement, les trois maires avaient le droit de rester

en poste. C'est le leadership de Québec, motivé par l'intérêt public, qui a donné des résultats.

Où tracer la ligne entre leadership et ingénierie? Le leadership est, entre autres, la capacité d'influencer. Il suppose cependant de respecter le vœu des décideurs lorsqu'ils l'exercent. Tenter d'interdire au ministre de la Métropole (et aux autres ministres) et aux décideurs montréalais de discuter entre eux des meilleures décisions à prendre serait à la fois illusoire et contre-productif. Ces échanges – dans les deux sens – renvoient ensuite chacun à ses propres arbitrages, dans le cadre de ses responsabilités.

En sept mois, je me suis habitué aux zigzags des critiques. Pendant des semaines, François Legault – qui traite le maire Applebaum de «poule pas de tête» et qui laisse un de ses députés répéter que Montréal est «morte ou à l'agonie» – réclamait qu'on mette Montréal en tutelle. Les libéraux, eux, me sommaient de m'occuper des... nids-de-poule! Quelques jours plus tard, caquistes et libéraux me trouvaient trop intéressé par la ville!

Bref, il faut savoir doser. On peut diverger d'opinion sur le dosage. La métropole a besoin à la fois d'attention et de respect. Comme ministre et député de la Métropole, j'entends livrer ces deux marchandises en abondance.

DEUX GENRES DE  
CLAVIERS, UNE  
PERFORMANCE UNIQUE  
EN SON GENRE.

Voici les nouveaux BlackBerry® Q10 et Z10.

La toute nouvelle expérience BlackBerry 10  
vous attend! Vous avez désormais le choix  
entre le clavier QWERTY et le clavier tactile.  
Conçu pour vous permettre d'aller de l'avant.

[blackberry.com](http://blackberry.com)



Bell

BlackBerry

Allez de l'avant

Capture d'écran simulée. © BlackBerry, 2013. Tous droits réservés. BlackBerry®, ainsi que les marques de commerce, les noms et les logos associés, sont la propriété de Research In Motion Limited et ils sont déposés ou utilisés aux États-Unis et dans d'autres pays du monde. Les autres marques sont la propriété de leurs détenteurs respectifs.